

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

INDOCHINE FRANÇAISE

LES

IMPOTS EN ANNAM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 24 Février 1910 à 1 h. 1/2

PAR

Antoine BAFFELEUF

Administrateur des Services civils de l'Indochine

Président : M. PERREAU, professeur

Suffragants { *MM. JACQUELIN, professeur*
LESEUR, professeur

PARIS-V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

INDOCHINE FRANÇAISE

LES

IMPOTS EN ANNAM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 24 Février 1910 à 1 h. 1/2

PAR

Antoine BAFFELEUF

Administrateur des Services civils de l'Indochine



Président : M. PERREAU, professeur

Suffragants { *MM. JACQUELIN, professeur*
LESEUR, professeur

PARIS-V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1910

Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES IMPOTS EN ANNAM

LIVRE PREMIER

Le système fiscal du « Pays d'Annam » avant l'intervention française

CHAPITRE PREMIER

**Aperçu historique. — Organisation politique
et administrative. — Décentralisation communale**

*Le Giao Chi. — Le pouvoir impérial, les ministères, les
grands conseils, l'administration provinciale. — Le man-
darinat. — La commune.*

Les origines du peuple annamite sont assez obscures ; toutefois les historiens s'accordent à lui reconnaître des ancêtres dans la tribu batailleuse des Giao Chi dont l'existence est signalée pour la première fois dès 2698 avant Jésus-Christ

dans les provinces du sud de la Chine (Quang Si et Quang Tong) (1).

Bientôt attirée par les richesses minières du Sud, refoulée dans le Nord, la tribu des Giao Chi envahit la péninsule indochinoise, occupe les deltas, refoule les autochtones vers la montagne. Sa marche est lente et pénible. Au III^e siècle de notre ère, elle est maîtresse du Tonkin. En 1403, elle atteint le Quang Nam et le Quang Ngai ; en 1658, l'absorption du royaume Cham est achevée ; en 1660, le Cambodge envahi. En 1768, enfin, l'empire d'Annam s'étend depuis la Chine jusqu'à Chaudoc, c'est-à-dire comprend le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine ; l'empereur est en outre suzerain du Cambodge, prêt à tomber entre ses mains.

Entre temps le pays annamite lutte pour son indépendance et se débat dans des guerres civiles sanglantes.

Pendant ces longs siècles d'expansion et de batailles les gouverneurs chinois et les empereurs indigènes poursuivent l'organisation du peuple annamite. Son unité politique et sa centralisation administrative sont le fruit de la civilisation chinoise. Dès l'an III, après Jésus-Christ, l'Annam est divisé en neuf provinces, administrées par des mandarins chinois

1. Les Giao Chi auraient été tout d'abord divisés en clans ayant à leur tête des chefs dont le pouvoir semble avoir été patriarcal et héréditaire. Dans la suite, l'autorité suprême se serait concentrée dans une seule main. La première dynastie Hoang bang thi aurait établi une sorte de lien entre les clans et donné une certaine cohésion à la tribu des Giao Chi. Il est cependant établi que, dès le XI^e siècle avant Jésus-Christ, cette race était gouvernée par une dynastie peut-être d'origine chinoise mais indubitablement vassale de l'Empire du Milieu.

ou indigènes, sous l'autorité d'un gouverneur général, relevant directement de l'Empereur de Chine. En 687, nouvelle division de l'Annam en treize provinces ou *chau*. Après le x^e siècle, les souverains indigènes continuent l'œuvre commencée. Ly Thai Tho (1010-1028) modifie les circonscriptions de son empire. Than thay tong (1225-1258) en répartit le territoire en douze provinces. Dès le xii^e siècle, l'Annam jouit d'une organisation très complète, analogue à celle d'aujourd'hui.

Envisagé au point de vue politique, le gouvernement annamite est une monarchie pure, calquée sur celle qui préside aux destinées du Céleste Empire. Au x^e siècle, l'Empereur prend les mêmes titres que celui de Pékin, il possède les mêmes pouvoirs. Cette monarchie a une forme essentiellement patriarcale. Le souverain est « père » et « mère » de son peuple. Il a tous les droits de chef de famille sur ses enfants ; il en a tous les devoirs, toutes les responsabilités. Il est le « mandataire du Ciel » *pontifex maximus*, juge suprême. Aucune autorité ne vient s'interposer entre lui et son peuple, tempérer son action. Dans le pays d'Annam, il n'y a que l'Empereur — *Hoang De* — et le peuple le — *Dan*.

« Son pouvoir est absolu, sans contrôle, sans autre frein qu'une puissante coutume presque rituelle, et un code transmis de temps immémoriaux de dynastie en dynastie (1). »

1. Luro. *Cours d'administration annamite*.

L'empereur (1) administre son peuple par l'intermédiaire de six grands ministères — Ministère de l'Intérieur, *Bo Lai* ; des Rites, *Bo Le* ; des Finances, *Bo Ho* ; des Peines, *Bo Hinh* ; de la Guerre, *Bo Binh* ; des Travaux Publics, *Bo Cong*. Les ministres traitent directement les affaires de leur ressort ; pour ce faire, chacun d'eux est assisté d'un conseil dont la consultation est obligatoire. Dans les provinces, l'administration civile et militaire est confiée à deux classes de mandarins *Quan Van* et *Qan Vo* nommés et rétribués par le roi et révocables *ad nutum*.

Au-dessus des ministères se trouvent plusieurs corps gouvernementaux :

1° Le *Comat* (2) (encore appelé conseil secret), conseil d'administration sans l'avis duquel le roi ne peut prendre aucune décision importante ;

2° Le tribunal des Censeurs (*Do ngu su*) chargé du contrôle d'une partie de l'administration du royaume (Rites, Instruction publique, Protocole). Il peut faire des observations à l'Empereur lui-même ;

3° Le *Noi cac*, ou secrétariat, à qui revient le soin de publier les décisions royales ;

4° Enfin le tribunal des trois Règles examine les affaires judiciaires soumises au juge suprême et revise les jugements de condamnation à mort.

Les membres de ces assemblées ne sont autres que les

1. On emploie indifféremment le titre de roi ou d'empereur en désignant le souverain de Hué.

2. Le *Comat* a été assimilé à tort au Conseil d'Etat, car il ne possède aucune attribution contentieuse.

ministres et quelques hauts mandarins, tous fonctionnaires désignés par le monarque, et révocables *ad mutum*. Toutes fois leur puissance est telle, qu'elle a pu faire échec aux volontés du souverain et critiquer ses actes. Ils seraient même allés jusqu'à supprimer Duc Duc (1) et Hiep Hoa (2) dont la politique ne leur convenait pas.

L'Empire est divisé en grandes et petites provinces. Un *Tong Doc*, surveillant général de tous les services, est à la tête des plus importantes. Il a sous ses ordres un chef de service administratif (*Quan Bo*) ; un chef de service judiciaire (*Quan An*) ; un commandant des troupes (*De Doc*) ou (*Lanh Binh*) ; et un *Giao Tho* ou *Huan Do*, fonctionnaire supérieur au service de l'enseignement. Un *Thuan Phu* dirige seul les provinces moins importantes. Il a sensiblement les mêmes attributions que le *Tong Doc* bien qu'étant d'un grade inférieur. *Quan Bo* et *Quan Au*, et *Thuan Phu* sont aidés dans leur tâche par des bureaux (*Phong*).

Les provinces se subdivisent en arrondissements, plus ou moins grands, sous la direction de *Phu* ou *Huyen*.

Comme derniers échelons de l'échelle géographique administrative, on trouve les cantons ; dont les chefs et sous-chefs *Cai thong* et *Pho thong* sont élus ; enfin, les communes.

Toute cette organisation administrative était assise sur le

1. L'obscurité des causes de la mort de Hiep Hoa n'est pas entièrement dissipée. Il n'y a par contre aucun doute sur la mort de son prédécesseur Duc Duc (grand-père du roi actuel) qui après quelques jours de règne nominal fut empoisonné au vu et su de tous par les Régents.

2. De Lanessan. *Principes de Colonisation*.

principe de la responsabilité effective des fonctionnaires, combinée avec un contrôle minutieux. Ce contrôle reposait sur une réglementation où tout était prévu d'avance, chaque infraction punie et chaque service récompensé. Il s'exerçait à tous les instants, à tous les degrés par des fonctionnaires supérieurs, responsables des erreurs de leurs subordonnés, par des envoyés royaux (1) et des délégués des ministères (2).

Mais si le grand nombre des prescriptions émises à cet égard montre le souci des Empereurs à protéger le peuple contre les fautes et les exactions de leurs représentants ; ils prouvent également l'inefficacité des mesures prises. La corruption sévissait à tous les échelons de la hiérarchie, jusque sur les marches du trône ; la vénalité était la plaie du système mandarinat.

Il faut chercher la cause de cet état de choses, dans la conception que les Annamites, disciples de Confucius, se faisaient du fonctionnaire (3), et dans sa conséquence immédiate la modicité extrême du traitement (4). Cela supposait un désintéressement complet : c'était méconnaître la nature humaine, la vouloir meilleure qu'elle n'est. Aussi les mandarins s'empressèrent-ils de suppléer à

1. Kham Sai, Kham mang.

2. Kimphai (délégués du ministère de l'Intérieur aux revisions quinquennales de l'impôt).

3. Le mandarinat doit être réservé aux plus vertueux. C'est un sacerdoce « qui implique l'amour de la vertu et du devoir, et le renoncement aux richesses ».

4. Un Tong Doc recevait 25 francs environ et quelques rations de riz par mois. Un Huyen 3 francs et 1 hectolitre de riz par mois.

l'insuffisance de leur solde en acceptant épices et cadeaux. L'exemple leur venait de haut, l'absence de toute opinion publique, la complicité des chefs hiérarchiques, l'impunité les encourageaient dans cette voie.

Ce large développement du pouvoir central, représenté à Hué, par le fils du Ciel, avait pour bases des institutions démocratiques et une forte décentralisation communale. L'accès des charges officielles était possible à tous, le mandarinat était recruté parmi les lettrés, désignés eux-mêmes par des concours littéraires largement ouverts.

Quant à la commune annamite elle constitue une véritable unité religieuse, politique, administrative, judiciaire. Elle pourvoit à toutes ses charges à l'aide de ressources particulières. Elle est maîtresse sans contrôle de tous les actes de son administration. Elle jouit d'une vie propre, elle a ses organes gouvernementaux, pourrait-on dire, ses tribunaux, sa police, sa législation particulière. *Khoan*. Un Conseil de notables, se recrutant parmi certains de ses administrés — *les inscrits* — en gère toutes les affaires, prend toutes les décisions en vue d'en sauvegarder les intérêts. Un *Ly truong* (maire) et un *pho Ly Truong* (adjoint) assurent l'exécution des délibérations. Ils sont les seuls représentants accrédités de la commune auprès de l'administration. Elus par le Conseil des notables, agréés par les inscrits, ils reçoivent du Phu ou Huyen un *Bang cap* (brevet) et un seul cachet de bois.

La commune est une personne morale jouissant de la plénitude des droits civils et politiques. C'est une sorte

d'Etat dans l'Etat. Elle est subordonnée il est vrai, à l'empereur, mais celui-ci se contente de lui imposer des obligations déterminées — impôts, corvée, service militaire — il n'intervient qu'exceptionnellement dans les affaires d'ordre intérieur.

Les conditions mêmes de la fondation des villages (1) l'atmosphère de guerre dans laquelle s'est développée la nation annamite, l'anarchie du pouvoir central jusqu'aux xix^e, son éloignement, les mœurs et les institutions enfin, tout contribua dans une mesure plus ou moins grande à faire de la commune une entité administrative émancipée, presque indépendante.

1. Les origines de la commune annamite sont fort anciennes. Dès 1500 avant Jésus-Christ, les annales signalent la création par la dynastie régnante de groupes territoriaux — Tinh — que l'on peut considérer comme des précurseurs.

Depuis lors, l'initiative individuelle a le plus souvent suppléé sur ce point à l'action de l'autorité supérieure. Celle-ci a encouragé les efforts des particuliers, facilité la fondation de nouveaux villages par des exemptions de corvée, service militaire, et la collocation de grades de mandarinat aux intéressés (Code Philastre). Tout individu ayant recueilli l'adhésion de plusieurs familles peut encore, à l'heure actuelle, demander à l'Etat des terrains vacants en vue de s'y établir et les défricher. Au reçu de sa pétition le Quan Bo fait procéder sur place par le Phu ou Huyen local à une sorte d'enquête *commodo et incommodo*, en présence de demandeurs, des chefs de cantons et des notables, des villages avoisinants.

Le représentant de l'administration délimite immédiatement le territoire communal et les terres que chaque chef de famille se propose d'exploiter. Une carte en est dressée, un procès-verbal rédigé ; ce dernier relate toutes les constatations faites au cours de la visite, toutes les mesures prises. Après approbations de l'autorité provinciale le nouveau ling est constitué officiellement. Une expédition du procès-verbal (*amkham*) sert de titre à ses fondateurs, et de point de départ aux rôles personnels et fonciers communaux.

Cette autonomie a d'ailleurs facilité considérablement la tâche du gouvernement Impérial. Son action s'est concentrée sur un nombre de personnes morales très restreint ; elle fut plus efficace que si elle s'était éparpillée sur des milliers d'individus.

« La vie de famille fortement constituée chez les sujets enlève beaucoup de soucis aux souverains. » (Renan, *Histoire du peuple d'Israël*.)

CHAPITRE II

Régime financier (1)

Organisation financière.

Impôts foncier et personnel. — Impôt foncier. — Objet. — Cadastre. — Rôle. — Revision. — Assiette. — Tarif. — Impôt personnel. — Assiette. — Recensement. — Rôles. — Inscrits. — Tarifs. — Perception. — Recette. — Contrôle. — Dégrèvement.

Corvée. — Service militaire.

Capitation des Artisans, des Chinois, des Minh huong.

Taxes diverses. — Sel. — Pêche. — Navigation. — Menues taxes. — Alcool. — Permis de circulation. — Bacs. — Thuc san. — Douanes. — Fermes et monopoles.

Tributs et impôts des Moi. Muong Tho, etc.

Ressources financières de l'Empire.

L'empereur est tout-puissant en matière de taxes. Il les choisit, en fixe les tarifs, les modes d'assiette et de recouvrement.

1. HISTORIQUE. — De très bonne heure le pays d'Annam fut doté d'un système d'impôts perfectionné.

Les premiers gouverneurs chinois en jetèrent les bases. L'un d'eux augmenta le tribut payé par les communes, multiplia les corvées. Vers le vi^e siècle de notre ère, un des souverains de la dynastie des Ly, donnait ordre aux villages de mesurer leur territoire, et d'établir un recueil, mentionnant les rizières leur appartenant et celles des propriétés particu-

A Hué, le ministère des Finances (*Bo ho*) s'occupe de tout ce qui touche à l'impôt. Les bureaux assurent l'exécution des décisions royales ; centralisent toutes les opérations, tous les actes auxquels donnent lieu les questions de cette espèce.

Dans les provinces leur règlement relève du *Quan Bo*. Ce haut fonctionnaire est assisté d'agents spéciaux (1) et d'un bureau (*phong hô*) qui a dans ses attributions : le recensement de la population, le cadastre, l'assiette de l'impôt, la surveillance des magasins ou caisses de l'Etat, le contrôle des recettes et dépenses etc... Il prend toutes mesures et toutes décisions utiles sous le contrôle du *Tong Doc*. Ses ordres sont exécutés par les *Phu* et les *Huyen*.

La recette de la plupart des impôts incombe à des agents provinciaux ; leur perception appartient à des autorités ou fermiers divers.

lières. Quatre siècles plus tard les individus eux-mêmes étaient dénombrés et immatriculés dans un cahier spécial. Ces deux registres servirent à l'établissement des rôles foncier et personnel ; permirent de déterminer les charges de chaque commune.

Au XIII^e siècle, Tran thay tong s'occupe de l'impôt foncier et en fixe le taux à 1 ligature pour un mau, 3 ligatures pour cinq mau et plus.

Au XV^e le Hien Tong — 1498-1505 — règle l'impôt personnel d'après un principe « équitable et bienveillant ». Il exempte du service militaire les individus les moins fortunés.

Dès cette époque l'élaboration du régime fiscal annamite est terminée. Il changera peu au cours des siècles qui vont suivre et il faut arriver à l'empereur Gia Long (1802) pour trouver une tentative sérieuse de réorganisation. En 1806, en effet, le recensement de la population et le cadastre des terres furent refaits ; les livres fonciers et personnels refondus.

1. *Chu thu*, chef des magasins, *tho qac*, chef des argentiers.

Enfin des employés royaux, véritables inspecteurs des finances, veillent au respect des règlements financiers.

L'impôt foncier porte sur les terres cultivées. Aucune d'elles ne doit y échapper en principe. Toute dissimulation est punie, toute déclaration, toute dénonciation encouragée et récompensée (1). Toutefois cette règle comporte une exception en faveur des terres domaniales distribuées par le souverain aux sujets les plus méritants — *công thân* — Elles sont exemptes de taxe et font l'objet d'un rôle spécial (2).

L'impôt foncier est perçu sur rôle. La quotité diffère suivant la nature et la situation des cultures. On fait une première distinction entre les rizières — *dien* — et les terres de cultures diverses — *tho*, ou *dat* — ; une seconde, entre les *dien* suivant leur situation ; entre les *thô* suivant leur production. La dernière répartition des propriétés entre ces différentes catégories et classes remonte à 1802 et 1837, époques de la réfection des registres fonciers — *dia bô*.

De hauts mandarins — *Kham mang* et *Kinh phai* — furent alors envoyés dans les provinces, en vue de faire le recensement de la propriété foncière. Leurs auxiliaires procédèrent sur place au mesurage et à la classification de chaque champ en présence des particuliers et autorités intéressés.

1. Ordonnance royale de la 1^{re} année de Gia Long (1802).
Ordonnances royales des 10^e, 15^e et 17^e années de Minh Mang (1829-1834-1836).
Ordonnances royales des 1^{re} et 34^e années de Tu Duc (1848-1884).
2. Code Philastre, art. 86.

Les communes furent invitées à dresser à leurs frais, de recueils où elles consignèrent le résultat des opérations et le nom des propriétaires et des terres ainsi délimitées. Ces cahiers signés par les notables, contresignés par les fonctionnaires qui ont pris part, d'une manière plus ou moins directe à leur confection, ont constitué les *dia bô*. Ils étaient rédigés, en triple exemplaire ; l'un d'eux était réservé à la commune ; le second, à l'autorité provinciale ; le troisième, envoyé à la capitale.

Les rôles d'impôt foncier *dien bô* furent établis à l'aide de ces documents. Ils n'en étaient, d'ailleurs, qu'une reproduction fidèle, complétée par l'indication du montant de l'impôt dû par chaque unité. Le *dien bô* indique la superficie entière et la redevance totale due par le village. Il énumère par catégories, et classes, les parcelles communales et particulières, avec leur contenance, le nom du propriétaire, le chiffre de la taxe à payer. Il comporte, enfin, une récapitulation générale de l'impôt en nature et en argent et se termine par une mention des terres non soumises à cette charge (1).

En vue de tenir ces divers registres au courant des modifications apportées à la propriété foncière, il était prévu des opérations de révision quinquennales — année *kén* — Elles avaient lieu dans les provinces en présence des intéressés et étaient dirigées par de hauts fonctionnaires, — envoyés royaux — *Kham Mang*, *Kham Saï* — L'on y examinait

1. *Thô mô*. Terrains de sépulture ; *hoang phé*, terres abandonnées ; *lam sat*, terres vierges.

les mutations opérées pendant les quatre années écoulées et portées aux rôles intermédiaires. On statuait sur les pétitions de l'année courante ; on rédigeait, enfin, un rôle de grande correction (*daï tu dien bô*) en prenant comme base le *dia bo* et les modifications consacrées dans les revisions antérieures.

Entre temps des pétitions, en double, signalaient aux mandarins provinciaux les changements survenus dans la répartition des terres. Des délégués de l'administration, *Phu Huyen*, etc., contrôlaient leur contenu. Reconnues exactes, elles étaient approuvées par le *Quam Bo*. L'un des exemplaires servait de titre au village. L'autre restait au *phong hô*. Les rôles annuels, dits de petite correction (*tiêu tu dien bô*) étaient établis par les autorités communales et provinciale, à l'aide de toutes les pièces officielles, *dia hô*, rôles divers, pétitions retenues.

Le soin de confectionner les rôles revenait en principe, aux villages. Au dixième mois, des *tho laï* (1) faisaient un projet ; le *xa truông* (2) et un ou deux notables le signaient ; le chef de canton en attestait l'exactitude. Ce projet transmis au chef-lieu était vérifié dans les bureaux du *Quan Bo*, et s'il était nécessaire, sur place, par des délégués de ce haut fonctionnaire. Après quoi, le *bo chanh* y opposait les caractères *chiêu* (Vu) et *giap* (réunir), et les communes en faisaient prendre copie (3). Cette expédition approuvée deve-

1. Ecrivains employés subalternes de l'administration provinciale.

2. Maire du village.

3. Ces documents étaient rédigés en triple exemplaire ; l'un d'eux

naît exécutoire et servait à la péréquation de l'impôt. Les Phu et Huyen établissaient alors des rôles généraux pour leur circonscriptions *huynh bi*.

L'impôt foncier était dû par annuités il avait pour base le *mâu* (1) de superficie ou carré de 150 *thuoc* (2) de côté (soit 49 a. 70 mq. 25 dmq.) Il n'était pas attaché à l'ensemble de la propriété ; mais divisible, spécial à chaque parcelle de terrain. La déchéance des droits du cultivateur ne s'appliquait qu'à la partie des champs pour laquelle il n'acquittait pas l'impôt.

La taxe des rizières comprenait deux parties : le *to tuc*, contribution proprement dite, payable en nature ; le *tháp vât*, perçu en argent, et représentant les pertes et déchets occasionnés par le transport au chef-lieu et la garde du produit de l'impôt dans les magasins de l'Etat.

Ses tarifs variaient suivant quatre zones, déterminées par des considérations politiques et des analogies de climat, de terrain, de productions (3).

destiné au Bohô ; le second au phong ho ; le troisième au phu, huyen ou village.

1. La valeur du *mâu* varie du nord au sud de l'Annam.

2. Mètre annamite fixe à 0 m. 40 par arrêté du 4 juin 1897.

3.

IMPÔT DES RIZIÈRES

I^{re} zone. — Province de Thua Thien.

Rizières publiques	1 ^{re} classe	28 thang par mau.
	2 ^e classe	21 —
	3 ^e classe	14 —

Tien tháp vât : 3 tien par mau.

L'impôt personnel ou capitation atteint en principe tous les sujets mâles âgés de dix-huit à soixante ans, quelle quesoit leur profession. « Toute personne soit mili-

Rizières particulières	1 ^{re} classe	40	thang par mau.
	2 ^e classe	30	—
	3 ^e classe	20	—

Le thang est une mesure de capacité égale à 2 litres 932. Ces impôts ont été diminués de 3/10 par ordonnance de la 4^e année de Tu Duc.

II^e zone. — Provinces comprises entre le Quang Binh et le Binh Thuan (y compris).

Rizières publiques et particulières	1 ^{re} classe	40	thang par mau.
	3 ^e classe	30	—
	4 ^e classe	20	—

Thien thap vat : 3 tien par mau.

III^e zone. — Backy (Tonkin).

Rizières publiques et particulières	1 ^{re} cl.	120	bat par mau ou	7	lig. 3 tien.
	2 ^e cl.	84	—	5	lig. 6 tien.
	3 ^e cl.	50	—	3	lig. 8 tien.

Le bat mesure de capacité égale à 2 litres 504.

IV^e zone. — Nam ky (Cochinchine).

Thao dien (rizières herbeuses ou de plaine) 26 thang par mau.

Son dien (rizières de montagne) 23 —

Tien thap vat : 3 tien par mau.

(Cochinchine). — IMPÔT DE TERRAINS DE CULTURES DIVERSES. — Le mau.

	Ligatures	Tien par mau
1 ^{re} catégorie. — Vien lang tho, jardins d'aréquiers, de cocotiers et d'autres arbres fruitiers en général.	1	4
2 ^e catégorie. — Tho trach, terrains d'habitation ou terrains secs cultivés en tabacs, coton, indigo.	0	8
3 ^e catégorie. — Vu dau tho, terrains et légumes.	0	2
4 ^e catégorie. — Dau cu tho, terrains d'habitation du peuple, des agglomérations.	0	8
5 ^e catégorie. — Cam gia tho, canne à sucre.	2	0
6 ^e catégorie. — Tang cang tho, terres à muriers.	2	0
7 ^e catégorie. — Da diep tho, terres à feuilles de palmiers d'eau.	0	4
8 ^e catégorie. — Vien tieu tho, terres à poiriers.	10	0
9 ^e catégorie. — Vien phu, jardins à betel.	14	0
Au Tonkin le nombre des catégories est de 12.		

taire, soit civile ayant profession de courrier, d'artisan, de médecin ou de musicien doit être portée sur les registres du peuple (1). »

Le législateur annamite s'est efforcé d'empêcher la fuite de la matière imposable, il a multiplié les mesures en vue d'assurer l'inscription de tous les contribuables. Toute fausse déclaration est punie, les notables fraudeurs et les complices encourent les rigueurs de la loi (2).

Mais toutes les précautions n'ont pas prévalu contre la coutume, et, en fait, on distingue deux catégories d'individus : les inscrits — *Dan bô* — et les non-inscrits — *Dan ngoài bô* —. Il faut chercher l'origine de cette classification dans la variété des éléments qui ont constitué la population communale.

Pendant les premières années d'existence du *làng* (3), celle-ci est composée uniquement par des propriétaires fonciers ; mais, bientôt, de nouvelles unités viennent se joindre à la collectivité naissante ; des condamnés en fuite, des vagabonds, lui demandent asile, lui apportent le secours

Une ligature comprend 10 tien de 60 sapèques. En moyenne 7 ligatures valent une piastre ou 2 fr. 50 (au taux moyen de ces dernières années).

Pour la valeur de la ligature et de ses subdivisions par rapport à la piastre et à la monnaie française. Voir « La monnaie, le crédit et le change », par A. Arnanne.

1. Aubaret, Livre V. *Lois fiscales*, section I.

2. La peine progresse avec le dommage causé au fisc ; elle peut aller jusqu'à l'exil (art. 74-80 Code Philastre), ordonnances royales 16^e année Gia Long, 1817, 8^e année Ming Mang, 1827, 5^e année Tu Duc, 1852.

3. Village.

de leurs bras pour la mise en valeur du sol. Peu chatouilleux sur leurs tenants et aboutissants, le village les autorise à résider sur son territoire. Il exige d'eux une foule de services, sans toutefois les admettre à la participation au culte et aux affaires municipales. Ils ne sont pas portés au rôle d'impôts, leur existence est soigneusement cachée à l'autorité supérieure. Le plus souvent, d'ailleurs, ils vivent du produit d'un travail servile et n'ont pas les ressources suffisantes pour pouvoir acquitter une taxe. Un séjour prolongé, l'accession à la propriété, ne leur constituent pas un titre à la qualité d'inscrit ; ils n'y sont admis que par la volonté des notables.

On peut considérer comme inscrit tout chef de famille, âgé de plus de dix-huit ans, reconnu tel par les notables ou ayant pour ancêtre l'un des fondateurs de la commune.

Tous les cinq ans (année *Kén*) il était procédé à un recensement de la *population inscrite*. Dès le quatrième mois les communes de concert avec des employés de l'administration provinciale dressaient, en triple exemplaire, un projet de recensement (*tuyèn bó*). Pour ce faire, elles prenaient comme base le (*dinh bó*) registre personnel précédent et mentionnaient les mutations survenues pendant les cinq années écoulées. Après signature par les rédacteurs, ces documents étaient transmis au chef-lieu. Au sixième mois, une commission de recensement, composée de trois membres (1), examinait en séance publique tous les *tuyèn bó* de

1. Khan Mang envoyé royal, Président.

King Phai envoyé du ministère de l'Intérieur et Quan Bo ou Quan An membres.

la province. Le Président consacrait ou modifiait les inscriptions proposées par les villages, et déterminait la classe à laquelle devait appartenir chaque individu porté dans l'un des projets. Les résultats de ces opérations étaient consignés au fur et à mesure pour chaque village dans un procès-verbal établi en triple, et signé par les membres de la commission. L'une des expéditions restait aux archives de la province, les deux autres étaient adressées à Hué (ministère des Finances, ministère de la Guerre).

Le *Quan Bo* en remettait copie à chaque village, celle-ci rédigée en forme de décret (*thi ha*) servait à l'établissement du rôle de grande correction — *đại tu dinh bo*. Ce rôle reproduisait tous les noms du *thi ha*, sauf quelques mutations survenues entre le sixième et le dixième mois pour causes naturelles. Il notait d'abord le nombre des inscrits, signalait l'existence de *Cong dien* (1) dans le village et énumérait nominativement et par catégorie les personnes intéressées et le tarif de l'impôt qui leur était applicable.

Entre deux recensements, il ne pouvait être apporté aucun changement dans les noms des individus payant l'impôt ; sauf toutefois, pour raisons majeures mort ou disparition. Ces modifications mentionnées dans les rôles annuels de petite correction (*tiểu tu dinh bo*) étaient provisoires ; elles ne devenaient définitives qu'aux années *ken*. Comme les rôles d'impôt foncier, les rôles d'impôt personnel étaient rédigés par les notables communaux contrôlés et approuvés par le *Quan Bo*.

1. Rizières communales.

La population inscrite dans le *Dinh bo*, était répartie en trois classes. (1) La première échappait à toutes les charges personnelles, la seconde était dispensée du service militaire et de la corvée, mais payait la moitié de la capitation la troisième (2) enfin supportait intégralement, impôt personnel, corvée service militaire. Des raisons d'équité et d'ordre politique avaient motivé ces atténuations et ces exemptions (3).

L'impôt personnel était payable en argent, Il comprenait deux parties : la capitation proprement dite ou argent du

I. La première classe comprenait :

1° Les Chuc sac — dignitaires munis d'un brevet royal ou diplômé aux examens triennaux ; les gens titrés (*dich tu, lquan vien tu, nhieu am.*)

2° Les mien sai — fils aînés des gens titrés et hauts dignitaires ; employés inférieurs du gouvernement (chefs de cantons, *doi, tho lai thong lai*, etc.) les courriers de la poste impériale, etc.

3° Les lao nhieu — vieillards de plus de soixante ans et personne assistant les vieillards de plus de soixante-dix ans (décret I du Code annamite).

4° Les nhieu tat — infirmes anciens incurables.

5° Les can an — les condamnés à des peines graves.

6° Lo dao hang — disparus depuis plus d'une année.

7° Les ta hang — morts dans l'année.

La deuxième classe :

1° Les Lao hang — personnes âgées de cinquante-cinq à soixante ans.

2° Les dan ding — jeunes gens de dix-huit à vingt ans.

3° Les tam tat — infirmes récents non reconnus curables.

4° Les mien dieu — satellites des mandarins, miliciens, gardes de prison, de tombeaux, de pagodes, — commis — fils de mandarins civils du 5^e degré et au-dessous, des mandarins militaires du 5^e degré et au-dessus (ordonnance royale 18^e année de Gia Long, 1819).

2. Les hommes robustes de vingt à cinquante-cinq ans constituaient la 3^e classe Trang Rang.

3. Ordonnance de la 18^e année de Gia Long, 1819.

corps, *than tien* ou *thue tien* et l'argent des biens *man tien*. Le *man tien* était destiné à compenser les pertes probables au Trésor, résultant du bris de sapèques et de la rupture des liens des ligatures (1).

Les tarifs variaient par zone comme pour l'impôt foncier. Ils différaient de plus si les villages ne possédaient pas de *Cong Dien* (rizières communales). (2)

Dès approbation par le Quan Bo, les rôles devenaient exécutoires. La perception des impôts foncier et personnel incombait à la commune. Elle était responsable pécuniairement et pénalement de la collection des sommes portées au *Dinh Bo* et *Dien Bo*, et de leurs versements à l'Etat, aux époques fixées par la loi. Elle en était la seule débitrice au-

1. Voir *supra*, note page 17.

2. IMPÔT PERSONNEL

Villages ayant Cong Dien		Villages sans Cong Dien		
	Than tien	Man tien	Than tien	Man tien
Thuathien	7 tien	30 sapèques	6 tien	30 sapèques
Provinces comprises entre le Quang Binh et le Binh Thuan	1 lig. 4 tien	1 tien	1 lig. 2 tien	1 tien
Avec ou sans Cong Dien				
Hatinh Ninh Binh	{ 1 lig. 1 tien + 2 bols riz	1 tien		
Tonkin	1 lig. 1 tien	1 tien plus 6 tien impôt de famille Dien et 2 bols de riz.		
Cochinchine	1 lig. 4 tien	1 tien	1 lig. 2	1 tien

près du Trésor. Sur ordre du *Bo chanh* (1) les *Ly Truong* de la Province, aidés de deux notables communaux (*huong than* et *Huong hao*) réclamaient à chaque contribuable le montant de ses cotes, et lui remettaient un reçu. Cette pièce permettait à l'autorité administrative de statuer, le cas échéant, sur les réclamations auxquelles pouvait donner lieu la perception des taxes. Entre le deuxième et quatrième mois en Cochinchine, les cinquième et septième mois dans le reste de l'Empire, la totalité de l'impôt devait être livrée aux frais de la commune, dans les magasins et caisses de la Province (2). Il n'était accordé aucun délai de grâce ; tout retard entraînant une pénalité (3).

La recette de l'impôt a été pour le législateur une cause de préoccupation constante. Il a soigneusement prévu et fixé les conditions dans lesquelles elle devait être effectuée ; il a multiplié les prescriptions en vue de garantir le Trésor contre des pertes possibles. Il s'est efforcé de soustraire les particuliers aux abus des fonctionnaires chargés de cette opération.

Les magasiniers ne devaient recevoir que des ligatures attachées en forme de parallépipède ; que des riz et paddys de bonne qualité (4). Le chef des argentiers, *tho bac*, essayait le titre des monnaies d'argent ou d'or (5). Les

1. Ordonnance de la troisième année de Tu Due, 1850.

2. Art. 85, Code Philastre.

3. Art. 110, Code Philastre.

4. Les paddys devaient avoir 5 thuoc de surnage par thang. Le riz décortiqué ne devait pas donner plus de 5 o/o de brisure au crible.

5. Art. 126 du Code Philastre.

contribuables emplissaient eux-mêmes les mesure légales ; les surveillants se bornaient à noter le nombre de boc versés au grenier (1).

Fonctionnaires, notables et intéressés, exerçaient les uns sur les autres un contrôle de tous les instants. Ils répondaient pécuniairement et pénalement des fraudes et des erreurs commises par tous ; ils étaient frappés avec sévérité dès que la machine financière subissait un arrêt.

L'impôt était dû en totalité et en une seule fois (2).

Toutefois il semblait admis que tout ou partie de l'impôt foncier était perdu pour l'Etat, dès qu'une calamité venait détruire ou diminuer la récolte. Le dégrèvement était alors un droit et non une faveur (3).

Mais ici reparaissent les multiples précautions prises par le législateur contre tout acte pouvant léser les droits du Trésor. L'administration était tenue constamment au courant de l'état des productions. Au douzième mois les *Phu* ou *Huyen* adressaient aux mandarins provinciaux un rapport sur la situation agricole de leur arrondissement. Dès qu'une

1. Art. 111.

2. Dans toutes les provinces le riz paddy et les ligatures de l'impôt étaient déposés et conservés dans des greniers provinciaux ; ces magasins placés sous la haute direction du Quan Bo avaient une comptabilité distincte et un personnel administratif responsable nombreux. Leur stock pouvait être vérifié inopinément par le Tong Doc et tous les cinq ans par une inspection envoyée de la capitale. Une réglementation minutieuse suivait les entrées et sorties des matières, veillait à la sécurité des biens de l'Etat (article 123, 124, 125. CP) ; le produit de l'impôt en nature était destiné en principe à la nourriture des soldats et à des avances aux villages en cas de disette.

3. D'après Philastre le dégrèvement n'était de droit que pour la partie de l'impôt portant sur les rizières.

sécheresse avait lieu, l'autorité supérieure en était avisée, par rapport détaillé émanant des agents subalternes. Des fonctionnaires délégués contrôlaient sur place (1) les faits signalés par les petitions des propriétaires et des villages ; les chefs de canton les *Phu* et *Huyen* étaient appelés à donner leur avis. Après quoi, le *Quan Bo*, jugeait du bien-fondé de la demande en dégrèvement. La loi intervenait encore pour punir les fausses déclarations ; pour châtier le moindre écart des mandarins ; chargés d'informer ; pour fixer le dommage et la réduction s'opérer (2).

L'erreur sur la superficie cultivée constituait une seconde cause d'exonération. La pétition était alors suivie d'un rapport du *Phu* ou *Huyen* local et s'il était nécessaire d'une vérification sur les lieux. Le *Quan Bo* décidait ; si les motifs étaient suffisants l'empereur approuvait. Ces cas limitativement prévus, mis à part, la faveur royale seule pouvait dispenser une commune du paiement de la totalité ou d'une partie de l'impôt.

Le produit des impôts foncier et personnel 3) était absorbé en grande partie par le service des soldes et la distribution de rations aux corvéables et aux soldats. Il ne pouvait suffire aux besoins de l'Etat, et les gouvernants

1. Art. 85 du Code Philastre.

2. Art. 414-549 du Code Philastre, 2^e partie, section II, Code Aubaret.

3. Indépendamment de ces impôts perçus au nom de l'empire, le contribuable annamite acquittait encore des taxes au profit de la commune. Ainsi le conseil des notables décidait parfois de prélever sur chaque habitant une certaine somme fixée d'avance, il augmentait souvent les impôts personnel et foncier de cents additionnels.

annamites assuraient l'exécution des travaux d'utilité publique, la sûreté et la défense du territoire en imposant à la population de nouvelles charges personnelles, la **corvée et le service militaire**.

La **corvée** reposait sur la classe des inscrits *Trang hang* (1). Elle variait suivant les nécessités, aucune règle n'en précisait la durée ; la loi n'intervenait que pour défendre aux mandarins de requérir sans utilité la main-d'œuvre corvéable ou de l'employer à leur service personnel (2).

Dès qu'un travail public était autorisé par l'autorité supérieure, les mandarins provinciaux répartissaient l'ouvrage entre les villages intéressés. Ils fixaient proportionnellement au chiffre des inscrits, le nombre de journées à fournir, ou la tâche à accomplir par chaque commune. Ils déterminaient pour chacun d'eux le lieu et la date d'exécution des corvées. Toutefois celles-ci ne pouvaient être exigées aux époques où l'agriculture avait besoin de tous les bras (3).

Les villages étaient responsables du recrutement des travailleurs et de leur présence sur le chantier. Les corvéables ou leurs représentants répondaient à l'appel des notables ; ceux-ci surveillaient eux-mêmes et sur place l'équipe communale. Cette main-d'œuvre était nourrie au moyen de prélèvements faits sur les magasins provinciaux, elle recevait

1. Les candidats reçus et classés aux examens semestriels des provinces étaient exempts du service militaire et de la corvée pendant un an ou six mois. Voir *supra*, p. 24, note 1.

2. Art. 81 du Code de Philastre.

3. Art. Code Philastre.

même un salaire quand le travail était entrepris pour le compte de l'Etat (1). Des fonctionnaires locaux dirigeaient les travaux et s'assuraient de l'observation des ordres donnés.

L'obligation militaire (2) pesait également sur les inscrits *Trang hang*. Le recrutement de l'armée appartenait aux communes. L'Etat leur réclamait un nombre de soldats proportionnel à celui des *trang hang* (3). Chaque village y pourvoyait comme il l'entendait, il n'y avait d'autres règles légales que le paiement d'une solde au *linh* (4) et la concession temporaire d'usufruit de biens communaux à sa famille.

Mais les collectivités municipales rencontraient parfois de grandes difficultés dans cette opération, et leurs charges pécuniaires s'en accroissaient d'autant ; c'est ainsi que certaines communes de Cochinchine durent assurer à chacune de leurs recrues des rentes annuelles de 100 à 120 ligatures.

En principe tous les sujets de l'Empire étaient soumis aux mêmes règles fiscales ; mais de bonne heure, des considérations politiques ou le désir de favoriser une industrie naissante et d'assurer le recrutement des ouvriers, amenèrent les souverains annamites à faire un traitement particulier à certains de leurs rignicoles.

1. Décret Minh-Mang. Salaire 1 ligature et 1 vuong de riz.

2. Nous ne nous occupons pas des charges militaires des villages depuis l'intervention française. — Elles sont l'objet d'une organisation spéciale dont l'examen nous entraînerait un peu en dehors de notre sujet.

3. 1 *linh* pour 8 inscrits sous Gia-Long.

1 *linh* pour 5 inscrits sous Minh-Mang.

1 *linh* pour 7 inscrits sous Tieu-Tri.

4. Soldat indigène.

Tout artisan (1) pouvait solliciter de l'autorité supérieure une autorisation de fonder **une corporation (cuoc)**. Il lui suffisait de recueillir l'adhésion de 10 compagnons de même métier.

L'autorisation accordée par le *Bo chanh*, le nouveau groupe procédait à l'élection d'un chef *cuoc truong*. Celui ci était l'intermédiaire forcé et responsable entre le *cuôc* et l'administration. Chaque année, il inscrivait sur un registre spécial les noms, âges, lieux de naissance des membres de la corporation ; il complétait ces renseignements en indiquant le taux et le montant total de la capitation. Ce recueil servait de rôle ; il était soumis au *Quan Bo* et devenait exécutoire après approbation. Le *cuoc truong* assurait et répondait de la perception de l'impôt et du son versement dans les caisses de l'Etat.

Les membres du *cuoc* étaient dispensés de service militaire et de la corvée ; ils devaient payer une taxe personnelle plus élevée que la capitation ordinaire (6 ligatures en moyenne, par tête et par an). Ils étaient de plus soumis à certaines servitudes à l'égard de l'Etat ; ils pouvaient être réquisitionnés pour les commandes royales, et devaient les exécuter moyennant un salaire fixé d'avance à un tien et une ration de riz par jour.

Le tarif de l'impôt variait suivant l'importance et la richesse du métier exercé. Une réglementation spéciale à chaque groupement fixait la nature, la forme et la valeur de la re-

1. D'après Philastre les non inscrits seuls pouvaient faire partie d'une corporation.

devance à payer. Les uns l'acquittaient en argent ; les autres étaient tenus de fournir une certaine quantité du produit de leur industrie.

Ces corporations englobaient les occupations les plus diverses ; fabricants de saumure, chercheurs de nids d'hirondelles, tisseurs de soie, de coton, charbonniers, tuiliers, orfèvres, argentiers, sculpteurs incrusteurs, éventaillistes, musiciens, acteurs, chanteuses (1). Elles disparurent sous Minh mang.

De nombreux Chinois résidaient sur le sol d'Annam. Ils s'étaient rapidement créés une situation prépondérante dans commerce de ce pays. Les ressources importantes dont ils disposaient en faisaient l'un des éléments les plus riches et les plus influents de la population de l'Empire.

Cette situation n'échappa pas au gouvernement indigène. Il prit des mesures pour faciliter la police de ces étrangers et les obligea à constituer entre eux des **congrégations bang** dont tous les membres étaient garants solidaires des infractions commises par l'un d'entre eux. Ces congrégations étaient placées sous la surveillance immédiate du *Quan Bo* ; chacune avait pour représentant obligé et responsable auprès de l'administration un chef élu, — *Bang Truong*. — Celui-ci assurait l'exécution des ordres du *Bo chanh* à l'intérieur de son groupe, veillait à la police

1. Le nom du métier des adhérents servait à distinguer ces corporations entre elles, ces appellations ont subsisté. (Village du papier près d'Hanoi, rue de la Soie, etc., à Hanoi.

de ses affiliés et répondait de leurs fautes. Il tenait l'autorité provinciale au courant de toutes les mutations survenues parmi ses congénères.

La population chinoise n'était pas soumise aux recensements périodiques. Elle était trop irrégulière, trop flottante pour n'être constatée que tous les cinq ans. Chaque année, au dixième mois, le *bang truong* dressait pour sa congrégation un projet de rôle d'impôt personnel — *bon thao* — énumérant par classes les noms, âges, domiciles des individus devant payer la capitation. Ce document était vérifié par le *Phong hó* et servait à l'établissement du rôle proprement dit — *bón tinh* — ; celui-ci devenait exécutoire après approbation par le *Quan Bo*.

Au point de vue de l'impôt personnel, les Chinois étaient répartis en deux classes. La première — *hu'u vát luc* — comprenait tous les individus âgés de moins de soixante ans, ayant un métier pouvant le nourrir. Ils étaient taxés à 2 taels d'argent par tête et par an. La seconde — *vó vát luc* — payant une once d'argent par tête et par an, était constituée par ceux qui n'avaient pas de situation indépendante : portefaix, coolies, employés de bureau, etc. Ceux-ci ne pouvaient d'ailleurs bénéficier de ce demi-tarif pendant plus de trois ans. Passé ce délai, ils étaient expulsés du territoire impérial ou portés d'office à la première catégorie. Les vieillards de plus de soixante ans étaient exempts.

Cette capitation était la seule charge personnelle suppor-

tée par les Chinois ; ils n'étaient pas soumis à la corvée et au service militaire.

Les minh huong métis de Chinois et d'Annamites, bénéficiaient de leur double origine. Ils étaient dispensés de corvée et de service militaire ; ils jouissaient de tous les droits civils et politiques des indigènes ; ils pouvaient prendre part aux concours littéraires, aspirer à toutes les charges publiques. Tous les *minh huong* d'une même province constituaient un seul village dirigé par un conseil des notables et un *ly truong*. Cette collectivité municipale avait une organisation analogue à celle des communes annamites. La confection des rôles s'opérait dans les mêmes conditions ; les habitants étaient répartis en classes — *chuc sac*, *mien sai*, etc., — et soumis aux recensements quinquennaux. Le tarif de la taxe personnelle différait ; les inscrits *tràng hang* payaient un tael d'argent par tête et par an. Les exemptions dont jouissaient les minh huong disparaissaient d'ailleurs rapidement ; car, dès la deuxième génération, les descendants étaient absorbés dans la population annamite.

Les sauniers, les pêcheurs, les marins étaient soumis à une réglementation fiscale différente.

Les souverains indigènes créèrent pour eux des taxes diverses.

La production et le commerce **du sel** étaient libres (1).

1. Les *Annales* signalent un essai de monopole de sel en 1416 par le gouverneur chinois Tian phuoc.

Seule une taxe annuelle frappait les terrains salifères — *ruong muoi*. — Elle était proportionnelle à la superficie et payable en nature ou en argent, sept *vuong* (1) de sel ou 3 ligatures et demie par mau. Les salines soumises à l'impôt faisaient l'objet d'un rôle spécial analogue au *dien bô*. La perception des taxes s'effectuait dans les mêmes conditions que celle de l'impôt foncier.

Le sel était frappé de plus d'un droit de douane, fixé par édit de Gia Long en 1816, maintenu par édit de Minh Mang en 1836, et s'élevant soit à 1/10, soit à 1/40 des quantités exportées, suivant le lieu de destination. Ce droit était payé au plus prochain bureau de douane annamite, en nature ou en argent (2).

Le gouvernement annamite affermais pour une durée plus ou moins longue (un an en moyenne) le **droit de pêcher** dans les cours d'eau d'Indochine. Suivant les coutumes régionales, les contractants étaient les villages riverains ou les particuliers les plus offrants.

La partie supérieure des fleuves, les *rach*, les ruisseaux et rivières non navigables pouvaient être barrés. Dans les cours

En 1880 la Cour de Hué tenta également de créer un monopole de l'exploitation du sel en Annam et en donna la ferme à un négociant chinois. Les exactions de ce dernier entraînèrent bientôt la mise en régie par le gouvernement annamite. Mais une organisation défectueuse fit échouer l'essai et l'on revint à l'impôt foncier.

1. Le *vuong* ou *phuong* était égal à 1/2 hoc ou 76 lit. 226, soit 38 lit. 113.

2. Hoi Dien. *Recueil des statuts, lois et règlements de l'empire d'Annam* (1802-1861).

d'eau plus importants, la navigation devait rester libre. Ils étaient divisés en zones, et chacune d'elle était concédée séparément. Le fermier sous-louait son droit ou accordait aux riverains l'autorisation de prendre du poisson dans sa réserve, moyennant une redevance variable.

Quant aux étangs, mares, viviers naturels et artificiels, ils étaient assimilés aux rizières et figuraient au *dien bo* des communes intéressées sous le qualificatif de *dia ca*. On en distingue trois catégories suivant l'importance, payant respectivement 3, 2, 1 par mau et par an (1).

Les pêcheurs supportaient de plus une charge fiscale assise sur les engins dont ils se servaient ; chevalets de pieux, filets, etc... Cette taxe **ngu nghe thue tien**, était fixe et comprenait deux parties : le *thue tien* (3 tien par pêcheurie) revenant à l'Etat, le *ngu loc* (3 tien 18 sapegues), était abandonné au collecteur. L'administration en confiait la perception à des particuliers ou le plus souvent à certains villages avoisinants.

Les pêcheurs étaient groupés en *van*. Chaque *van* avait un représentant *van truong*, nommé par l'autorité provinciale, sur la présentation des notables communaux. Un rôle dressé par le *van truong* mentionnait la situation des pêcheries ou exerçait les membres de la corporation ; énumérait pour chacun d'eux le nom et la somme à payer ; faisait

1. D'après Luro l'inscription des *Dia ca* au *dien bo* serait tombé en désuétude de bonne heure et il serait difficile d'en trouver trace dans les registres communaux.

ressortir enfin, le montant de la taxe. Il était rédigé annuellement à l'époque et dans les conditions connues ; la population pêcheuse était recensée aux années *Kén*.

Ce régime était la règle générale. Toutefois, certaines régions du Tonkin où l'industrie de la pêche était moins développée, bénéficiaient d'une réglementation plus bienveillante. Les pêcheurs étaient dispensés d'impôt personnel et ne payaient qu'une taxe unique d'une ligature par an.

Les propriétaires des jonques, sampons devaient acquitter un **droit de navigation** assis sur la circulation et non la possession des barques. Il ne les atteignait pas au stationnement, mais était proportionnel à la durée des voyages.

La taxe sur la batellerie des rivières était mensuelle. Son tarif différait avec la largeur des sampons.

1 ligature 1/2. pour 4 à 5 thuoc de large

3 — 5 à 6 —

5 — 6 et au-dessus

La perception en était assurée par des postes de peége, *pham thu*, établis sur les cours d'eau aux points de passage. Des *tho lai*, agents provinciaux, délivraient un reçu dont la présentation était obligation à chaque poste rencontré en cours de route.

En Basse-Cochinchine, on procédait de plus à l'immatriculation des banques au *phu* ou *huyen*. Chacune d'elles devait avoir à l'avant un signe distinctif (2).

1. Voir *supra*, page 15, note n° 5.

2. Il faut voir là des mesures de police destinées à faciliter la chasse à la piraterie.

La navigation maritime était soumise à un droit annuel calculé sur la largeur, la longueur et la profondeur des barques. Celles de haute mer — *dai dich* — payaient 30, 36 et 40 ligatures ; les barques de cabotage, *thuong ban*, de 5 à 20 ligatures. Des agents locaux dans les ports veillaient à l'exécution des règlements et percevaient ces taxes.

Les revenus de l'empire comprenaient encore quelques menues taxes, des *thuc san*, des droits de douane, des réserves et fermes royales, enfin des impôts et tributs des peuplades *Moï*, *Muong*, *Tho*, etc.

Des menues taxes étaient assises sur des objets très divers et de production purement locale : plumes d'oiseaux de Rach Gia, miel des forêts de Hatien, etc. Elles étaient payables en nature ou en argent. Une réglementation spéciale déterminait pour chacune d'elles le mode et les moyens de perception.

La fabrication de **l'alcool de riz** était soumise à de légers droits portant sur la possession des alambics (1). Les autorités locales délivraient moyennant paiement d'une somme minime, des **permis de circulation** dont le port était obligatoire en voyage (2). L'administration enfin concédait le plus souvent aux communes **l'affermage des bacs** reconnus nécessaires sur leurs territoires. Celles-ci sous-trai-

1. Les fabricants d'alcool payaient 40 ligatures par an pour chacun de leurs alambics de grande dimension et 30 ligatures pour les autres. Le recouvrement de ces taxes était assuré par les communes.

2. La détention des permis de circulation était sanctionnée par la loi et vérifiée par des postes de surveillance.

taient généralement avec des particuliers qui assuraient le service des passages sur les cours d'eau pour quelques sapèques ou un bol de riz par personne (1).

Les **thuc san** étaient des redevances particulières à des villages (2) déterminés par la coutume. Ils étaient dus en nature et consistaient dans l'envoi à l'empereur, à époques fixes, de certains produits ou choses rares.

Les **droits de douané** comprenaient surtout des taxes d'importation, différant suivant les ports, les dimensions des navires, leur provenance, la valeur et la nature de la cargaison. Tout bateau de commerce de haute mer à son arrivée dans un port du royaume, devait stationner au mouillage ordinaire. Dans le plus bref délai, son capitaine était tenu d'adresser au mandarin du lieu une déclaration de tonnage et la liste détaillée et complète de ses marchandises. Il était procédé aussitôt à l'inspection du navire et à la vérification du chargement; toute fausse déclaration était immédiatement punie. Le mandarin accordait ensuite l'autorisation de commercer après avoir fixé les droits à acquitter.

Les tarifs étaient progressifs. En Cochinchine les jonques chinoises et siamoises payaient 20, 50, 100 ligatures, par *thuoc* (3), suivant qu'elles avaient plus de 9 ou 12 *thuoc* de

1. On peut citer encore l'impôt sur les maisons communes en Cochinchine et l'assiette offrait cette particularité d'être établie par province.

2. Les villages Lap Ho fournissaient une certaine quantité de cire d'abeilles. Les Dan lau — villages forestiers de la région Moï et les Doug Chau, villages de région Nha trang — envoyaient à la Cour des produits forestiers et du riz.

3. Voir *supra*, page 33.

largeur. En Annam et au Tonkin ces droits étaient de beaucoup moins élevés ; ils variaient entre 12 et 120 ligatures pour le tonnage complet.

Le débarquement des marchandises avant l'accomplissement de ces formalités pouvait entraîner une peine corporelle pour le capitaine responsable et la confiscation de tout ou partie de la cargaison (1).

Pendant toute la durée du séjour du bateau dans le port, l'autorité indigène exerçait une surveillance de tous les instants sur ses opérations. Ils ne pouvaient embarquer les marchandises dont l'exportation était défendue, riz, paddys ; certaines matières (ambre, corail rouge, or), réservées au Roi, ne pouvaient être vendues par les indigènes. Des peines sévères sanctionnaient ces prohibitions.

A l'égard des navires venant d'Occident, l'interdiction de commercer était la règle. Ils étaient cependant admis sur certains points de la côte limitativement désignés, et parfois l'autorisation de trafiquer pouvait leur être accordée par l'empereur lui-même. Les droits à payer étaient alors essentiellement variables, ils n'avaient d'autres limites que la satisfaction d'exigences sans cesse manifestées (2).

La Cour de Hué s'était réservée la possession ou l'exportation de certains produits, en général, de grande valeur. Ces monopoles englobaient les choses les plus diverses. cannelle, bois de cire, opium, ivoire, jeunes pousses gommeuses du

1. Code Aubaret, 5^e partie, sections I et II.

2. Voyage du brick hollandais Gross du Japon au Tonkin, 31 janv. - 8 août 1637,

cerf (*loc nhung*), éléphant argus, nids d'hirondelle, pierres précieuses, mines, etc. Les gouvernants annamites assuraient l'usage de ces droits par des procès divers.

Après un semblant d'appel d'offres, ils concédaient de gré à gré à des Chinois (1) le commerce de l'opium, l'achat aux montagnards et la vente de la cannelle, la cueillette des nids d'hirondelle.

Ils affermaient à des Annamites la perception de taxes sur le miel, la cire, le benjoin, le cardamome, la résine, etc., au moment de leur passage sur les routes venant de la région haute. Ces droits payés partie en nature, partie en numéraire, constituaient ce qu'on appelait improprement la *ferme des Moï* (2).

Enfin l'autorisation d'exploiter les mines était accordée à des sociétés chinoises moyennant paiement d'une redevance fixée par l'acte de concession (3).

La plupart des peuplades autochtones ou d'origine malaise ou hindoue refoulées vers la montagne par l'expansion annamite en Indochine avaient conservé leur indépendance politique. Elles reconnaissaient cependant la suzeraineté nominale de l'empire et lui payaient un tribut annuel en nature ou en argent déterminé par la coutume (4).

1. D'après M. Sylvestre certains fermiers auraient achetés de 50 à 100.000 francs le droit de percevoir ces taxes. Ils payaient en outre une redevance variable.

2. Supprimée en 1898 par ordonnance royale du 20 octobre.

3. Voir les règles d'exploitation des mines exposées dans le *Traité détaillé des minerais et mines du royaume de Tien* (Yunnan) traduit par Thomas Ko et annoté par Francis Garnier. — Voir aussi les *Mines de l'Annam, Avenir du Tonkin*, février 1885 et suiv.

4. Certaines peuplades de l'Annam central, région du Se Bang hien,

Quelques-unes, en contact plus direct avec les conquérants avaient été soumises et organisées. Elles étaient astreintes au paiement d'un impôt, dont l'assiette et le montant irrégulier, n'avaient d'autres règles que le bon plaisir des fonctionnaires annamites. Ils étaient payables en nature ou en argent, perçus par des chefs indigènes ou des trafiquants annamites, *thuoc lai* ou *cac lai*, munis d'une commission spéciale (1).

Il est difficile de connaître le produit exact de ces divers revenus de l'empire d'Annam. Aucun document analogue à nos budgets actuels ne faisant ressortir de montant total des recettes et des dépenses royales. Les pièces officielles constatant les entrées et sorties des caisses et magasins du Trésor sont incomplètes et le plus souvent introuvables. Interrogés, les mandarins fournissent dès à peu près ; un mutisme déférent répond à des sollicitations plus pressantes.

Des auteurs se sont toutefois efforcés de rétablir ce que pouvait être un budget de recettes annamite ; mais ils sont restés dans le domaine des approximations et n'ont pu s'entendre sur les résultats de leurs calculs. M. de Champeaux,

rapportaient chaque année à Phin de la cire, des défenses d'éléphants, de l'argent qu'elles remettaient à un fonctionnaire annamite pour la Cour de Hué (Harmand, *Le Laos et les populations sauvages de l'Indochine — Tour du monde*, 1880).

1. Dès 1802 les Mōi du bas Quang ngai étaient répartis en quatre circonscriptions administratives dirigées par deux fonctionnaires annamites. Ceux-ci étaient chargés de faire rentrer l'impôt que ramassaient des Thuoc lai (Maitre. — Les régions moi du sud Indochinois) — Minh mang avait divisé les Phou Thây du Thanh Hoa en ghiaous, en cantons et communes. Ils payaient un impôt annuel à des agents annamites. (Pinabel, *Notes sur quelques sauvages dépendant du Tongking*.)

consul à Hué en 1878, évalue les ressources impériales à 20.885. 630 lig. 02, soit au taux du 24 décembre 1884, 12 677.577 fr. 42 (1). M. Sylvestre propose le chiffre de 27.786.183 francs (2).

M. Louvet établit ainsi un budget royal (2) :

Contributions directes		Indirectes	
Impôt foncier	12.000.000 francs (3)	Douanes	3.000.000 francs
Taxe personnelle	1.000.000 francs	Ferme opime	8.000.000 francs
Taxe des Chinois	1.000.000 francs	Réserves royales	10.000.000 francs
Taxe des Métis	1.200.000 francs	Monopoles	
Total	15.000.000 francs	Total	21.000.000 francs
		Total général	36.200.000 francs

Luro (4) enfin, prenant comme base le produit des contributions directes dans les six provinces de Cochinchine estime à 40.000.000 de francs le produits total des impôts.

1. Bouinai et Paulus. *Le Royaume d'Annam*.

2. Sylvestre. *L'Empire d'Annam et le peuple annamite*.

3. M. Auvergne dans un rapport de 1897 évaluée à 656. 300 piastres, le produit des impôts personnels et fonciers.

4. Luro. *Le pays d'Annam*.

CHAPITRE III

Etude critique

Fondement de l'impôt annamite. — Impôts personnel et foncier (nature, formes, vices, caractères). — Impôts divers. — Conclusion.

L'impôt annamite (1) a pour fondement une concession de l'Etat, il représente une redevance payée au souverain en échange de droits de propriété ou d'usage accordés sur son domaine à des particuliers ou des collectivités.

L'empereur est, en effet, l'unique propriétaire de tout le pays d'Annam (2) La coutume et la loi en lui reconnaissant ce droit lui font un devoir d'en permettre la jouissance à tous ses sujets, de remettre à chacun d'eux la quantité de terre qu'il peut faire fructifier. Aussi fut-il, de tout temps,

1. Ce système fiscal était bien adapté à la constitution économique du « monde annamite ». En frappant la terre, ses produits naturels et l'individu, les empereurs de Hué avaient en effet atteint les seules formes tangibles de la richesse publique et privée. Chez ce peuple essentiellement agricole et marin, le commerce et l'industrie restaient à l'état embryonnaire et ne pouvaient servir de base à une taxation sérieuse.

2. Suivant la coutume le chef de famille seul jouit du droit de propriété sa vie durant. Les descendants ne peuvent avoir que la jouissance et la possession des biens. L'empereur est père et mère de son peuple et à ce titre propriétaire de tout l'empire.

procédé à des lotissements du sol et à la distribution de parcelles à des particuliers ou des communes. Si quelques occupants s'appropriaient des terres en dehors de toute intervention impériale, celle-ci s'empressait d'affirmer ses droits, dès qu'il lui était possible, en faisant procéder à la délimitation des nouvelles propriétés.

Ces attributions de terrains avaient lieu dans des conditions analogues à celles de l'accensement de notre droit coutumier. L'empereur aliénait le domaine utile, moyennant une redevance annuelle et se réservait le domaine éminent. A l'origine cette cession comprenait seulement la jouissance du sol et la transmission aux héritiers. Vers 250 avant Jésus-Christ (dynastie du Tran) il s'étendit à la disposition de la chose concédée. Plus tard il fut admis que le souverain ne pourrait déposséder le concessionnaire de sa tenure pour une raison autre que le refus de l'impôt et l'intérêt général. Ming Mang enfin établit le principe d'une juste et préalable indemnité en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique (1).

Le droit de tenancier annamite sur sa terre avait donc tous les caractères de la propriété. Toutefois il restait conditionnel ; la jouissance et la disposition des biens dépendaient essentiellement du paiement d'une redevance annuelle à l'empereur propriétaire éminent. La loi sanctionnait ce rapport de subordination par le retour au domaine de l'Etat des terres abandonnées et pour lesquelles il n'était payé aucun impôt (2).

1. Ordonnance 8^e année Minh-Mang, 1827.

2. Voir note sur Code chinois p. 364. Philastre. *Code Annamite*.

Les capitations diverses, les taxes de navigation et de pêche, les fermes, etc., n'étaient-elles mêmes que des manifestations de l'exercice de droit de propriété de l'Empereur. Le souverain était un grand propriétaire terrien dont le domaine englobait tout le territoire et ses ressources naturelles. Contraint par la nécessité et la coutume il en confiait la mise en valeur à des fermiers, en laissait la jouissance à tous ses sujets. Mais ces concessions, ces libertés étaient consenties à titre onéreux ; l'Annamite, le Chinois payaient pour vivre sur la terre de l'empereur, disposer, travailler et trafiquer avec les produits du sol et du sous sol. Les pêcheurs achetaient l'autorisation de prendre le poisson du monarque : les marins, la possibilité de naviguer sur ses cours d'eau. Le roi affirmait le droit de s'approprier les produits forestiers, d'en céder l'exploitation à des indigènes, moyennant l'acquit de taxes, au moment de leur passage sur les routes venant de la montagne.

L'impôt annamite sous toutes ses formes ne doit donc pas être considéré comme la contribution des citoyens aux frais généraux d'une société, mais comme une rente foncière, un revenu personnel de l'Empereur.

Ce principe a inspiré toute l'organisation fiscale du pays d'Annam. Le souverain en a confié la gestion et l'administration financière à ses agents, les mandarins. Ceux-ci étaient ses mandataires responsables et rétribués par lui ; ils représentaient le pouvoir central et non les contribuables. La perception et le paiement des taxes étaient effectués par

des collectivités ou des individus, seuls débiteurs auprès du Trésor des sommes dues par la matière imposable. L'impôt foncier n'était pas exigible quand les récoltes étaient détruites. Le retrait des droits consentis était la conséquence immédiate du refus de l'acquit des taxes ; l'étranger était expulsé ; l'indigène emprisonné ; le propriétaire exproprié, les choses confisquées. L'Empire ressemblait à un vaste domaine exploité par son propriétaire, aidé de gérants, de fermiers et de financiers.

La presque totalité des impôts avait la forme directe. L'impôt foncier, la capitation, les droits de pêche, la ferme des Moï, etc., étaient établis sur la production des richesses. Ils avaient une incidence directe ; quelques-uns étaient perçus sur rôles. La taxe de navigation, la ferme de l'opium, les droits de douane seuls étaient indirects. Ils atteignaient la circulation et la consommation, étaient réclamés à l'occasion d'un fait.

Les gouvernants indigènes s'efforcèrent d'apporter un peu de justice dans la répartition des charges réelles et personnelles. Ils firent procéder au cadastre des terres, au recensement de la population, à des revisions périodiques de ces opérations. Ils cherchèrent à établir un rapport entre les sacrifices exigés et les forces des contribuables. Le taux de la capitation variait suivant la vigueur des intéressés : les femmes, les vieillards, les enfants, les infirmes en étaient exempts. L'impôt foncier était proportionnel à la superficie

défrichée ; ses tarifs suivaient la diversité des produits agricoles. Le législateur enfin exprimait et sanctionnait cet esprit d'équité dans des textes légaux (1). Mais toutes les institutions fiscales créées par le souverain étaient déformées dans la pratique ; le cadastre était inexact, les recensements incomplets. L'impuissance de l'autorité supérieure à assurer l'exécution de ses prescriptions se manifestait dans un grand nombre de règles pénales.

Il faut chercher la cause de cet état de choses dans la constitution politique même de la société annamite. Quelques personnes morales en absorbaient tous les éléments ; les communes, les congrégations, les corporations, se dressaient seules en face du pouvoir central. L'empire était un gouvernement de collectivités et non d'individus.

Ces groupes intervenaient sans cesse en matière d'impôts. Le cadastre, les recensements, les revisions étaient faits en présence et avec le concours des notables des villages. Ceux-ci s'employaient à soustraire le plus de terres et d'habitants possibles aux investigations des fonctionnaires enquêteurs. Ils multipliaient les fausses déclarations ; les appuyaient de fréquents appels à leurs bourses. La tâche des agents cadastraux était d'ailleurs rendue très difficile par leur ignorance de la géométrie, le morcellement des terres ; et l'absence de plans.

Ces erreurs initiales étaient confirmées et aggravées au

1. Art. 74, 78, 79. Code Philastre.

moment de la confection des rôles. La corruption des fonctionnaires intéressés, la forte homogénéité des groupements locaux permettaient la dissimulation d'un très grand nombre d'éléments de taxation. Dans la réalité, les chiffres adoptés étaient arrêtés après forfait entre les diverses autorités. Non seulement la plupart des individus mâles de dix-huit à soixante ans n'étaient pas inscrits au Dinh Bô, mais encore le Dien Bô ne mentionnait pour la presque totalité des parcelles mises en culture que des superficies inférieures à la réalité. Aussi dans la crainte de voir s'évanouir petit à petit la population officielle, les souverains avaient-ils posé en principe que le chiffre des inscrits ne devait pas diminuer. La réserve constituée par les non-inscrits servait à combler les vides causés par la mort, les disparitions et la vieillesse. Le plus souvent, les nouveaux contribuables prenaient le nom et l'identité de leurs prédécesseurs afin d'éviter aux villages des démarches onéreuses.

Les communes, enfin, avaient la charge de la perception des cotes admises aux rôles approuvés. Elles seules devaient à l'Etat la capitation d'après le nombre des inscrits au Dinh bô, l'impôt foncier d'après la superficie des terres des diverses catégories portées au Dien bô.

L'efficacité de l'intervention des autorités des villages dans l'assiette de l'impôt, leur rôle prépondérant en matière de recouvrement eurent pour conséquence de changer la nature des taxes personnelles et foncières. Impôts de quotité en principe, celles-ci devinrent en réalité des impôts de répartition. Les sommes dues par les communes variaient en effet,

suivant des chiffres forfaitaires proposés par elles et acceptés par l'administration. Ces derniers ne présentaient entre eux aucun rapport de proportion. Certains villages avaient déclaré à peine le quart de leur population mâle âgée de dix-huit à soixante ans, d'autres le huitième, d'autres le seizième. Des différences sensibles existaient entre les évaluations de superficie des terrains cultivés de chaque classe et catégorie. En fait, le montant total des impôts de chacune de ces collectivités était le résultat de la répartition d'une somme déterminée entre plusieurs groupements territoriaux, et non le produit d'une multiplication d'unités diverses par les facteurs communs. Les notables communaux procédaient ensuite à une seconde répartition des charges du village entre tous les habitants. Ils se servaient pour ce faire de rôles autres que le Dinh et le Dien bô, de registres particuliers et secrets contenant la liste des propriétaires et de leurs terrains (*So Thu thue*), le détail des droits et devoirs de chaque personne résidant sur le territoire municipal (*So Hang Xa*). Mais au témoignage d'Ory, la confection de ces rôles spéciaux elle-même ne se faisait pas suivant les règles de stricte équité (1) ; elle consacrait de nombreuses exemptions ou atténuations injustifiées.

Inégalité entre les villages, inégalité entre les individus, tel était donc l'un des vices de l'organisation des impôts personnel et foncier de l'empire

Elle en présentait un second beaucoup plus grave, elle était **vexatoire** et pesait lourdement sur les populations.

1. Ory. *La commune annamite*, p. 71.

Les modes d'établissement des rôles et de perception adoptés augmentaient considérablement les charges des communes. Elles devraient payer pour déclarer le nombre de leurs inscrits, la quantité de leurs champs, un fait passé sur leur territoire. Toute enquête, toute relation avec les mandarins ou leurs satellites, était un sujet de dépense. L'obligation de livrer une partie de sa production constituait parfois un gros sacrifice pour le contribuable ; le taux de l'impôt foncier manquait de fixité ; il variait suivant les fluctuations du cours des récoltes. Le transport aux magasins provinciaux des riz, paddy, et ligatures recueillis (produits de l'impôt) nécessitait l'emploi de corvées supplémentaires ; les portes et déchets étaient supportés par les villages. Les voyages fréquents, les séjours prolongés des notables au chef-lieu de la province ou de l'arrondissement allongeaient la liste des frais de perception soldés par tous les habitants.

Les autres charges personnelles basées sur le Dinh bô présentaient les mêmes caractères défectueux. Le recrutement des soldats était souvent très onéreux pour les communes. Le peuple annamite était dans la réalité corvéable à merci : l'emploi des travailleurs sur des points très éloignés de leurs hameaux, leur appel sur les chantiers sans limite autre que la fantaisie administrative, rendaient souvent la corvée écrasante.

Les Chinois, les Minh huong, les artisans jouissaient d'un traitement meilleur. Leurs charges personnelles se résumaient

dans le paiement d'une somme fixe et déterminée à l'avance. Le petit nombre des éléments des congrégations, corporations, villages Minh huong, conservait à la capitation le caractère d'une taxe de quotité ayant des apparences équitables. Cependant les diverses servitudes auxquelles étaient soumises le Cuôc (1) rendaient parfois la situation de leurs membres très misérable et leur recrutement difficile.

La taxe sur la navigation gênait le commerce maritime et fluvial du pays. Sa perception donnait lieu à des vexations continuelles, les stations fréquentes et prolongées devant les *pham thu* (2) ; les délivrances et vérifications de reçus multipliaient les occasions d'acheter les bons offices des agents de l'administration. Les inconvénients en furent tels qu'en 1864 Tu Duc ordonna la suppression de ces postes de surveillance.

Quant aux droits de douane, les tarifs étaient trop compliqués, trop incertains, pour ne point permettre les petits trafics ordinaires des mandarins. Les formalités dont étaient entourés l'arrivée des navires, l'embarquement et le débarquement des marchandises, l'évaluation de la somme à payer, tout était prétexte à démarches que facilitaient singulièrement quelques cadeaux distribués avec à-propos.

Le fermage enfin, était le procédé employé pour la réalisation des autres revenus impériaux. Ce régime n'exigeait la présence d'aucun fonctionnaire, enlevait aux gouvernants les soucis d'une perception souvent peu commode. Mais s'il facilitait la tâche du pouvoir central, il compromet-

1. Voir *supra* page 20.

2. Voir *supra* page 33.

taient le développement ultérieur des ressources du pays. Les fermiers plus préoccupés de leurs bénéfices immédiats que soucieux des intérêts de la société s'efforçaient de tirer tout ce qu'ils pouvaient de leur contrat. Ils soumettaient leurs réserves à un régime de production forcée, usaient à l'égard de leurs tributaires des procédés d'une fiscalité à outrance. La crainte de tarir par un usage immodéré les sources de l'activité nationale ne les arrêtait pas dans cette voie.

Le système fiscal annamite constituait donc un mode particulier d'exploitation de l'empire au profit du pouvoir central. Sous ses apparences diverses, il cachait des vices très graves ; il était **injuste dans la répartition, vexatoire et lourd dans la perception**. Il rapportait fort peu au Trésor, la plus grande partie des sommes versées par les regnicoles restait entre les mains des agents du souverain. Mais ces caractères défectueux avaient des racines profondes dans les habitudes politiques et administratives du pays ; ils étaient inhérents aux mœurs en usage dans les relations entre l'empereur (*Hoang dé*) et ses sujets (*dân*). La plupart des institutions financières en vigueur avant notre intervention étaient entrées dans les us et coutumes, faisaient partie du bagage intellectuel et moral amassé par le peuple d'Annam au cours des longs siècles de son histoire.

LIVRE SECOND

Système fiscal de l'Annam après l'intervention française

TITRE PREMIER

PROTECTORAT DE L'ANNAM

1884-1897

CHAPITRE PREMIER

Régime douanier

*Douanes mixtes. — Traité de 1884. — Droits d'importa-
tion et de transit. — Taxes de sortie. — Droits de phare
et d'ancrage, de navigation.*

Les traités du 15 mars et 31 août 1874 (1) furent les premiers actes d'intervention de la France dans ce régime financier.

1. Par le traité du 5 juin 1862 il était fait cession à la France des trois provinces de Bien-Hoa, Gia Dinh et Dinh Tuong et de l'île de Poulo Condore. En 1867, les trois provinces de Vinh Long, Chandoc et Hatien avaient été occupées. Le traité du 15 mars 1874 amorçait le protectorat sur le royaume d'Annam et consacrait la souveraineté française sur les six provinces de Cochinchine.

Ils réglementèrent l'exercice du commerce étranger en Annam, organisèrent dans les ports ouverts un service de douane mixte, analogue aux « Douanes Impériales chinoises ».

Les marchandises à leur entrée et à leur sortie étaient frappées d'un droit de 5 o/o *ad valorem*, élevé à 10 o/o pour le sel et les grains exportés (art. 2) et applicable pendant dix ans (art. 11). Ce tarif était réduit de moitié pour le trafic entre la France, Saïgon, le Yunnan et ces ports. Le commerce de l'opium, des armes et munitions de guerre, l'exportation des grains, de la soie, du go liem restait soumis à des autorisations accordées par le gouvernement annamite (art. 2). Les droits de phare et d'ancrage variaient de 3/10 à 15/100 de taël par tonneau de jauge, suivant que les navires entraient et sortaient avec un chargement complet.

« Pour assurer la perception de ces droits et afin d'éviter des conflits qui pourraient naître entre les étrangers et les autorités indigènes, le gouvernement français s'engageait à mettre à la disposition du gouvernement annamite, les fonctionnaires nécessaires pour diriger le service des Douanes (1) sous la surveillance et l'autorité du ministre chargé de cette partie du service public (art. 6). »

Les articles 7 à 11 déterminaient la composition de ce service; les articles 12 et suivant entraient dans le détail des

1. Le roi d'Annam s'était engagé à payer dans le délai de dix ans une somme de 4.000.000 de dollars destinée à indemniser la France et l'Espagne de leurs dépenses de guerre (art. 8, traité, 5 juin 1862. En 1867, il restait dû 2.200.000 dollars. La moitié du revenu net des douanes était affecté au remboursement de la somme de 1.000.000 de dollars, représentant les annuités encore dues à l'Espagne.

formalités et opérations consécutives à l'arrivée et au séjour des navires dans les ports ouverts.

Le *modus vivendi* établi en 1874, donna lieu à des difficultés nombreuses. La Cour de Hué ne pouvait se résoudre à accepter le nouvel état des choses ; nos représentants se heurtaient à la mauvaise foi des autorités indigènes. Le flottement de notre politique en Extrême-Orient, laissait nos agents impuissants en face de l'hostilité à peine déguisée des mandarins (1).

Vers 1879, les événements nous obligeaient à préciser notre action.

En 1882, le commandant Rivière mettait l'embargo sur les bureaux de douanes du Tonkin, s'emparait de la citadelle de Hanoï, et commençait l'occupation du Delta. Une démonstration navale devant Thuan An (2) était suivie du traité Harmand (3), 25 août 1883.

Le 6 juin 1884, le traité consacrant le Protectorat de la France sur le royaume d'Annam était signé à Hué.

Cet instrument diplomatique soumet l'Annam et le Tonkin à un régime politique distinct ; il détermine les droits respectifs des contractants, en fixe, notamment, les modes d'exercice en matière fiscale.

En Annam, les Quan Bo perçoivent l'impôt ancien sans le contrôle des fonctionnaires français, et pour le compte de la

1. Voir Livre Jaune. Affaire du Tonkin.

2, Thuan An est situé à l'embouchure de la rivière du Hué.

3. Ce traité désapprouvé par le ministère de la marine et des colonies, ne fut jamais soumis au Parlement pour ratification ni jamais appliqué.

Cour de Hué (art. 11). « Dans tout le royaume, les douanes réorganisées, sont entièrement confiées à des administrateurs français (1). Les lois et les règlements concernant les contributions indirectes, le régime et le tarif des douanes et le régime sanitaire de la Cochinchine sont applicables aux territoires de l'Annam et du Tonkin (art. 12). Des conférences régleront la quotité à attribuer au gouvernement annamite sur le produit des douanes et régies, des taxes télégraphiques et autres revenus non visés dans l'article 11 du présent traité (art. 18). »

L'application de l'article 12, créait une situation des plus fâcheuses dans le commerce de l'Annam-Tonkin. Il n'existait pas de douanes à proprement parler en Cochinchine ; les produits de toute provenance entraient en franchise ; quelques droits purement fiscaux étaient seuls perçus à l'entrée ou à la sortie sur différentes marchandises (2). Aucune règle précise ne remplaçait le régime douanier abrogé, des conflits fréquents s'élevèrent entre les bureaux et les négociants.

Le 27 octobre 1884, paraissait un règlement destiné à pourvoir aux difficultés présentes. Ce texte, approuvé par dépêche ministérielle du 2 avril 1885, réglementait l'exercice du commerce dans les ports ouverts, arrêtait les tarifs

1. Une décision du 6 septembre 1883 avait placé le service des douanes sous la surveillance immédiate des résidents de province en attendant un accord à intervenir.

2. Discours de Blancsubé à la Chambre des députés, séance du 29 novembre 1886.

et modes de perception des taxes de douanes sur les bases établies par le traité de 1874 (1).

Les droits de phare et d'ancrage étaient fixés à 1 franc et à 2 francs par tonneau de jauge, suivant la présence d'un chargement à bord du navire à l'entrée et la sortie du port (art. 32).

De 1884 à 1886, ce régime de droit *ad valorem* (5 et 2 1/2 o/o) resta en vigueur avec quelques modifications destinées à satisfaire aux besoins immédiats de l'administration française.

Le 27 février 1886, un décret organisait le protectorat de l'Annam-Tonkin ; mettait à sa charge toutes les dépenses civiles. Le système douanier visa dès lors à fournir à cet établissement les ressources nécessaires sans toutefois trop réglementer le commerce avec la métropole et l'étranger. Le 23 janvier, les marchandises françaises ou nationalisées importées devaient être accompagnées de passavents pour bénéficier de la détaxe de 2 1/2 o/o.

Le 27 mai, le cabotage de province à province était permis aux bateaux sous pavillon français. Un arrêté du 30 juillet 1886 (2) abaissait les droits d'importation sur l'opium à 780 francs et 550 francs par picul (3) suivant sa prove-

1. Art. 19. — En attendant que le régime commercial soit définitivement arrêté, les droits de douanes à l'importation, comme à l'exportation resteront conformes aux taxes fixées par le traité du 31 août 1874 sont aussi provisoirement maintenues en vigueur, les dispositions relatives aux produits et provenances désignés spécialement dans ledit traité. »

2. Les droits sur l'opium préparé furent relevés le 15 octobre 1886.

3. Mesure annamite égale à 60 kgr. 400.

nance (Inde ou Yunnan). L'arrêté du 6 septembre 1886 frappait d'un droit de 20 o/o l'introduction de monnaie de cuivre et de zing sur le territoire du protectorat. Le 17 octobre, le sel (1) exporté par voie de mer payait 1 franc par picul, s'il était destinée à l'intérieur du pays ; 1 fr. 25, s'il était expédié à l'étranger. Le 17 octobre, un règlement sur la police des ports fixait et complétait les ordonnances antérieures relatives au service des douanes. Le 13 décembre enfin, les produits indigènes transportés en cabotage d'un point à l'autre de la côte devait acquitter les droits d'exportation (2).

Mais des critiques très vives s'élevaient de toutes parts contre le régime en vigueur. Les industriels et commerçants de la métropole, réclamaient une protection pour leurs produits, les négociants de l'Annam et du Tonkin se plaignaient des modes d'application des tarifs et d'établissement de la valeur des marchandises pour la perception des droits (3).

Aussi dès son arrivée en Indochine, Paul Bert met à l'étude un régime de taxes devant alimenter sur place le Protectorat, assurer la prépondérance du commerce français sur le marché annamite, sans toutefois décourager le

1. Douze millions de piculs de sel sortaient annuellement des ports de Quinhon, Vinh, Bwilsdinh, Maikong dont 3.000.000 étaient expédiés sur Macao, Hongkong et Singapour. En frappant ce commerce l'administration espérait trouver des ressources importantes.

2. Mesure rapportée le 25 février 1888 ainsi que celle étendant aux barques de rivière les prescriptions douanières du 17 octobre 1886.

3. De Lanessan. *L'Indochine française*.

trafic étranger. « Pas de douanes fiscales, mais des douanes commerciales » (1).

Son projet (2) ne vit pas le jour. Entre temps, les plaintes des métropolitains avaient eu leur écho à la tribune de la Chambre des députés ; dans sa séance du 11 février 1887, elle votait l'application du tarif général à l'Indochine (3). Dès le 27 février 1887 le Résident général de l'Annam-Tonkin, soumettait les marchandises d'origine étrangère à des droits spécifiques ; exemptait de toute taxe les produits d'origine française.

Il frappait les marchandises exportées de l'Annam et du Tonkin, de droits énumérés dans un tableau spécial, et réduits à la moitié, quand elles étaient destinées à la France ou aux colonies françaises.

Le décret du 8 septembre 1887, arrêtant le régime voté en février, créait l'Union douanière Indochinoise. Il modifiait pour quelques produits introduits dans la colonie, les taux qui leur étaient applicables dans la métropole ; admettait

1. Proclamation de Paul Bert, avril 1886.

2. Paul Bert proposait l'entrée en franchise de toutes les marchandises françaises ; les marchandises étrangères devaient acquitter un droit d'environ 5 o/o, si elles étaient sans similaires en France, sinon elles étaient soumises au tarif général métropolitain ; exception faite, pour celles destinées à la Chine (5 o/o *ad valorem*). Les produits étrangers jugés indispensables à la colonie et produits par l'industrie française à des prix notoirement trop élevés restaient soumis à des droits variables ne dépassant pas 10 o/o.

3. Article 47 de la loi de Finances du 26 février 1887. « Les produits étrangers importés en Cqehinchine, Cambodge, Annam-Tonkin seront soumis à partir du 1^{er} juin 1887 aux droits du tarif général sauf certaines exceptions à déterminer par des règlements d'administration publique. »

en franchise les provenances de France, Algérie et Colonies, sous réserve de transport en droiture. Le transit (1) des marchandises étrangères bénéficiait d'une détaxe de 80 o/o sur les droits établis.

Le système douanier de 1887 ne contenta personne. Les commerçants de France lui reprochaient son impuissance à protéger les produits métropolitains ; L'Indochine s'élevait avec énergie contre les charges très lourdes qui lui étaient imposées et le caractère purement fiscal de certaines taxes (2).

Les Chambres de Commerce d'Haïphong et de Saïgon s'émurent de cette situation et demandèrent le rétablissement des droits de 5 o/o *ad valorem*, sur toutes les marchandises. Une commission réunie à Paris élaborait le décret du 9 mai 1889 (3). Ce règlement apportait quelques modifications au tableau annexé au précédent décret ; fixait les droits spéciaux applicables aux marchandises importées, non soumises au tarif général. Il supprimait ou réduisait les taxes

1. Le transit fut réglementé par les arrêtés du 8 septembre 1887 et 3 mai 1889.

2. « Le décret de 1887 frappe de droits variant de 10 à 23 o/o un grand nombre d'articles que la France et ses colonies ne peuvent fournir et qui sont indispensables aux populations indigènes ». Rapport du Directeur des Douanes de Cochinchine 1888. La moyenne des taxes spécialisées était de 15 o/o avec quelques extras dans les 48 et 80 o/o.

3. Promulgué en Indochine le 5 juin 1889.

De 1889 à 1892 divers textes modifient ou complètent le régime. A citer ceux du 27 novembre 1889 sur les certificats d'origine accompagnant les soies, cotons d'origine française ; des 27 septembre et 19 octobre 1889 étendant le bénéfice de la franchise à l'entrée aux produits étrangers nationalisés en France par le paiement des droits du tarif conventionnel.

purement fiscales frappant les produits étrangers, n'ayant pas de similaires en France ou dans ses colonies ; augmentait, enfin, les droits sur certains articles, afin de permettre aux produits français de lutter avec succès.

Le 6 juillet 1889, un arrêté local revisait les tarifs des droits frappant les marchandises à leur sortie du territoire du Protectorat. Les nouvelles taxes, établies par catégories, s'élevaient à 5 o/o en moyenne : elles étaient réduites de moitié pour les expéditions d'un port du Protectorat dans un autre.

Mais le décret du 6 mai 1889 lui-même ne laissait que des désillusions.

L'industrie et le commerce français, n'ayant pu expulser tous leurs concurrents étrangers du marché indochinois, se jugèrent insuffisamment protégés ; ils exigèrent avec insistance des droits plus élevés. Les négociants de la colonie protestèrent contre les entraves apportées à leur commerce par l'application du tarif général ; ils lui imputaient l'arrêt dans la progression des affaires, les faillites et les ruines locales ; lui reprochaient d'être une prime à la contrebande et la piraterie. Les Chambres de Commerce de Saïgon et de Haïphong demandaient chacune le traitement qui leur paraissait préférable ; réclamaient l'admission en franchise ou moyennant des taxes minimales des produits sans similaires dans la Métropole.

Sur ces entrefaites, le Parlement, considérant les colonies comme des prolongements de la France, les soumettaient à

un régime uniforme (1) et votaient la loi protectionniste du 11 janvier 1892.

« Les produits étrangers importés dans les colonies... pays de protectorat de l'Indochine sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France. Des décrets en forme de règlement d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre des Colonies et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, détermineront les produits, qui par exception à la disposition qui précède, feront l'objet d'une tarification spéciale (2) (art. 3) ». Les mêmes conseils étaient admis à prendre des délibérations pour demander au Conseil d'Etat des exceptions aux tarifs de la Métropole (art. 4).

Appelé à donner son avis, conformément à ces dispositions, le Conseil Colonial de la Cochinchine, établit un tableau des marchandises à soumettre au régime spécial. Adopté avec quelques retouches par le Conseil d'Etat, ce projet devint le décret du 29 novembre 1892.

La loi du 11 janvier 1892 (3) et le décret du 29 novembre 1892 (4) consacraient l'entrée en franchise des produits de

1. Exception faite pour quelques colonies où l'application des tarifs général et minimum se heurtait à des conventions internationales : Côte occidentale d'Afrique, moins le Gabon, côte des Somalis, Inde, Tahiti.

2. La loi du 11 janvier 1892, réglait également les conditions d'importation dans la Métropole des produits originaires des colonies possessions françaises et pays de protectorat de l'Indochine. Les droits et immunités applicables étaient fixés conformément à un tableau E annexé.

3. Promulguées en Indochine le 3 janvier 1893.

4. Exception faite pour les colonies non soumises au tarif général et dont les produits font l'objet de tarifs spéciaux (arrêté du 19 mars 1893).

la France et ses colonies (1). Ils posaient en principe l'application du tarif général métropolitain et du tarif minimum à toutes les marchandises étrangères importées sur le territoire de notre établissement ; prévoyaient quelques exceptions à cette dernière règle : « Les taxes indiquées au tableau annexé forment une tarification unique qui se substitue aux droits du tarif général et du tarif minimum (2) ».

Une détaxe de 80 o/o était accordée aux produits étrangers transitant en Indochine.

Un tableau joint au décret du 29 novembre 1892, déterminait les modifications apportées au tarif général. Il exemptait quelques objets de première nécessité que la France ne pouvait fournir — produits alimentaires d'origine asiatique, bois bambous etc, — réduisait les taxes sur les poteries, les vins parfumés de Chine. L'importation des sucres étrangers était prohibée ; les droits sur les broderies, soies et tissus de soie chinoise étaient relevés. Enfin, un grand nombre de produits chinois jusqu'alors admis en franchise — espèces médicinales, éventails, parapluies, chapeaux etc. — étaient taxés de 5 à 10 o/o *ad valorem*. Différentes lois votées les années suivantes dans la métropole et promulguées dans la colonie ont fixé la provenance des objets soumis au tarif minimum (3).

1. Les produits spéciaux taxés à un taux supérieur à celui du tarif métropolitain, paient intégralement les droits prévus par le tarif spécial, déduction faite de ceux qu'ils ont acquitté en France, Algérie, ou colonies assimilées (art. 2. Les surtaxes d'entrepôt établis par la loi du 11 janvier 1892 ne sont pas perçues en Indochine (Art. 3).

2. Un arrêté du 3 décembre 1893, promulguant la loi du 4 juillet 1893, apporta de légers changements aux tarifs établis.

3. Ces différents textes sont énumérés dans l'arrêté du 21 décem-

Les tarifs d'importation inaugurés en 1893 subsistèrent à peu près intacts jusqu'en 1897, sans toutefois satisfaire le commerce local.

Les droits de sortie du 6 juillet 1889, furent également remaniés le 28 mai 1892. Un tableau énuméra les taxes spécifiques applicables aux produits bruts ou fabriqués exportés ; les marchandises à destination de France ou ses colonies étaient exemptées, sauf celles soumises à un régime particulier.

Un droit de statistique fut établi le 27 mai 1887, sur tous les produits importés en Indochine. Le 6 juillet 1889, il frappait l'exportation ; le 28 mai 1892 et 31 décembre 1893, il était appliqué à tous les mouvements déclarés en Douane, quelles que soient leur provenance et leur destination. Il était fixé à 0 fr. 10 par colis ou par tonne, si les marchandises étaient en vrac. Le 21 décembre 1895, les opérations de Régie, donnant lieu à une déclaration ou la délivrance d'une quittance y étaient assujetties.

Le droit de phare et d'ancrage, fixé primitivement par l'article 32 du règlement du 27 octobre 1884, fut modifié par l'arrêté du 6 septembre 1886. Celui-ci soumet tout navire français et étranger, entrant dans un port ouvert, à un

bre 1895. Un arrêt du Conseil d'Etat du 17 janvier 1863 décide que les conditions imposées aux produits étrangers pour être admis au tarif minimum doivent être analogues à celles imposées en France aux mêmes produits en vertu des dispositions de la loi du 16 mai 1863 (art. 23).

droit de tonnage variant suivant la nationalité et payable à l'abonnement trimestriel ou au voyage. L'arrêté du 17 octobre 1886 en étendait l'application aux navires indigènes. Le 1^{er} mars 1887, les jonques annamites, se livrant au cabotage sur la côte d'Annam, y étaient elles-mêmes astreintes. Cette taxe, refondue le 15 février 1889, ne frappait plus que les navires français et étrangers. Elle fut complétée le 14 avril, par un droit de stationnement dans le port de Tourane.

Les arrêtés du 1^{er} mai 1892 et 21 décembre 1895 (1) fixèrent définitivement le mode d'assiette et de perception ainsi que la quotité des droits de phare et d'ancrage. Les navires de commerce français et étrangers, chargés ou non, acquittent respectivement 0 fr. 05 ou 0 fr. 50 par tonneau de jauge, au voyage. Des abonnements trimestriels à 0 fr. 50, par tonneau, peuvent être consentis à ces derniers. Les bâtiments charbonniers jouissent d'un régime de faveur.

Les chaloupes, jonques et barques de mer, jaugeant moins de 160 tonneaux, touchant dans un port ouvert, pratiquant le cabotage ou la pêche sur les côtes d'Annam, faisaient l'objet d'une réglementation spéciale. Celle-ci ne concerna tout d'abord que les bateaux appartenant à des Français ou des étrangers (2) ; les barques de mer indigènes restaient soumises aux prescriptions édictées par le gouvernement de Hué.

1. Approuvé par décret du 30 décembre 1898.

2. Décision du 15 décembre 1885 ; arrêtés du 9 janvier 1888, 12 juillet 1888 et 22 février 1889.

Mais l'indétermination des tarifs annamites, les graves abus auxquels ils donnaient lieu motivèrent l'intervention du Protectorat ; et le 16 juin 1892, une législation analogue à celle en vigueur au Tonkin était donnée à l'Annam.

Les barques de mer payèrent un **droit de navigation** variant de 0 piastre 25 à 10 piastres, suivant le nombre de piculs de jauge ; au delà de 200 piculs, le droit s'augmentait de 0 piastre 04 par picul supplémentaire. La perception en était confiée à des *Thu ngu* et *Thua bien* dans les ports où il n'existait pas de bureau de douane ; une remise de 10 0/0 leur était allouée. Les barques devaient être immatriculées, munérotées et accompagnées d'un livret.

L'arrêté du 29 octobre 1895 modifiait ces tarifs et partageait le produit des taxes perçues sur les indigènes entre le Protectorat, la Cour de Hué et les travaux d'utilité publique.

Les barques de mer ayant leur port d'attache en Chine, trouvaient des permis de navigation, moyennant acquit des droits, dans les ports ouverts. L'arrêté du 21 décembre 1895 (1) fixa à nouveau le mode d'assiette de recouvrement et la quotité du droit de navigation ; celle ci différait suivant la nationalité et le tonnage des barques (2).

1. Approuvé par décret du 30 décembre 1898.

2.	Barques indigènes		Barques étrangères		
	de	26 piculs	exemptes	1.25	
	de	26 à 50	»	0.50	1.25
	de	51 à 100	»	2.50	4.00
	de	101 à 200	»	5.00	10.00
	de	201 à 300	»	8.00	15.00

CHAPITRE II

Taxes diverses

Capitation des asiastiques étrangers. — Droit de sortie sur la cannelle. — Fermes de l'opium et de l'alcool indigène. — Papier timbré. — Droits de consommation sur les allumettes, huiles minérales, tabacs, alcool européen. — Taxes de circulation sur les noix d'arec, le sel.

Le produit de ces différentes taxes ne pouvait suffire cependant aux besoins du Protectorat. Ses dirigeants durent chercher par ailleurs les moyens d'y pourvoir.

Dès 1886 au Tonkin, Paul Bert réorganisait les impôts annamites personnel et foncier ; réglementait la corvée ; envisageait la possibilité d'établir le monopole de la vente de l'alcool de riz (1) ; procédait à l'adjudication des fermes de l'opium et des jeux.

En Annam, nos représentants s'efforçaient d'obtenir de la cour de Hué le contrôle et la direction financière de l'Empire. L'ordonnance royale du 5 juin 1887 (2) consacrant le

1. Lettre de Paul Bert 6 juillet 1886.

2. Cette ordonnance, préparée par M. le résident supérieur Hector et M. de Lanessan, alors député de Paris et chargé d'une mission dans

triomphe de cette politique, ne fut cependant pas sanctionnée par le Résident général titulaire ; et pendant les années qui suivent le souçi d'établir une certaine uniformité entre les régimes d'impôt en Annam et au Tonkin, détermina le gouvernement indigène à abandonner au Protectorat la gestion de quelques-uns de ses revenus.

Une convention du 24 avril 1889 chargeait l'administration française de la surveillance et la police des Chinois. Elle donnait pouvoir au Résident général de modifier la **taxe de capitation** des Asiatiques étrangers, en confiait la perception à ses agents, de concert avec les autorités indigènes. Une moitié du produit de cet impôt était garantie au gouvernement annamite ; l'autre devait être employée dans chaque province au paiement des dépenses locales.

Le 24 juin 1889, un arrêté (1) réglementait l'émigration chinoise, fixait les modes d'assiette, de recouvrement et le tarif de la capitation.

Les asiatiques étrangers étaient répartis par les soins des résidents entre trois catégories de contribuables suivant l'importance de leur négoce (2) ou la nature de leurs occupations.

les colonies d'Asie, fut signée par le roi Dong Khanh. — M. Bihourd résident général titulaire, n'approuva pas l'initiative de son subordonné peut-être parce qu'elle s'était manifestée en dehors de ses directions personnelles.

1. La plupart des dispositions de cet arrêté sont encore en vigueur (voir *infra* page 90). Une circulaire du 15 février 1892 allouait une indemnité aux agents de perception sur le produit de la taxe de capitation.

2. La législation commerciale applicable aux commerçants asiatiques fut arrêtée le 5 décembre 1892.

L'impôt était dû par tête, et par an. Il était perçu sur rôle annuel, établi par les soins des Résidents de concert avec les Tong doc. Les notables commerçants payaient 40 piastres; les négociants moins importants 12 piastres; les coolies etc. 3 piastres. Les Chinois munis d'un passeport spécial furent dispensés du paiement de cette taxe le 15 mai 1890. Le nombre des catégories de contribuables était porté à quatre; les tarifs révisés et augmentés le 8 juin 1894.

Les Minh Huong (1) considérés comme sujets du gouvernement anamite ne furent pas soumis à cette législation.

En 1889 (arrêté du 17 décembre) le gouvernement anamite confiait au Protectorat, le monopole de l'achat et de la vente de **la cannelle** dans les provinces du Quang Nam et du Quang Ngai. Les résultats financiers d'une année de régie furent si médiocres, que dès 1891 on en abandonnait l'exploitation et déclarait libre le commerce de ce produit. L'exportation seule était soumise au paiement d'une taxe de sortie élevée à 0 p. 30 le kilo, avec 0 p. 05 de surtaxe mobile, par arrêté du 23 décembre 1894.

Le 3 septembre 1889 enfin, l'empereur d'Annam concédait, par convention spéciale, à l'administration des douanes et régies de l'Indochine le monopole de l'exploitation de **l'opium** dans son royaume, à compter du 11 octobre 1889. Le 4 septembre, à titre de mesure transitoire, était

1. Metis de chinois et d'annamite.

publié un règlement interdisant l'exportation de cette drogue.

Le 1^{er} novembre 1889, un arrêté déterminait les modes d'exercice du monopole. L'administration des douanes et régies avait seule le droit d'introduire de l'opium en Annam (art. 33). Dans chaque province du royaume, la vente était réservée à un débitant général (art. 34). Celui-ci autorisait l'ouverture des débits, des fumeries; délivrait des licences aux débiteurs particuliers. Les titres I et II fixaient la juridiction compétente (1) et la procédure suivie en matière de répression. Les articles 58 et suivants notaient les peines applicables à la vente, et l'introduction frauduleuse de l'opium, aux infractions à la réglementation édictée.

Le 11 janvier 1890, l'administration et le débitant général résiliaient, d'un commun accord, le privilège de vente concédé à ce dernier.

Le 15, un arrêté en organisait la mise en régie. Le Directeur des Douanes et Régies désignait les intermédiaires et les débiteurs, fixait les prix et conditions de cession au public (2).

Le 21 juillet 1892, intervenait enfin un contrat concédant à M. de Saint-Mathurin, le monopole de l'introduction, du transport, de la fabrication et de la vente de

1. Le 27 novembre 1889 les contraventions étaient déférées aux tribunaux de première instance.

2. L'opium était vendu 1 piastre 10 le tael (arrêté du 6 septembre 1891).

l'opium dans le territoire de l'Annam pour une durée de huit ans et trois mois — 1^{er} octobre 1892-31 décembre 1900. Le fermier général s'engageait à payer une redevance forfaitaire annuelle (1). Les opiums qui lui étaient destinés, étaient exempts de droits de douanes.

L'autorité administrative organisait cette ferme les 6 octobre et 24 juillet 1893 (2). Elle fixait les conditions d'introduction, d'achat et de vente. Cette réglementation fut refondue et complétée par arrêté du 31 décembre 1894 (3).

Le monopole d'importation de transport, de cession de l'opium en Annam était concédé à un fermier responsable de son personnel, dont la composition était déterminée par l'article 3. Le concessionnaire avait toute liberté pour fixer les prix d'achat; établir des entrepôts, bureaux de vente et fumeries après déclaration au chef de province. Il délivrait les licences de débit et de fumerie. Les chapitres III, IV, V arrêtaient les dispositions relatives à la répression des fraudes, les formes de procédure, les pénalités.

Les arrêtés du 24 juillet 1892, 15 mai et 13 octobre 1895 réglementaient l'usage du papier timbré dans le Protectorat et créaient deux feuilles à 0 piastre 05 et 0 piastre 15. Le 1^{er} septembre 1893, un arrêté (4) promulguait dans tout le

1. Cette redevance était de 100.000 piastres pour les années 1893, 1894, 1895; de 125.000 piastres pour les années 1896-1897; de 150.000 piastres pour les années suivantes.

2. Le fermier étant tenu de s'approvisionner à la bouillerie de Saïgon.

3. Approuvé par décret du 30 décembre 1898.

4. Approuvé par décret du 9 mars 1900.

territoire de l'Annam les lois, décrets, ordonnances régissant dans la métropole les droits d'enregistrement et d'hypothèque en matière française, sous réserve de quelques modifications déterminées. Un bureau fut installé, à cet effet, à Tourane. Le tarif de ces droits était fixé par l'arrêté du 15 septembre suivant, modifié en partie par celui du 20 février 1896.

En mars 1902, des ordonnances royales supprimaient plusieurs fermes d'un rapport dérisoire et dont les procédés d'exploitation mécontentaient les populations. Les produits qui en faisaient l'objet, furent taxés; la perception de ces nouveaux impôts indirects confiée à des agents européens. La Cour et le Protectorat s'en partageaient le revenu par moitié.

Le 1^{er} mai 1902, l'administration française fixait les modes d'assiette de recouvrement et les tarifs des droits de consommation ou d'accise sur les **allumettes**, les **huiles minérales**, les **tabacs**, — Ces taxes étaient perçues par les agents des Douanes et Régies à l'entrée de ces produits sur le territoire. Elles ne se confondaient pas avec les droits d'importation et n'atteignaient pas le transit.

Les allumettes chimiques de toute provenance acquittaient un droit de *opiastre* 005 par 10 boîtes de 70 allumettes.

Celles fabriquées dans le pays, jouissaient d'une détaxe de moitié, réduite au quart, si les bois employés étaient étrangers.

Ces tarifs furent relevés le 5 décembre 1892 à 2 cent. 1/2,

pour les allumettes importées; à 0 piastre 008 pour les allumettes fabriquées sur place avec des bois du pays ou étrangers.

Un droit d'accise de 1 piastre puis 4 piastres (1) par 100 kilogs, frappait les huiles de pétrole de schiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage.

Les tabacs étaient taxés à 0 piastre 50 par kilogramme pour les cigares; 0 piastre 20 pour les tabacs et les cigarettes; 0 piastre 10 pour les tabacs chinois.

Allumettes, huiles minérales et tabacs pouvaient être admis au bénéfice de l'entrepôt fictif.

Le commerce et la circulation des noix d'arec en Annam étaient libres.

Les arrêtés du 26 mai 1892 et 22 juin 1893 (2) établissaient un droit d'accise de 1 piastre par 100 kilogs sur les **noix d'arec** sèches exportées ou transportées en cabotage. Cette taxe réduite à 0 piastre 25 pour les rognures d'arec (*cau ngang et cau chum*) atteignait également les importations de l'étranger. Le produit de la perception était partagé entre le Protectorat et le gouvernement annamite.

La plus grande partie de l'**alcool** consommé en Annam, était fabriqué par des petits bouilleurs de cru, échappant en fait à toute taxation, seules quelques distilleries exploitées par des Chinois, payaient aux autorités indigènes un impôt mal perçu et d'un revenu médiocre.

1. Approuvés par décret du 30 décembre 1898.

2. *Idem.*

En 1893, le protectorat et le gouvernement annamite essayèrent d'organiser une ferme pour la vente de l'alcool de riz dans le royaume. Ils en confièrent l'exploitation à deux chinois par contrat du 29 septembre 1893, moyennant paiement d'une redevance.

Un arrêté du 29 octobre 1893, réglementait le régime établi. La fabrication de l'alcool de riz était conditionnée à une déclaration préalable à la Régie ou au débitant général. Les distillateurs étaient munis d'une licence portant les indications concernant leurs alambics et d'un livret ou étaient mentionnés journellement, les mouvements de leur production.

La totalité de la fabrication devait être cédée au débitant général, aux prix et conditions fixés par l'administration des Douanes et Régies. Le débitant général avait seul le droit de vendre à la consommation. Il agréait les débiteurs au détail, et leur remettait les licences délivrées par la régie. Un carnet spécial faisait ressortir toutes les opérations des marchands. La cession d'un litre d'alcool donnait lieu à la délivrance d'un billet de circulation, justificatif d'origine. Les alcools importés étaient soumis au paiement de la taxe de circulation et devaient être vendus au concessionnaire de la ferme.

Les articles 9 et suivants punissaient enfin les infractions aux prescriptions édictées.

A l'occasion du nouveau contrat du 24 septembre 1896, cette réglementation fut reprise et complétée, notamment en ce qui concerne la répression de la contrebande. L'arti-

cle 14 « déclarait les autorités des villages responsables, si elles n'avaient rien fait pour prévenir ou empêcher la fabrication clandestine.

L'arrêté du 21 décembre 1895, fixait pour l'année 1896 les taxes à percevoir en matière d'alcool indigène, sur les licences de distillateurs (1 piastre) de débitants (0 piastre 10) les permis de circulation (0 piastre 03) et le remboursement du timbre et des imprimés (0 piastre 20).

Le 26 février 1888, les alcools et spiritueux de toute provenance, importés dans le protectorat, étaient frappés d'un droit de consommation, perçu à l'entrée (1). L'arrêté du 21 décembre 1895 augmentait et unifiait cette taxe, à 0 piastre 50 par litre d'alcool pur, avec minimum de perception de 0 piastre 20 par litre; les alcools de même nature, fabriqués dans le pays (2), jouissaient d'une détaxe de 6/10, réduite à 4/10, s'ils provenaient de produits étrangers. Ils restaient provisoirement soumis aux modes de perception en vigueur en Annam.

L'arrêté du 16 octobre 1886 (2) ne visait que les **sels** exportés. Le droit établi, étant trop élevé, avait presque complètement supprimé le transport de cette année, par

1. Ce droit était de 0 gr. 25 par litre d'alcool pur et de 0 piastre 35 pour les vins de Chine.

2. L'arrêté du 7 février 1896 modifia les taxes sur les alcools similaires des alcools européens.

3. Voir *suprà*, p. 55.

voie de mer. L'arrêt en avait été si brusque, que le 2 mars 1887, on fut contraint de ramener cette taxe à 0 fr. 60 par picul (1).

Le commerce et la circulation intérieure ne tardèrent pas à être eux-mêmes taxés. Le 29 mars 1887, un arrêté soumettait au droit de 0 fr. 60 par picul, les sels provenant des salines de l'Annam, expédiés par les « voies terrestres et fluviales ». Cette décision arrêta en partie la production salifère, ruina les industries dérivées.

Les remaniements de ce régime se succédèrent dès lors avec rapidité. Les arrêtés du 29 août 1886, 27 décembre 1887, 26 février 1888, abaissent graduellement les tarifs. Le 19 août 1888, la circulation intérieure payait 0 fr. 10 par 100 kilogs ; l'exportation était exempte.

Le 30 décembre 1893, ce droit était de 0 piastre 07 par picul ; de 0 piastre 04 le 23 décembre 1894. La consommation sur place et l'exportation restaient franches de tout impôt.

Les conventions par lesquelles la cour de Hué confiait au protectorat le soin d'organiser et de percevoir ces différentes taxes, en partageaient le produit entre les contractants. L'ordonnance royale du 15 juin 1895, confirmait et précisait les accords antérieurs ; fixait une nouvelle base à la répartition. Le montant total de la capitation des asiatiques étrangers, des fermes de l'opium et de l'alcool indigène, des impôts

1. Le picul mesure annamite, à 60 kgs. 400.

indirects perçus sur l'alcool européen, le sel, le tabac, les huiles minérales, les allumettes, les noix d'arec la vente du papier timbré, était attribué par tiers au trésor annamite, au protectorat et aux travaux d'utilité publique.

Ces ressources étaient incorporées avec les recettes des Douanes dans un budget du « Protectorat de l'Annam-Tonkin » (1). Le tiers réservé au Trésor annamite était englobé, avec le revenu des impôts personnel et foncier (2), perçus par les autorités indigènes, dans un budget particulier (3).

1. En 1887, le produit des douanes fut englobé dans un budget général de l'Indochine qui n'eut que deux années d'existence. Les prévisions de recettes du budget du protectorat pour 1897 s'élevaient à 1.201.759 piastres.

2. L'impôt personnel donnait un produit net pour l'Annam de 71.158 piastres. L'impôt des Minh Huong 1.278 piastres, l'impôt foncier 584.000 piastres.

3. Ce budget, établi par le gouvernement annamite de concert avec le protectorat, était approuvé par le roi et le gouverneur général. Il donnait le détail de toutes les recettes et les dépenses. La gestion était assurée librement par la Cour de Hué.

TITRE II

PROTECTORAT DE L'ANNAM

1897-1910

Impôts directs

CHAPITRE PREMIER

Charges personnelles et foncières des indigènes

*Réorganisation politique et fiscale de l'empire. — Corvées.
— Impôt personnel. — Prestations. — Impôt des Moï,
Muong, etc. — Impôt foncier.*

En 1897, le régime inauguré par ce traité de 1884 subsistait à peu près intact. Les fonctionnaires indigènes administraient l'Annam, sous le contrôle impuissant de nos représentants. Les Quan Bo percevaient les impôts personnel et foncier ; recrutaient et employaient les corvées, comme par le passé. Les finances de l'Empire restaient mal connues, malgré la présence de deux délégués européens aux ministères compétents. Les réformes présentées au Conseil de Régence se heurtaient à la force d'inertie de quelques-uns de ses membres hostiles à toute innovation.

L'action du Protectorat demeurait plus nominale que réelle.

La situation financière du budget de l' « Annam-Tonkin » n'était, d'autre part, pas brillante. Les recettes suffisaient à peine aux dépenses du personnel ; les déficits s'accumulaient enfin d'exercice, et il fallait recourir en 1896 à un emprunt de liquidation pour solder les dettes de notre établissement.

Le problème consistait donc à fusionner les budgets du protecteur et du protégé, quitte à inscrire aux dépenses du Protectorat, les sommes nécessaires aux besoins de l'administration indigène et une liste civile pour la cour et le roi. Cette réforme accomplie, le gouvernement annamite tombait sous notre influence immédiate ; nous devenions les maîtres incontestés du Royaume.

Le Conseil de Régence essaya de retarder cette échéance le plus longtemps possible. On dut recourir aux procédés que la situation permettait ; transformer progressivement les rouages du haut gouvernement indigène ; en éloigner les mandarins du vieux parti ; les remplacer par des personnages plus dévoués à notre cause ou moins intraitables.

L'Ordonnance royale du 27 septembre 1897 (1), consacra les résultats d'une diplomatie tenace et rendit l'exercice du Protectorat vraiment efficace et utile.

Le Roi, près d'atteindre sa vingtième année, était déclaré majeur ; le Conseil de Régence supprimé.

Le Résident supérieur à Hué, présidait le *Comat* com-

1. Appliqué par arrêté du gouverneur général du 28 septembre 1897.

posé des six ministres, et le Conseil de la famille royale. La marche des travaux et l'expédition des affaires étaient réglementées sur de nouvelles bases ; les ministères réorganisés. « Toutes les questions dites importantes, et dans le ressort des attributions du *Comat*, seront transmises au Conseil par le ministre intéressé ; elles seront discutées en séance, et transmises ensuite à sa majesté. Mais, les discussions ne deviendront exécutoires qu'après approbation du représentant du Protectorat. »

Il devenait dès lors possible d'introduire dans les finances de l'Annam, les réformes et les améliorations jugées indispensables. Les Ordonnances royales du 30 octobre 1897, des 15 août, 8, 9 et 20 octobre 1898 fixèrent les nouveaux modes d'assiette, de recouvrement et le tarif des charges personnelles et foncières supportées par la population indigène.

Le budget royal disparaissait. Le produit des douanes et des contributions indirectes devait servir à assurer le fonctionnement des grands services communs, et était englobé dans le budget général (1).

Les recettes des impôts directs entraient dans le budget local de l'Annam. Celui-ci prenait à sa charge les dépenses de la cour, de la famille royale et de l'administration indigène.

Les **corvées** attirèrent tout d'abord l'attention du Protec-

1. Créé le 31 juillet 1898 (décret).

torat. Elles ne faisaient l'objet d'aucune réglementation précise ; les mandarins pourvoaient arbitrairement aux besoins des travaux publics ; la répartition entre les villages restait inégale. De nombreux corvéables, des villages entiers y échappaient en achetant la complaisance des autorités locales.

Afin de supprimer les pratiques condamnées par une longue expérience, on se préoccupa de faire établir par le gouvernement annamite une législation fixe, sur ce point. Les nouvelles dispositions arrêtées par Ordonnance royale du 30 octobre 1897 (1), prise après délibération du comat.

Chaque inscrit devait trente journées de corvée par an. Les Chuc sâc (2), les Mien sai (2), les maires des villages étaient exempts. Sur ces trente journées, dix étaient abandonnées aux communes pour les chemins de petite vicinalité ; dix devaient être rachetées au prix de 0 piastre 10 l'une ; dix, dont cinq facultativement rachetables, étaient réservées aux travaux d'utilité générale. Les Résidents, de concert avec les autorités indigènes dressaient un rôle numérique par commune des journées à racheter et le soumettaient à l'approbation du Résident supérieur. Le montant des corvées affaissant à chaque village était affiché à la maison commune ; les maires recevaient des cartes-quittances où étaient mentionnés les versements effectués. Ils délivraient reçu des somme-

1. Rendue exécutoire par arrêt du même jour, 30 octobre 1897 et complétée par celui du 26 décembre 1897.

2. Voir *infra* page 80.

versées par les corvées. Une comptabilité suivait la situation journalière de l'impôt.

Cette organisation améliorait sensiblement le sort des populations indigènes, créait des ressources importantes (1) pour le Protectorat, auquel était abandonnée la recette totale du rachat des corvées.

La réforme des impôts personnel et foncier fut ensuite mise à l'étude. La quotité de la taxe personnelle manquait d'uniformité; les exemptions étaient nombreuses, les fraudes multiples.

L'Ordonnance royale du 15 août 1898, qui devait constituer la Charte financière de l'Empire, modifia la réglementation posée par l'acte du 30 octobre 1897, et fixa celle de **la taxe personnelle**. Elle soumettait tous les contribuables au même régime; créait une taxe unique représentative de l'impôt personnel et des corvées, et payable intégralement en argent. Cette mesure devait faciliter la péréquation et le contrôle de ces deux charges, jusqu'alors réclamées séparément.

La nouvelle taxe s'élève par année à 2 piastres 20 pour les inscrits, précédemment soumis aux corvées et à 0 piastre 40 pour les autres (*mien Dieu et Dan lan*) (2). Elle est due par tout habitant valide âgé de dix-huit à soixante ans révolus. Les régimes d'exception pour les villages *Lap ho*, *Dan Lau*, *Dong chau* (3), étaient abolis.

1. En 1898. 420.376 piastres

2. Vientu, Ti sinh mo phu, mien Dieu gardiens de pagodes et tombeaux et leurs fils. La liste en est arrêtée annuellement par le ministre des Rites.

3. Voir *suprà*, p. 35, note 2.

Etaient exempts de tout impôt personnel conformément aux usages établis :

1° Les *Chuc sac*, mandarins civils et militaires munis d'un brevet royal, diplômés universitaires, fils de princes du sang (*cong sinh*), licenciés militaires (*vo cu*), fils aînés des hauts mandarins privilégiés par leur ordre de primogenture et classés comme tels dans un grade du mandarinat correspondant au titre de leur père (*vien tu*), les employés du gouvernement français, les bonzes et les prêtres annamites ;

2° Les *mien sai* — *Cai thong* et *pho thong* (chefs et sous-chefs de canton) — les *ly truong* (maires des villages), employés d'administration annamite recevant une solde mensuelle ;

3° Les militaires, tirailleurs, gardes et matelots indigènes ;

4° Les *am sinh* (fils de mandarins civils *hoc sinh* (étudiant, se préparant au concours et admis au collège de Hué ou au *Quoc Hoc*), *tan phu* (employés recevant une solde mensuelle du service des douanes).

Un rôle numérique par commune est établi par les soins du Résident, de concert avec les autorités locales. Il est dressé sur les déclarations des maires et notables et approuvés par le *Co mat* (1) et le Résident supérieur. Un extrait du rôle et une carte quittance, énonçant en français, *quoc*

1. Le Conseil de régence depuis l'avènement de jeune roi Duy tân, 1907, août. Il ne faut cependant pas confondre Comat et Conseil de régence, ce sont deux institutions bien distinctes, quoique composées le plus souvent par les mêmes membres. Le Comat administre, le Conseil de Régence gouverne.

ngu', et caractères, ce que devait le village, sont remis à chaque *ly truong*.

La perception de cette taxe personnelle est assurée comme par le passé (1). La recette en est effectuée par les agents du Protectorat au profit du budget local de l'Annam. Chaque versement donne lieu à un émargement sur le rôle de la Province et une mention sur la carte quittance des villages.

Les autorités communales étaient tenues de fournir au prix de 0 piastre 10 par jour, les coolies nécessaires à l'exécution des travaux d'intérêt général, décidés par le Résident supérieur et le Comat (2).

Le taux du paiement de la journée de travail ainsi fixé, devint bientôt insuffisant. Les villages durent parfaire avec leurs ressources particulières les majorations de salaire ; le Protectorat éprouva de grosses difficultés pour le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire aux travaux publics.

Le gouvernement annamite pensa remédier à cette situation en prenant l'Ordonnance royale du 8 janvier 1904 (3).

1. Voir *supra* page 21 et suivantes.

2. Le Conseil de Régence..

3. Rendue exécutoire par arrêté du 17 février 1904. A première vue, cet acte paraît revenir sur un engagement pris par le roi en 1898, quand il déclarait « les corvées complètement supprimées », puisque rachetées par le paiement de l'impôt personnel nouveau. En réalité, il n'en est rien, car, si l'on admet, avec le rédacteur de l'ordonnance du 15 août 1898, le chiffre de 0 piastre 40, comme quotité de l'ancienne taxe personnelle fondue dans la taxe unique, il faut conclure que la différence, soit 1 piastre 80, représente le montant du rachat des corvées. Autrement dit, dix-huit journées sur trente, primitivement prévues par l'ordonnance du 30 octobre 1897, ont été rachetées en 1898 (au prix de 0 piastre 10 l'une).

Chaque inscrit valide dut à l'Etat six journées de **prestations** (1).

L'Ordonnance royale de 1904 n'augmentait pas en droit les charges des inscrits ; elle attribuait seulement à l'Etat plusieurs des journées de travail jusqu'alors fournies aux communes.

Afin de ne pas leur enlever leur caractère initial, il fut décidé que ces six journées seraient employées uniquement à des travaux d'intérêt régional. Quelques unes pouvaient être rachetées par les villages. Leur nombre et le taux du rachat étaient fixés chaque année par décision du Protectorat d'accord avec le Comat (2).

Les rôles de prestations étaient établis par village, dans les mêmes conditions que ceux de l'impôt personnel, et rendus exécutoires par le Résident supérieur après avis conforme du Comat (3).

Le chiffre des journées de prestations dues à l'Etat fut porté à 8 par rapport au trône du 7 décembre 1907 (3).

Les deux journées, par inscrit, et par an, restant aux vil-

Il semble, d'autre part, difficile de qualifier de corvée, les dix journées abandonnées aux villages en 1897. Elles étaient employées sur le territoire communal à proximité et répondait plus à la définition du mot prestation qu'à toute autre.

On eut soin, d'ailleurs, d'élucider ce point en précisant que les dispositions de 1898 « ne concernaient que les corvées pour les grands travaux et qu'on n'avait pas eu l'intention de supprimer les prestations affectée aux travaux d'utilité publique ».

1. Exception faite pour les Chuc sac, mien sai, etc., exemptés d'impôt personnel, et les mien dien et don lan.

2. Conseil de régence.

3. Rendue exécutoire par arrêté du 31 décembre 1907.

lages pour l'exécution des travaux communaux parut insuffisant, et le gouvernement annamite procéda en 1908 à un nouvel examen de la question sur les bases établies en 1897.

L'Ordonnance royale du 4 décembre 1908 (1) s'est proposée « d'assurer aux villages les moyens de satisfaire, sans recourir à des corvées supplémentaires, aux besoins purement communaux, sans que l'Etat ne puisse rien y prétendre ».

Pour ce faire elle leur attribua cinq journées de prestations.

Les cinq autres doivent être employées des travaux d'ordre exclusivement local « sans longue absence, sans déplacement lointain, sans frais accessoires pour les prestataires. » Deux journées sont obligatoirement rachetables ; trois facultativement, ou exécutées en nature, selon les besoins de la région, après entente entre les autorités provinciales, les Résidents et les communes intéressées.

Les notables font connaître au commencement de l'année, le nombre des journées qu'ils désirent racheter. Le prix fixé à 0 piastre 20 par jour comme précédemment, ne peut être modifié que par une décision concertée du Comat (2) et du Résident supérieur (3).

On a délimité des circonscriptions de recrutement et d'emploi de la main d'œuvre prestataire ; une autorisation spéciale du Comat (2) et du Résident supérieur en permet l'emploi en dehors des zones.

1. Rendue exécutoire par arrêté du 31 décembre 1908.

2. Conseil de Régence.

3. Un arrêté du 29 janvier 1909 a fixé à 0 piastre 50 la quotité du

Chaque année un programme de travaux par province est soumis à l'autorité supérieure. Celle-ci en fixe l'avance, l'époque d'exécution et le nombre de journées qui seront effectivement exigées. Il est recommandé à l'administration provinciale de causer le minimum de dérangement aux intéressés, d'appeler les prestataires sur les chantiers par bans successifs et non en bloc. Les chefs de canton sont associés au contrôle des intérêts dont ils ont la charge.

La situation de chaque commune au point de vue des prestations doit apparaître avec netteté, à tout moment. A cet effet, il est tenu deux registres contrôlés, l'un spécial au huyen, l'autre au canton. Une comptabilité très simple fait ressortir le nombre des journées obligatoirement et facultativement rachetables, le montant des rachats effectués, le chiffre des journées à fournir en nature, celui des journées déjà faites et inscrites à mesure de leur accomplissement, enfin, le nombre des journées non employées pour les besoins de la circonscription et qui restent à la disposition des villages.

Les **peuplades autochtones** ou immigrées de la partie montagnaise ont été soumises à des régimes d'exception.

Dans les huyen laotiens du Thanh hoa (1) tout homme valide de dix-neuf à soixante ans doit des corvées et un impôt

rachat de la journée de prestations dans le Binh-Thuân cette augmentation est motivée par la cherté de la main-d'œuvre dans cette province limitrophe de la Cochinchine.

1. Ordonnance royale du 8 octobre 1898 rendue exécutoire par arrêté du 9 novembre 1898.

personnel fixé à 2 piastres par an, pour les Laotiens et les Thaï ; à 1 piastre pour les Meo, les Kha les Pouenn et les Giaos. Le nombre de journées de corvée, employées sur le territoire même de la circonscription, est de vingt pour les premières, de dix pour les autres. Sont exempts de toute charge : Les Pha nga (1), les Phia hua pan (1), les Phia palat (1), les La sa (1), les chefs de canton et de village, les bonzes et les infirmes.

Dans les Chau Muong du Nghe An (1), il n'est dû qu'une taxe de 2 piastres 20 par maison.

La décision du 9 octobre 1898 supprimait les redevances en nature payées par les Moï du Centre et du Sud Annam et les remplaçait par une taxe personnelle perçue sur tout homme valide de dix-huit à soixante ans. Elle était de 1 piastre pour les Moï du Binh Dinh ; de 1 piastre 50 pour ceux de Nhatrang, de Phan Rang et Binh Thuan ; de 2 piastres pour ceux du Phu yen (2). Seuls les Moï Rade (3) continuent à verser en nature 800 cans de cire jaune par an.

Ces diverses taxes personnelles font l'objet de rôles numériques, dressés sur les indications des autorités locales, par les représentants du protectorat. Ces rôles sont approuvés par le résident supérieur et le gouvernement annamite.

L'impôt est perçu par les chefs des villages reconnus par

1. Chefs héréditaires.

1. Ordonnance royale du 20 octobre 1898 rendue exécutoire par arrêté du 9 novembre 1898.

2. Ordonnance royale du 30 avril 1905 rendue exécutoire par arrêté du 13 mai 1905.

3. Moï de la région de Binh Nguyen et Ninh Hoa.

les fonctionnaires provinciaux et versé aux délégués des résidents chefs de provinces. Au Binh Thuan, la collection des taxes est effectuée par des chefs acceptés par le gouvernement ; au Phu-Yen, par le *Quan Muc* et les *Dao Muc* (chefs héréditaires).

L'assiette de l'**impôt foncier** (1) était encore plus mauvaise que celle de la taxe personnelle. Le grand nombre des catégories de terrains facilitait les abus et les exactions ; les

1. Contrairement à ce qui se passe dans les autres parties de l'Indochine, l'*Européen* ne supporte en Annam aucun impôt foncier rural. Cette exemption n'est pas, comme on pourrait le croire, motivée par le désir de favoriser leur établissement dans le pays ; elle est la conséquence d'un défaut de législation.

L'article 14, de l'arrêté du 28 avril 1899, prévoit, en effet, que « les terrains concédés à titre définitif sont soumis à l'impôt foncier selon les lois, règlements et ordonnances en vigueur dans le royaume ». L'ordonnance royale du 27 mars 1899, constituant la propriété française en Annam, décide que « l'impôt de ces biens sera perçu par l'intermédiaire des résidents ». Comment en déterminer l'assiette et le montant ? Dans le cas le plus favorable, c'est-à-dire s'il s'agit de terrains ayant appartenu à des indigènes et astreints depuis de nombreuses années au paiement d'un impôt foncier, il pourra être arrêté suivant les principes admis ; autrement dit après une répartition effectuée par des notables communaux. Mais alors, le propriétaire français devient l'administré des autorités indigènes, avec lesquelles il discute le résultat de cette opération, et ce, contrairement aux termes de l'ordonnance précitée et des conventions régissant le Protectorat. Si, d'autre part, l'on écarte ce procédé, l'administration manque d'éléments légaux pour établir une évaluation et éprouve de ce chef une perte sèche, car elle ne saurait en toute équité, réclamer cet impôt au village intéressé. Les difficultés sont encore plus grandes en ce qui concerne les exploitations nouvelles pour lesquelles il n'existe dans l'état actuel de la législation aucune base rationnelle de taxation, aucun terme de comparaison.

L'absence d'une réglementation précise, claire, soulève des difficultés qu'il importe de faire disparaître, en créant par exemple un *rôle foncier européen* et un régime spécial.

rifs différaient du nord au sud ; le paiement en nature pesait lourdement sur les contribuables, était souvent cause de moins-values considérables pour le Trésor.

L'Ordonnance royale du 15 août 1898 se proposa de remédier aux défauts relevés à l'usage. La perception de l'impôt en nature fut supprimée ; un régime uniforme appliqué à toutes les provinces.

Le nombre des catégories de terrains de cultures diverses fut réduit à six, celui des rizières fixe à quatre.

Terrains			Rizières		
1 ^{re} catégorie	1 p. 50	le mau	1 p. 50	le mau	
2 ^e —	0 70	—	1 20	—	
3 ^e —	0 50	—	0 80	—	
4 ^e —	0 40	—	0 60	—	
5 ^e —	0 20	—			
6 —	0 10	—			

Les rizières et terrains étaient inscrits à ces diverses classes non en raison de leur qualité et de leur rendement, mais du régime antérieur auquel ils avaient été soumis « grâce à la bienveillance des ancêtres ».

On invita les maires et notables de chaque village à se présenter dans le délai d'un mois au siège du *Phu* ou *Huyen*, devant le Résident et les autorités provinciales ou leurs délégués, et à faire leurs déclarations. Des peines disciplinaires frappaient les intéressés, dont les dires étaient reconnus inexacts. Les terrains et rizières non déclarés étaient imposables à la catégorie supérieure ; ils devenaient biens domaniaux ou étaient portés d'office à la première classe, si la

dissimulation de superficie était d'un cinquième. Les terres non inscrites et déclarées spontanément bénéficiaient du tarif de la catégorie inférieure.

Les rôles d'impôt foncier étaient dressés par les Résidents et les autorités provinciales sur les indications fournies par les maires et notables. Après approbation par le Comat (1) et la Résidence supérieure, on délivrait à chaque *ly truong* une carte quittance et un extrait des inscriptions concernant son village.

De même que pour l'impôt personnel, la plupart des dispositions, édictées autrefois par le gouvernement annamite, et concernant l'assiette, les modes d'établissement et recouvrement de cet impôt étaient maintenus (2). La recette de l'impôt était effectuée par les représentants du Protectorat.

L'impôt foncier s'arrête à la limite des circonscriptions habitées par les races montagnardes. Au Darlac (3), des droits de sortie sur les chevaux, les buffles, les produits divers du pays, dépouilles d'animaux etc., en tiennent lieu (4).

Ce régime d'impôts directs est encore en vigueur à l'heure actuelle. Les Résidents chefs de province se sont efforcés d'en tirer le meilleur parti possible, en veillant à la sincérité des

1. Conseil de Régence.

2. Voir *supra*, pages 21 et suivantes.

3. Province occupant le plateau du Darlac dans l'arrière pays de celles de Nha Trang et Phu yen.

4. Le montant de ces taxes est estimé à 6.000 piastres.

déclarations ; en supprimant de nombreux intermédiaires qui se glissent entre eux et la matière imposable. Ils ont redressé les abus, toutes les fois qu'il leur a été possible ; réprime sévèrement les exactions signalées ; cherché à assurer enfin l'honnêteté de la perception.

CHAPITRE II

Charges spéciales aux asiatiques étrangers. — Patente

Les asiatiques étrangers ont été soumis en 1889 (1) à un régime dont la plupart des dispositions ont subsisté jusqu'à ce jour.

Ils sont répartis par les soins des résidents, suivant leurs origines, entre les congrégations (2) autorisées de la province où ils se sont fixés. Celles-ci sont pécuniairement responsables dans la personne de leur chef et au besoin solidairement dans celle de tous leurs membres, de la totalité des contributions personnelles dues par les congréganistes. Elles ont à leur tête un chef et un sous-chef élus, dont les nominations sont soumises à l'approbation du résident supérieur et du gouvernement annamite. Ces personnages sont les seuls intermédiaires autorisés entre l'association et l'administration.

Tout Asiatique étranger immigrant, est tenu de faire cons

1. Arrêté du 24 juin, voir *supra*, page 65.

2. Elles peuvent être au nombre de quatre si le chiffre des chinois résidant dans une même province l'exige. Congrégations de Haïnam de Canton, Triouchau, Phuockien.

tater son arrivée et de demander son inscription à l'une des congrégations de son domicile. Accepté par celle-ci, il lui est délivré une carte d'immatriculation, contre paiement d'un droit fixé à 1 piastre. En cas de refus, l'administration prend les dispositions qu'il convient ; le plus souvent, ordonne l'expulsion de l'intéressé.

L'inscription et le port de la carte d'immatriculation sont obligatoires pour pouvoir séjourner en Annam. Les infractions à ces dispositions sont punies par des amendes variant de 2 piastres à 5 piastres.

Tous les déplacements des intéressés doivent être signalés à la résidence. Les chefs de congrégation sont astreints à tenir l'autorité locale au courant des mouvements survenus dans la composition de leurs groupes. Ces mesures sont destinées à permettre la surveillance des Chinois et faciliter les recherches de la matière imposable.

Un **droit d'immatriculation** frappe les Asiatiques étrangers à l'exclusion de toutes autres charges personnelles, telles que prestations, service militaire, impôt personnel, supportées par les contribuables indigènes. Cette taxe constitue en fait une capitation. (1) Elle fait l'objet de rôles dressés annuellement par les Résidents avec le concours des autorités annamites et des chefs de congrégation et approuvés par

1. Cette législation spéciale est cependant mal venue auprès du gouvernement chinois, sa suppression s'imposera le jour prochain ou ce dernier, excipant du régime d'exemption consenti à son voisin le Japon, demandera pour ses nationaux un traitement plus compatible avec leur dignité de sujets d'un grand empire.

le Résident supérieur. Il peut être établi des rôles supplémentaires mensuels pour les omis et les nouveaux arrivants.

Le chef de congrégation est responsable de la rentrée du montant des droits dus par le groupe qu'il dirige ; il en assure la perception et le versement à la résidence avant le 1^{er} mars de chaque année. Le paiement de l'impôt est contrôlé par des cartes de séjour (1) portant le *diem chi* (2) des titulaires. Le port de cette carte est obligatoire sous peine d'amende (2 à 5 piastres.)

Les femmes, les infirmes, les enfants de moins de quinze ans, les vieillards de plus de soixante ans, sont exempts, et reçoivent des laissez-passer gratuits renouvelables chaque année.

Les tarifs de la taxe d'immatriculation furent relevés le 1^{er} juin 1897 en raison de la baisse constante de la valeur de la piastre. Ils ont été fixés à 88 piastres pour les asiatiques étrangers inscrits à la première catégorie (3) ; à 30 piastres pour ceux de la seconde (4) ; à 7 piastres, 5 piastres et 1 piastre pour ceux de la troisième, quatrième et cinquième catégories (5).

1. L'arrêté du 26 septembre 1898 a rendu applicable en Annam celui du 15 décembre 1893 établissant le modèle de la carte de séjour au Tonkin et en a fixé le prix à 1 piastre (photographie comprise).

2. Signature obtenue par la reproduction des grandeurs des phalanges de l'index de la main droite.

3. Les patentés hors classe, de première et deuxième classes, les propriétaires acquittant un impôt foncier de 60 piastres, composent la première catégorie (4). Les patentés des troisième, quatrième et cinquième classes et les propriétaires payant de 20 à 60 piastres d'impôt foncier constituent la deuxième catégorie (5). Les trois dernières sont formées par tous les intéressés non classés et répartis suivant leurs fortunes ou leur résidence.

Ces dispositions furent complétées le 1^{er} juin 1897 par un arrêté fixant à 6 piastres le prix des passeports délivrés aux asiatiques étrangers quittant l'Annam.

Le 11 septembre 1898, ceux-ci devaient se munir de **laissez-passer** pour tout changement définitif ou absence momentanée du centre d'immatriculation ; de permis pour se rendre dans une province autre que celle d'arrivée. La délivrance de ces pièces par la résidence est sujette au paiement d'un droit d'enregistrement de 1 piastre (1).

Tout français ou étranger exerçant en Annam un commerce, une industrie ou une profession quelconque — sauf exceptions déterminées — fut assujetti au paiement d'une **patente** par arrêté du 14 novembre 1901 (2).

Cette contribution comprend un droit fixe et un droit proportionnel : Ce dernier n'est applicable qu'aux patentables des six premières classes habitant Thanh-bôa, Vinh, Hué, Faifoo, Quinhon, Phan Thiet.

Le droit fixé est établi par classes (9 classes, et 1 hors classes). Il varie de 0 piastre 50 à 300 piastres. Il est aug-

1. Les asiatiques étrangers de la première et deuxième catégories peuvent se faire délivrer des cartes de circulation trimestrielles de 4 piastres.

2. Les annamites ne sont pas assujettis à la patente. Ce traitement, justifié dans l'intérieur où les indigènes exercent à peu près seuls un commerce peu important, crée souvent dans les centres des anomalies flagrantes, et provoque des réclamations de nombreux intéressés, plus particulièrement des entrepreneurs européens. Deux individus exerçant la même profession dans un même lieu, sont, en effet, ou non soumis à cette contribution sans autre motifs que leur origine.

menté d'une contribution spéciale perçue pour pourvoir aux besoins de la Chambre de commerce et d'agriculture de l'Annam.

Un tableau B, annexé à l'arrêté, répartit les professions entre les diverses catégories. Celui-ci est complété par arrêté spécial du Résident supérieur rendu en Conseil du Protectorat et sanctionné dans les cinq ans par le Gouverneur Général (1).

Le droit fixe est dû pour chaque établissement, boutique ou magasin. S'il y a pluralité d'industries et de commerces dans un même local, on applique une seule patente correspondant au négoce le plus taxé.

Le droit proportionnel est égal au 1/30 de la valeur locative de la maison d'habitation et des magasins occupés. Il ne peut toutefois excéder le montant du droit fixe ni être supérieur à 2 piastres pour les patentables de la sixième catégorie.

Les professions non assujetties sont énumérées dans l'article 11 de l'arrêté du 14 novembre 1901.

La patente est due pour l'année entière sauf les cas de fermeture pour cause de faillite ou de mort. Elle est payable par trimestre et d'avance. Les propriétaires ou détenteurs successifs d'un même établissement sont solidairement responsables du paiement de l'impôt.

Un rôle annuel est établi par les soins du Résident. Les commerçants peuvent en prendre connaissance et remettre

1. L'arrêté du 30 décembre 1903, et l'arrêté du 18 mai 1908.

leurs observations pendant les dix jours qui précèdent son envoi au Résident supérieur (1). Ce dernier règle les contestations soulevées.

Les commerçants omis, nouveaux ou modifiant l'importance ou la nature de leur négoce, font l'objet de rôles supplémentaires trimestriels sujets à la même procédure.

Les rôles sont rendus exécutoires après vérification et approbation par le Résident supérieur. Ils sont immédiatement publiés et affichés. Le Résident supérieur statue seul sur les demandes en remise ou modération ; en Conseil du Protectorat, sur les réclamations en décharge ou réduction transmises au chef de province dans le délai d'un mois après cette publication.

Les infractions à ces règles, les fausses déclarations sont punies d'une amende égale à deux ou trois fois le montant de la taxe due.

1. Les commerçants sont invités par voie de journal et affiches à en prendre connaissance dans les bureaux pendant ce délai.

CHAPITRE III

Marchés ; Divers

Redevances. — Affermage. — Droit de chancellerie, etc.

Dès le 13 décembre 1900, le Protectorat envisageait la possibilité d'imposer de faibles redevances les marchés locaux exploités par les communes ou à leur profit ; « c'était, disait une lettre du Résident supérieur, un acheminement vers l'affermage. En 1902, les villages furent répartis suivant l'importance de leurs marchés en 5 catégories, dont 4 étaient imposées à 60 piastres, 36, 24 et 12 par an. La circulaire du 15 octobre 1903 en augmentait le nombre et les tarifs — 9 catégories à 360, 300, 240, 180, 120, 96, 72, 48, 24 piastres par an. Cette classification tout empirique cachait souvent des inégalités entre les villages d'une même catégorie, dont les revenus d'exploitation étaient parfois fort différents.

Des craintes, inspirées par l'équilibre budgétaire en 1907, attirèrent l'attention de l'autorité supérieure sur la faiblesse du produit de ces taxes — à peine 50.000 piastres en 1906. Elle décida d'appliquer le régime de l'affermage en usage au Tonkin et fit procéder entre Annamites seulement à un

appel d'offres pour la mise en exploitation des marchés à partir du 1^{er} janvier 1907, moyennant paiement d'une redevance mensuelle. Afin de les mettre à la portée des revenus des villages, les adjudications furent fractionnées.

Le cahier des charges distingue deux catégories de marchés soumis à des tarifs différents. La première comprend les marchés édifiés dans les gros centres, dans les communes dont la population est aisée, la seconde s'étend à tous les autres. Le fermier est autorisé à percevoir le prix des places suivant des tarifs déterminés à l'avance et établis par tête, charge, pièce ou mètre cube ; ces derniers rédigés en français, en caractères, en *quoc nga*, doivent être affichés en bonne place, afin de permettre à tout intéressé de connaître le montant de la taxe qu'il doit acquitter.

L'administration s'engage à interdire dans les villages, tous marchés autres que ceux prévus, et à empêcher la formation de nouveaux établissements dans un rayon de 3 kilomètres.

Le choix des collecteurs est soumis à l'autorité provinciale. Le fermier est responsable des actes de ses agents ; il dispose des constructions élevées sur l'emplacement des marchés ; il doit les entretenir en bon état de conservation, assurer le balayage et la propreté des lieux.

Ce régime fut très critiqué. Une consultation des autorités locales eut lieu (1) et le 1^{er} octobre 1908, une circulaire du

1. Cette consultation n'a pas donné partout les mêmes résultats. Si généralement les autorités communales, invoquant la nécessité de laisser la police des marchés entre leurs mains, se sont montrées favorables à la concession de l'exploitation aux villages, quelques-unes ont cependant

Résident supérieur en Annam invitait tous les Résidents à réserver aux communes qui la sollicitaient, l'exploitation de leurs marchés, si la redevance offerte était au moins égale, ou peu inférieure, à celle payée actuellement.

Parmi les revenus divers au Protectorat, il convient de citer les **droits de chancellerie** perçus sur les actes de navigation (art. 124-152 des tarifs de chancellerie) et la **ferme des nids d'hirondelles**. L'exploitation de cette dernière a été adjugée le 26 novembre 1902 pour une période de huit ans et la somme annuelle de 21.601 piastres.

Les recettes diverses comprennent des produits variables recouvrés et versés par le gouvernement annamite pour bacs, pêcheries, etc. ; rachat de peines prononcées par les tribunaux indigènes.

marqué fort peu d'empressement à cet égard et hésité à ajouter cette charge à leurs attributions déjà trop nombreuses. Par contre, les marchands et les colporteurs se sont déclarés dans certaines provinces, nettement hostiles à cette mesure, en protestant qu'ils ne seraient pas mieux traités par les employés des notables que par ceux du fermier, et qu'ils auraient, le cas échéant, moins de recours contre les uns que contre les autres.

TITRE III

PROTECTORAT DE L'ANNAM DE 1897-1910

Impôts indirects

CHAPITRE PREMIER

Régime douanier

Droits de douanes à l'importation, au transit, à l'exportation. — Taxe de sortie sur les riz et paddys. — Droits de statistique. de phare et d'ancrage, de navigation, de plomb, etc.

Les principes et règles posés par la loi du 11 janvier 1892 ont survécu avec les quelques modifications de détail apportées en Indochine par la promulgation de divers textes métropolitains. La législation douanière de la colonie fut complétée sur certains points, régime des entrepôts fictifs, nomenclature des marchandises constituées en dépôt par la douane et des taxes à percevoir (arrêtés des 6 octobre 1889 et 4 mai 1898) (1). Le 7 janvier 1899 on

1. Arrêté promulguant le décret du 17 août 1897 portant création d'entrepôts fictifs en Indochine.

organisait l'admission temporaire et la répression en matière de douanes et contributions indirectes (1).

L'application des textes de 1892, soulevait cependant des critiques amères ; les négociants de la colonie protestaient contre le sacrifice inutile de leurs intérêts, à ceux de la métropole ; leurs représentants demandaient une refonte complète de la tarification spéciale dont le commerce chinois était seul appelé à bénéficier.

Une commission fut réunie le 12 avril 1897 pour étudier ces doléances. Elle concluait à la nécessité de protéger l'industrie locale contre l'industrie chinoise ; de lutter contre les procédés de certains commerçants anglais et allemands qui profitaient du régime de faveur accordé aux objets de fabrication et d'usage chinois, pour importer de Macao et Hong-Kong, des objets identiques sans indication de provenance, et marque de fabrique ; elle proposait en conséquence, le classement au tarif général de certains produits, et un relèvement des droits sur quantité d'autres. Le projet présenté fut quelque peu modifié par la Chambre de commerce et les Conseils de la colonie, et adopté par le Conseil d'Etat. Il fit l'objet du décret du 29 décembre 1898 (2). Le nouveau tarif excluait le Japon.

Les décrets du 26 août 1904, et 16 octobre 1908 (3) augmentèrent encore les droits spéciaux sur certains articles

1. Arrêté, le 31 mai 1898, réglementant le droit de transaction.

2. Promulgué le 7 février 1899.

3 Promulgué le 25 novembre 1908.

chinois trop avantagés ; en soumettent quelques-uns autres au tarif général en raison de la concurrence qu'ils faisaient aux similaires nationaux et locaux.

La création **des taxes de sortie** avait été motivée à l'origine par le souci d'empêcher l'exode des denrées de première nécessité, ou de favoriser l'industrie ; mais des préoccupations budgétaires altérèrent bientôt le caractère protectionniste de ces mesures ; le but fiscal l'emporta. L'arrêté du 12 octobre 1895 frappait la plupart des produits exportés du pays d'Annam, sans autre justification valable que le désir d'augmenter les ressources du Protectorat. La nouvelle tarification était différentielle ; la quotité des droits variait suivant la destination déclarée. Ces dispositions soulevèrent des difficultés d'ordre juridique. On dénia à l'autorité de la colonie le droit d'établir de semblables taxes ; leur légalité fut fortement contestée. Celles-ci, disait-on, relèvent de la législation douanière et ne peuvent être fixées que par des décrets en forme d'administration publique.

La question fut portée devant le Comité Consultatif du Contentieux des Colonies en 1895. Le Président de cette assemblée émit l'opinion que la taxe de sortie, pouvait présenter à la fois le caractère d'un droit de douane, et celui d'un mode de perception de l'impôt foncier. Il la décomposait à cet effet en deux parties : l'une, variable arrêtée conformément aux dispositions de la loi de 1892 ; l'autre, toujours la même, quelle que soit la destination, détermi-

née par l'autorité locale, dans des conditions fixées par les textes organiques (1).

Cette théorie fut admise. Le gouvernement général de

1. Consultation de M. Dislère, Président du Comité Consultatif du
Contentieux des Colonies

Un droit de sortie peut être un mode de perception de l'impôt foncier, il peut être également un droit de douane frappant le passage à la frontière d'un produit quelconque par exemple comme le disait Gondart dans son rapport à la Constituante sur notre premier tarif régulier pour « retenir par des droits les matières premières utiles à nos manufactures » ou encore comme dans certains pays aux finances rudimentaires pour créer des ressources d'une perception facile sous le prétexte que les produits exportés sont un appauvrissement pour la consommation locale.

b) Un droit de sortie peut donc avoir l'un ou l'autre de ces caractères, impôt douanier, mais il ne peut en avoir d'autre. On ne saurait le qualifier ni impôt de consommation, « puisqu'il frappe précisément ce qui n'est pas consommé, ni impôt local » sans autre dénomination, car en dehors des impôts directs proprement dits, des impôts sur la fortune ou la transmission de la fortune, des impôts de consommation ou des droits de douane, les budgets locaux ne peuvent comprendre que des taxes perçues comme rémunération de services rendus, postes télégraphes, etc.,

Le même produit peut d'ailleurs être frappé à la fois de droits de sortie établis aux deux titres foncier et douanier. D'où se déduit la règle pratique suivante à appliquer pour la Cochinchine.

Les droits de sortie sur les riz paddys et cargos devront se composer de deux parties :

1° Une partie A représentative de l'impôt foncier qui serait la même, naturellement, quelle que soit la destination du produit exporté ; aucune exception, aucune réduction ne pouvant être accordée (pas même pour les riz et paddys expédiés en France ou dans les colonies françaises). Comme ce serait là une taxe ordinaire, une délibération du Conseil colonial déterminerait la base de l'impôt dans les conditions prévues à l'article 33, du décret du 28 septembre 1888 ; un vote du même conseil fixerait le tarif de la taxe, conformément à l'article 32 du même décret.

2° Une partie B ayant un caractère économique un but de protection pour les décortiqueries locales, elle serait établie comme l'ont été toutes les modifications apportées pour l'Indochine au tarif métropolitain c'est-à-dire conformément à la loi de 1892 après avis du Conseil co-

l'Indochine fit mettre à l'étude plusieurs projets et plus particulièrement la création d'une double taxe sur les riz et paddys. Ceux-ci furent soumis à l'examen des assemblées de la colonie, et le résultat de ces diverses collaborations, approuvées par le Conseil supérieur en 1898, fut adopté par le Conseil d'E'tat. Il fit l'objet d'un décret du 29 décembre 1898 (1).

Ce texte arrêta un tableau des droits de douane perçus sur les produits exportés de l'Indochine ; exemptait de toute taxe de sortie les expéditions en droiture à destination de la France et des colonies françaises. Le tarif était établi de façon à retenir dans le pays les matières premières, et les produits du sol indispensables à ses besoins ; empêcher ainsi un renchérissement de l'existence matérielle. Il prohibait la sortie des buffles, caoutchouc, de la gutta percha, des engrais chimiques et végétaux : il déclarait franche, l'exportation des produits manufacturés afin de ne pas entraver le développement des industries indochinoises. Ces dispositions furent complétées, en ce qui concerne les bois et les poivres, par les décrets du 11 juillet 1902, 15 mai 1904, 25 décembre 1904.

Une partie de l'ancien droit de sortie sur les riz et paddys, étant ainsi incorporée au tarif de 1899, l'administration locale se préoccupa de déterminer la nouvelle taxe repré-

lonial, et par décret en forme de règlement d'administration publique (art. 3 et 4, loi 1892).

1. Promulgué le 7 février 1899.

sentative de l'impôt foncier, perçue sur tous ceux exportés, quelle que soit leur destination. Le 7 février 1899, elle en fixait le montant par 100 kilogs à 0 piastre 12, pour les paddys et riz cargo renfermant plus de 33 o/o de paddy ; à 0 piastre 15, pour les riz cargo ; à 0 piastre 19, pour les riz blancs ; à 0 piastre 09, pour les brisures ; et 0 piastre 05 pour les farines.

Le **droit de statistique** était devenu un véritable impôt de quittance, perçu sur les actes les plus divers de l'Administration des Douanes et Régies. Le décret du 24 novembre 1898 (1), promulguée le 7 février 1899, lui rendit un caractère plus approprié à sa destination en en restreignant l'application à toutes les opérations de sortie et d'entrée de marchandises sur le territoire de l'Indochine. Il fut fixé à 0 piastre 10 par colis, par tonne, mètre cube, ou tête suivant la nature ou le mode d'emballage des articles.

Le décret du 30 décembre 1898, approuva le mode d'assiette et la quotité du **droit de phare et d'ancrage**, tels qu'ils avaient été déterminées le 21 décembre 1895. Le 12 novembre 1901, on unifia les tarifs à 0 fr. 40 par tonneau de jauge (2) pour tout navire entrant ou sortant. Huit cas d'exemption furent prévus, navires entrant ou sortant sur les bâtiments de guerre ou de plaisance, bateaux relâ-

1. Le décret du 24 novembre 1898 applique à l'Indochine l'article 3 de la loi du 22 janvier 1872.

2. Le jaugeage indiqué par le tonnage et porté sur les documents officiels du navire, sert de base à l'évaluation.

chant par suite d'avarie ou de mauvais temps, ou chargés de pétrole ou de minéral.

Les navires se livrant au cabotage le long de la côte d'Indochine ou navigant en Extrême-Orient acquittent seulement le $\frac{1}{5}$ des droits (1).

La législation concernant **le droit de navigation** fut entièrement modifié en 1899 (2). Tout navire, chaloupe, jonque et barque de mer, jaugeant moins de 160 tonneaux, touchant dans un port, pratiquant le cabotage ou la pêche sur la côte, est exempt des droits de phare et d'ancrage, mais assujéti au paiement d'une taxe de navigation annuelle. Celle-ci, variable suivant le jaugeage, est fixé jusqu'à 20 tonneaux de jauge, et varie de 0 piastre 20 à 10 piastres pour les barques indigènes; de 0 piastre 40 à 20 piastres pour celles étrangères. Au-delà, elle est augmentée d'un droit proportionnel de 0 fr. 50 ou de 1 franc par tonneau suivant la même classification.

Les barques de nationalité chinoise, venant pêcher dans les eaux territoriales du Protectorat, doivent se munir d'un permis délivré à la Cac ha, après versement du droit de navigation, et dépôt d'une soumission de garantie pour les taxes à payer ultérieurement.

La perception est effectuée par les agents des Douanes et Régies. Les propriétaires ou patrons de bateaux intéressés, sont tenus de les faire inscrire dans l'un des bureaux de ce

1. Arrêté du 30 décembre 1903.

2. Arrêté du 11 octobre approuvé par décret du 9 mars 1900.

service ; il leur est délivré un livret d'immatriculation établissant l'identité de l'objet du droit et destiné à faire ressortir les paiements effectués.

Cette réglementation fut étendue, le 14 février 1901, aux navires, jonques, chaloupes, barques de mer de même espèce, naviguant dans les eaux maritimes et fluviales, à moins de 1 myriamètre de la côte de la région des salines.

Une décision du 13 décembre 1889, avait fixé à 0 fr. 10 le **prix des plombs** apposés par la Douane, sur les caisses et objets divers transitant. Cette taxe de remboursement est actuellement régie par les observations préliminaires du tarif général de 1892 et reste fixée au même tarif.

L'arrêté du 31 août 1895 a déterminé le prix des imprimés cédés aux particuliers par le Service des Douanes et Régies ; le décret du 22 septembre et celui du 6 novembre 1899 ont établi le montant des remises sur les traites de douane et crédit d'enlèvement.

CHAPITRE II

Alcools européens et alcools indigènes

A partir de 1897, le régime des diverses régies et taxes de consommation instituées antérieurement, évolua vers une réglementation fiscale de plus en plus rigoureuse.

L'assiette et la quotité de droit de consommation sur les alcools européens (1) furent déterminés à nouveau le 8 novembre 1897 et 30 mai 1898 (2).

Les alcools et spiritueux de toute nature et de toute provenance, les alcools de forme européenne fabriqués dans le pays sont assujettis au paiement d'une taxe de consommation assise sur le litre d'alcool pur ; elle varie suivant le titre et la nature des produits de 0 fr. 75 à 2 fr. 50, avec minimum de perception pour quelques-uns. Elle est perçue par des agents des Douanes et Régies à l'entrée sur le territoire, ou à la sortie des distilleries soumises à l'exercice. Les alcools en transit, ou exportés n'y sont pas astreints. L'arrêté du 9 mai 1898 (3) posait les procédés de dénaturation, et

1. L'administration a songé à établir un droit de consommation sur les vins. Ce projet, soumis en 1906 au Conseil supérieur rencontra l'opposition unanime des membres et fut retiré.

2. Arrêtés approuvés par décret du 30 décembre 1898.

3. App. par décret du 30 déc. 1898.

admettait les alcools dénaturés, au bénéfice d'une taxe réduite à 20 francs par hectolitre d'alcool pur. Celui du 5 juillet 1898 la réduisait à 10 francs pour les alcools à brûler dénaturés.

Un nouveau règlement des distilleries d'alcool européen et indigène intervenait le 9 mars 1900. La déclaration d'ouverture était remplacée par une autorisation du Directeur des Douanes et Régies. Le fabricant s'engageait à se conformer aux arrêtés, règlements relatifs à la police générale et au régime des alcools. Les établissements étaient soumis à l'exercice.

La vente en gros ou au détail par les distillateurs, donnait lieu à la délivrance de permis de circulation, rédigés en français, formulés en mesures françaises. Celui-ci devait accompagner la circulation des alcools quelle qu'en fut la quantité (au delà d'un litre).

Ce régime fut un peu modifié dans la suite la quotité de la taxe relevée (1).

L'adjudicataire chinois de la ferme des alcools indigènes, n'avait pu remplir les engagements, et, un contrat de gré à gré passé le 1^{er} novembre 1897, lui substituait un débitant général européen (2). Le monopole d'achat au distillateur et de vente en gros, lui était réservé pour une période de trois ans et deux mois. Il agréait les débiteurs au détail munis de licences ; il s'engageait à verser une redevance

1. *Infra*. Régime des alcools indigènes.

2. Exception faite pour les alcools fabriqués pour la Cour de Hué pour les besoins du culte, exempts de tout droit.

mensuelle de 37.325 piastres, supposant une vente de 746.500 litres par mois (soit un droit de consommation de 0 piastre 05 par litre annamite d'alcool).

Le 17 octobre 1898, ce contrat fut résilié à l'amiable, et l'exploitation divisée par province comme au Tonkin. Quelques-uns des nouveaux contrats furent résiliés après quelques mois d'exécution, et les arrêtés du 6 mai 1899 et du 7 décembre 1899 (1) ordonnaient l'exercice direct du monopole des alcools indigènes en Annam, par l'Administration des Douanes et Régies, dans les conditions fixées le 16 décembre 1898, en Cochinchine et au Cambodge.

L'ouverture d'une distillerie par un fabricant, ou un syndicat de village constitué à cet effet, devait donner lieu à une déclaration préalable au bureau des Douanes et Régies de la circonscription. Un agent de surveillance était attaché à chaque établissement. La taxe de consommation, perçue à la sortie des entrepôts s'élevait à 1 piastre 25 par litre d'alcool pur, sans toutefois atteindre les alcools exportés (2).

Les dispositions relatives à la vente des produits furent modifiées le 12 novembre 1901. En 1902 enfin, le régime des alcools était entièrement refondu. L'arrêté du 20 décembre 1902 (3), fixait les modes d'assiette et de perception de la taxe de consommation ; arrêtait les règles de fabrication ; déterminait les dispositions générales relatives à la

1. Approuvé par décret du 20 septembre 1900.

2. Un arrêté du 27 décembre 1900 fixe la force des alcools indigènes autres que les vins de Chine admis à la circulation et à la vente en Annam.

3. Approuvé par décret du 7 août 1903.

répression des fraudes, et contraventions en cette matière. Il fut complété en partie par un arrêté du 22 décembre 1902 (1) sur l'organisation des débits généraux.

Tous les alcools fabriqués et importés sont frappés d'un droit de consommation de 3 francs par litre d'alcool pur, réduit à 0 fr. 10 pour ceux destinées à l'industrie et dénaturés. Ce droit est de 0 fr. 25 pour les alcools non rectifiés, à l'usage des indigènes.

Le Directeur des Douanes et Régies, après avis au Conseil d'Administration de ce service, accorde les autorisations de fabriquer ; il peut rejeter les demandes jugées inopportunes. Une licence annuelle de **distillation** est remise gratuitement à l'intéressé pour chacun de ses établissements, édités dans des conditions prescrites. Les locaux sont soumis, à l'exercice permanent de la Régie. Après reconnaissance des produits achevés, et au moment de leur enmagasinage le préposé procède à la liquidation des taxes, dont le montant est versé périodiquement à la recette des Douanes et Régies la plus proche.

Des dispositions diverses arrêtent les formes des demandes, des autorisations, de l'exercice (2), de la comptabilité fiscale etc. etc. Le titre III vise les procédés de préparation et de rectification des alcools indigènes, vins de Chine, les mélanges et coupages. Le titre IV les modes de dénaturation

1. Approuvé par décret du 7 août 1903.

2. Arrêté du 30 octobre 1906 et 7 janvier 1909 complètent les dispositions relatives aux opérations de distillation et manipulation de l'alcool.

des alcools, donnant droit à des modérations de taxes et les règles de comptabilité d'entrepôt qui les concernent. Les boissons hygiéniques, bières, cidres, hydromels, ayant une force alcoolique égale ou inférieure à 16 degrés (1), les produits pharmaceutiques, les alcools, vins et liqueurs destinés à leur préparation ou à l'exportation sont exonérés.

Les opérations diverses auxquelles le commerce de ce produit peut donner lieu sont réglementées par le titre VI. Il est créé des licences d'entrepôts, des acquits à caution de 0 piastre 10 pour suivre tout mouvement des marchandises entreposées.

La **circulation des alcools** en quantité supérieure à 1 ou 100 litres (2) doit être accompagnée d'un permis spécial établi en français et en mesures françaises. Les alcools indigènes ne peuvent voyager qu'en récipients revêtus des marques, cachets, de la Régie ; le transport doit s'effectuer en ligne directe dans les horaires officiels (3). Les agents de surveillance, peuvent requérir à tout instant en cours de route la production du permis de circulation ; s'il est inapplicable ou inexistant, les alcools litigieux de toute nature, sont soumis d'office au tarif plein des alcools rectifiés, sans préjudice des pénalités encourues pour transport frauduleux.

1. Les vins et liqueurs n'acquittent de taxes que sur les quantités d'alcool dépassant la limite de 16 degrés.

2. Cent litres pour les alcools indigènes et un litre pour les alcools européens.

3. Horaires du chemins de fer, 40 kilomètres en vingt-quatre heures par voie de terre, 60 par voie fluviale.

A l'arrivée, le permis de circulation est remis à la Régie, ou annexé au cahier de vente, si le prochain bureau est distant de plus de 2 kilomètres.

La **vente des alcools** à la consommation est assujettie à la licence, et opérée par les soins des débitants en gros ou au détail. Il est créé deux catégories de licences de vente ; la licence des marchands en gros, dont le prix est de 6 piastres ; la licence des débitants au détail, des débitants sur les marchés ou ambulants, payée 1 piastre. Chaque licence valable pour un an et pour un établissement, est délivrée par la Régie aux Européens sur demande écrite ; aux Asiatiques et indigènes après agrément par l'Administration.

Un cautionnement variable garantit la restitution des récipients adoptés.

Le service des Douanes et Régies fixe périodiquement, le tarif des alcools indigènes et vins de Chine logés dans des récipients fermés ; elle rembourse la valeur des dits récipients aux prix officiels arrêtés par le Gouverneur Général.

Les débitants délivrent des permis de circulation pour les ventes supérieures à plus de 1 ou 100 litres (1) et tiennent une comptabilité journalière de leurs opérations. La Régie fait procéder chez les marchands, à tous les recensements et vérifications jugées utiles. Le droit de visite des agents des Douanes et Régies, s'exerce sur tous les locaux où se pratique le commerce de l'alcool.

1. L'arrêté du 27 avril 1905 rapporté par celui du 21 novembre 1907 autorisait la mise en vidange d'une bouteille de 75 centilitres et une de 10 centilitres pour la vente au détail.

Dans les zones éloignées des centres de fabrication, il peut être créé des **dépôts régionaux** où les débitants sont tenus de s'approvisionner. Ces dépôts sont gérés par « l'administration en régie ou par des particuliers portant le titre de débitants généraux ».

Les distillateurs autorisés à fabriquer des alcools dans la circonscription d'un dépôt, doivent livrer leur produit à la consommation locale, par l'intermédiaire du débitant général ou de la Régie (si l'Administration gère elle-même le dépôt régional). Les quantités à fournir par chaque établissement peuvent être limitées aux chiffres fixés par la décision en autorisant l'ouverture.

Le titre IX de l'arrêté du 20 décembre 1902, édicte enfin de nombreuses dispositions concernant les contraventions et infractions au régime en vigueur, réprime sévèrement la fabrication clandestine, la circulation et la vente frauduleuse. « Les propriétaires ou locataires des terrains où sont trouvées les substances en macération ou fermentation, et alambics délictueux, sont présumés coupables jusqu'à preuve du contraire » (art. 95) la responsabilité pécuniaire des villages s'étend à toutes les infractions commises sur leur territoire (art. 96).

L'arrêté du 22 décembre 1902 (1) autorisa l'Administration des Douanes et Régies « à concéder dans les formes usitées pour les contrats, à des particuliers, le droit de constituer et gérer des entrepôts et des dépôts d'alcool indigène et vins

1. App. par déc. du 7 août 1903.

de Chine destinés à assurer les besoins de la consommation d'une région quelconque, dans les limites territoriales fixées par l'arrêté même des concessions ».

Les demandes établies dans des formes spécifiées, sont adressées au Directeur des Douanes et Régies. Tout débitant général agréé, est tenu de se munir d'une licence d'entrepositaire et de licences de marchands en gros et détail, de fournir un cautionnement déterminé, en immeubles ou en numéraire, en garantie de l'exécution de son contrat. Il doit entretenir un approvisionnement constant d'alcool, pour satisfaire aux besoins de la consommation ; ouvrir autant de débits de gros et de détail, qu'il est jugé nécessaire, en vue de faciliter son ravitaillement ; assurer la vente sur les marchés et par des marchands ambulants. A cet effet, l'Administration lui délivre le nombre de licences qu'il juge nécessaire.

Il est responsable enfin, pécuniairement des infractions commises par ses employés.

Les débiteurs généraux sont les intermédiaires obligés entre la production et la consommation à l'intérieur de leur zone. Les distillateurs autorisés alimentent les entrepôts aux prix fixés par décision du Directeur des Douanes et Régies (1). Des arrêtés du Gouverneur Général déterminent les tarifs de vente dans chaque dépôt ; l'affichage en est obligatoire.

1. La décision du 3 juillet 1909 a fixé à 25 piastres 50 le prix de l'hectolitre d'alcool indigène ordinaire, et à 30 piastres 50 celui des alcools parfumés de Chine.

Les divers locaux affectés à l'exploitation sont soumis à l'exercice. Le débitant général peut entreposer les alcools indigènes achevés, ou les préparer en magasin, au moyen de coupages ou mélanges d'alcools neutres rectifiés, avec des alcools indigènes, dans les conditions de l'arrêté du 20 décembre 1902. Une comptabilité suit les entrées et sorties, et les manipulations d'entrepôt. La liquidation des droits de consommation a lieu à la sortie par le préposé de la Régie. Des conventions particulières précisent les dispositions spéciales à chaque concession.

L'Administration des Douanes et Régies ne pouvant faire face aux dépenses considérables nécessitées par l'installation et l'outillage des entrepôts régionaux, s'adressait en 1902 à un commerçant qui lui paraissait remplir les conditions utiles au succès de semblable entreprise. Le 31 décembre, elle concédait à M. Debeaux la vente exclusive de l'alcool, pendant dix ans sur le territoire du Tonkin et les trois provinces du Nord Annam. Than Hoa Nghe an et Hatinh.

Cette mesure était complétée le 10 mars 1903, par deux contrats assurant le monopole de la fourniture des alcools indigènes nécessaires aux besoins de ces deux régions à la Société des distilleries du Tonkin (30 o/o) et à la Société française des distilleries de l'Indochine (70 o/o). Cette dernière mesure était motivée par la crainte d'une grève des distillateurs chinois et indigènes intéressés.

Le centre et le sud Annam ne connurent pas ce monopole de fait de fabrication et de vente. La réglementation

sur ce point restait inopérante et en réalité la distillation et le commerce de l'alcool étaient libres sous l'exercice permanent de la Régie. Cette situation fit l'objet des dispositions du 19 avril 1906, réservant la vente de leurs produits dans cette partie du Protectorat, aux distillateurs autorisés établis sur place (1).

La taxe de consommation fut élevée à 0 piastre 30 par litre d'alcool pur, le 10 septembre 1903. L'arrêté du 28 décembre 1905 fixait le prix des licences de vente en gros à 3 piastres, décidait la délivrance gratuite de licences de débitant au détail sur marché, et ambulants, aux Asiatiques honorablement connus et agréés par la Régie.

1. Ils peuvent être autorisés à importer des quantités d'alcool au plus égales à 1/5 de leur production, pour parfaire aux besoins de la consommation.

CHAPITRE III

Opium

Le contrat Saint-Mathurin arrivé à expiration le 31 décembre 1900, ne fut pas renouvelé. L'Annam tomba sous le régime commun de l'arrêté du 7 février 1899 (1).

L'Administration se réserve le monopole d'introduction, de fabrication et de vente de l'opium. La culture du pavot ne peut avoir lieu sans autorisation spéciale du service des Douanes et Régies, et dans des conditions déterminées. La Régie s'accorde toutefois, la faculté de céder ses droits, en matière de vente seulement, à des fermiers ou régisseurs intéressés, appelés débiteurs généraux. L'acte de concession fixe les charges spéciales du contrat, en délimite les zones d'application. Les bénéficiaires sont tenus d'approvisionner la consommation et d'ouvrir à cet effet un certain nombre de débits. Ils sont civilement responsables de leurs agents et employés; ils concourent à la répression de la fraude.

La cession par les agents des Douanes et Régies s'effectue en boîtes ou paquets cachetés et revêtus des marques officielles.

1. App. par décret du 30 août 1899.

La vente au détail est permise aux seuls particuliers autorisés et munis de licences annuelles, dont le prix varie de 8 à 200 piastres, suivant l'importance du commerce (1).

Les débiteurs peuvent faire fumer après déclaration à la Régie. Ils doivent tenir une comptabilité de leurs opérations et reçoivent à cet effet un livret particulier.

L'Administration fixe le prix de vente au détail (2) dans la limite de 10 0/0 de majoration sur ses tarifs de cession. L'arrêté du 10 décembre 1903 adopte le kilogramme comme unité de vente de la drogue, et arrête les tarifs de vente à la consommation, sur ces nouvelles bases. Tout acheteur d'opium était tenu de laisser un dépôt de garantie, représentant la valeur du *dross* (3) contenu dans le *chandoo* délivré et remboursable dans le délai d'un mois. Les remboursements furent insignifiants, et la consignation représentait en réalité, une majoration du prix de vente; un arrêté du 29 avril 1903 supprimait ce régime spécial et relevait les tarifs de vente des *chandoo* du montant du dépôt de garantie. L'administration ne s'obligeait plus, mais se réservait le rachat du *dross*. Le transport de plus de 20 grammes, et la vente de ce résidu restaient interdits, sauf autorisation spéciale. Ils sont punis de 500 à 2.000 francs d'amende et de deux mois à trois ans d'emprisonnement.

1. Huit catégories. En 1906, afin de faciliter l'ouverture de débits dans les petites localités, on a créé une neuvième catégorie gratuite et valable jusqu'à 5 kilogs.

2. L'arrêté au 27 janvier 1901 interdisait de débiter de l'opium à des prix autres que ceux officiels.

3. *Dross* résidu de l'opium (*chandoo*) fumé faisant l'objet d'une consommation inférieure.

Le titre II de l'arrêté du 7 février 1899, complété par celui du 14 février 1901 (1) organise la répression de la contrebande et des fraudes, en matière d'importation, de fabrication, détention, vente et colportage de l'opium.

Le monopole de vente fut tout d'abord concédé à des fermiers généraux subissant une amende proportionnelle à la mévente. On leur allouait une remise sur le résultat de leurs opérations. Ceux-ci s'empressèrent de sous-traiter avec des Chinois, et devinrent en réalité des intermédiaires entre la Régie et ces derniers. Ces contrats furent la source de bénéfices parfois considérables. L'Administration crut devoir mettre fin à cette situation et exercer le monopole de vente en régie directe à partir du 1^{er} janvier 1904.

Depuis lors, on a envisagé la suppression progressive de la consommation de cette drogue en Indochine. Dès le 19 juin 1907, on augmentait le prix de vente du chandoo du Yunnan, et interdisait l'ouverture de fumeries sur tout le territoire de l'Annam-Tonkin. Le 16 décembre suivant, il fut défendu aux maîtresses de maisons de tolérance et aux filles publiques, de laisser ou de faire fumer chez elles.

1. Appliqué par décret du 7 mai 1901.

CHAPITRE IV

Sel

Le produit des droits de sortie perçus sur les sels cabotés ou transportés dans l'intérieur du pays paraissant insuffisant, le gouvernement général, mit à l'étude en 1897, une réorganisation complète du régime. Le Directeur général des Douanes et Régies, concluait le 20 avril, au remplacement du droit de circulation par une taxe frappant tous les sels produits, logés en entrepôts, et destinés à la consommation locale.

L'arrêté du 12 juin 1897 (1) fixa les modes d'assiette et de perception, et la quotité du nouvel impôt.

L'exploitation restait libre sous réserve d'une déclaration préalable, consignée en son ordre, au plus prochain bureau des Douanes et Régies, sur un registre de sauniers.

Chaque exploitation était elle-même inscrite dans un registre matricule des salines, et faisait l'objet d'un livret de saunier délivré à l'intéressé. Il était dû, un droit d'immatriculation de 1 piastre, par jour et par mau (2).

Les sauniers devaient livrer la totalité de leur fabrication à l'entrepôt installé à proximité par l'Administration ou son

1. Approuvé par décret du 30 décembre 1898.

2. 49 ares 70 mq. 25 dmq.

ayant droit. Celle-ci s'engageait à acheter le sel à un prix rémunérateur « qui ne peut être inférieur à la moyenne des deux dernières années. » Les sels chargés de matières étrangères, faisaient l'objet de prix débattus entre les deux parties. Les entrepôts gérés par des particuliers étaient exercés par des agents européens de la Régie. Une comptabilité suivait les entrées et sorties des matières.

La taxe de consommation atteignait tous les sels entreposés déduction faite d'un déchet de 5 o/o ; sa quotité se montrait à 0 piastre 30 par picul de 60 kil. 400.

Les sels exportés étaient exempts ; les ports de sortie remboursaient sur vu de fiches spéciales, les sommes acquittées pour eux à la sortie des entrepôts.

La vente donnait lieu à la délivrance de tickets garantissant le paiement des droits ; la production en était obligatoire à l'intérieur d'une zone de surveillance de 2 myriamètres autour des salines (1). L'arrêté prévoyait enfin diverses pénalités pour les contraventions aux prescriptions édictées.

L'installation des entrepôts exigeant des sommes élevées dont l'Administration ne pouvait disposer, on s'adressa à une société financière. Un contrat du 9 août 1897, lui concédait la régie intéressée du sel en Annam et au Tonkin, et le droit de prélever un bénéfice d'entrepôt de 0 piastre 20 et 0 piastre 25 par picul de vente en gros et en détail. Elle se chargeait de la construction de la gérance des entrepôts,

1. Le 22 janvier 1898 on étendait la zone de surveillance à tout le territoire des provinces côtières de l'Annam. Cette mesure fut motivée par la difficulté de limiter les zones pour un grand nombre de salines disséminées, et pour lesquelles il n'existait pas de plan cadastral,

et du paiement d'une redevance annuelle. Cette convention fut résiliée le 19 mars 1898. L'arrêté du 20 mai, décida que l'impôt de consommation sur le sel, serait perçu en régie par l'Administration, et le droit d'entrepôt imputé aux recettes d'ordre.

Dès lors, la réglementation évolua dans un sens de plus en plus restrictif de la liberté de fabrication et de commerce. Le régime de l'autorisation préalable s'appliquait le 7 février 1899 aux nouvelles salines et à celles inexploitées en 1898. L'arrêté du 20 octobre 1899 (1) généralisait cette mesure. Les agents des Douanes et Régies, surveillaient l'exploitation, exerçaient le droit de visite sur les sauniers. La totalité de la production devait être livrée aux entrepôts sans retard, et dans les conditions déterminées. « Dans aucun cas les sauniers ne peuvent user pour leur propre consommation, ni céder, ni vendre du sel à d'autre que la régie ». L'Administration se chargeait enfin d'entretenir et de gérer des magasins de dépôt à proximité des salines.

Le négoce du sel restait libre, car si les débitants ne devaient s'approvisionner qu'aux dépôts officiels, ils conservaient cependant le droit de revendre, et, en fait, alimentaient en dehors de toute concurrence, les régions éloignées des centres de production. Entre temps la surtaxe d'entrepôt, et le droit d'immatriculation étaient supprimés, la taxe de consommation élevée à 2 fr. 50 (2) par quintal métrique. Dans la suite cette dernière était arrêtée successivement

1. App. par décret du 21 décembre 1899.

2. Arrêt du 19 octobre 1899.

à 4 francs (1), 2 piastres (2), et 2 piastres 25 (3) par même quantité (4).

Les résultats peu satisfaisants de la Régie directe, le souci de supprimer des intermédiaires coûteux pour la consommation, engagèrent l'Administration à créer des magasins de vente dans l'intérieur du pays. Elle se déchargeait de toute la partie commerciale de ce système, sur des tiers mieux outillés qu'elle ; et le 1^{er} avril 1900, organisait une régie intéressée au Tonkin et dans le Nord-Annam le 6 décembre 1900, dans le centre et Sud-Annam (5). La convention du 1^{er} avril fut reprise, en faveur de M. Debeaux cessionnaire des droits du premier contractant. Elle lui accordait des prix de faveur pour les achats du sel aux entrepôts officiels ; la possibilité de s'en faire réserver 7.000 tonnes, et un droit de préférence pour toute livraison supérieure à 600 kilogrammes. Le débitant général s'engageait par contre à installer des dépôts dans un certain nombre de localités, dont l'énumération était faite dans ce contrat.

Cette situation avantageuse fut très critiquée ; elle avait pour effet de créer un monopole de vente à la consommation, en faveur du bénéficiaire, sans qu'aucun texte légal ne

1. Arrêt du 12 novembre 1901.

2. Arrêt du 2 février 1904.

3. Arrêt du 19 avril 1906.

4. La vente du sel en sac est majorée de 0 piastre 25 représentant la valeur du contenant (arrêté du 5 septembre 1903).

5. Cette convention du 6 décembre 1900 fut résiliée le 6 mai 1900 et le monopole exercé en régie directe, depuis lors le système de la régie intéressée n'est appliqué que dans les trois provinces du Nord-Annam. Thanh Hoa, Vinh, Hatinh,

la sanctionnât. Un refus de la Régie de céder du sel à un commerçant européen (1), en raison de ses engagements antérieurs, donna lieu à une action devant le Conseil du Contentieux. La décision de ce tribunal proclamant libre, la vente et la revente du sel, mettait l'Administration en demeure de livrer du sel à tout acheteur, sans qu'il puisse y avoir de préférence ou privilège pour qui que ce fut. Il fallut faire concorder la législation et le contrat. Un arrêté du 23 juin 1903, y pourvut en déclarant légale l'existence d'un intermédiaire agréé, pour la vente du sel et reconnaissant à l'Administration le droit de restreindre la vente, à telle quantité jugée utile en cas de force majeure.

Ce régime, n'ayant pu supprimer la contrebande et la spéculation, fut entièrement refondu en 1904 (arrêté du 8 novembre) (2). L'autorisation spéciale d'**exploitation des salines**, est accordée s'il y a lieu par le Directeur des douanes et régies après enquête. Elle atteint toute mutation, tout changement concernant les salines ; le droit de l'Administration est absolu. Les demandes sont inscrites sur un livre de sauniers, les salines immatriculées sur un registre spécial. Un livret signalétique gratuit, remis au producteur reçoit toutes les mentions concernant les quantités de sel fabriquées et vendues.

Les agents des Douanes et Régies assurent la surveillance de l'exploitation.

La totalité de la production doit être livrée à l'**entrepôt**,

1. M. Picaniol.

2. Encore en vigueur dans ses dispositions générales,

dans le délai de trois jours à moins d'autorisation contraire ; et dans les conditions déterminées par le receveur des Douanes et Régies de la localité. L'usage personnel et la cession à des tiers sont formellement interdits. — L'administration s'engage à entretenir et gérer ou faire gérer par des particuliers agréés par elle, des entrepôts à proximité des salines ; des magasins dans diverses localités de l'intérieur, afin de loger et conserver l'approvisionnement destiné à satisfaire aux besoins de la consommation.

Toutes les opérations de ces établissements, font l'objet d'une comptabilité courante. La sortie des sels des magasins et entrepôts, est également constatée par des quittances d'achat, ou des livrets d'industriel. Le prix d'achat (1) aux sauniers, de vente (2) à la clientèle sont fixés par décision du Directeur général des Douanes et Régies, et publiés périodiquement au *Journal officiel*. La **cession et la détention** de quantités égales ou supérieures à 100 kilogrammes sont soumises à l'obtention de licences annuelles dont le cours varie par catégories, de 2 à 40 piastres suivant le chiffre (3) des affaires. L'Administration se réserve le droit de refuser le renouvellement. L'exercice de la Régie s'étend sur le domicile et les débits des intéressés. Ils sont tenus de justifier la pro-

1. Décision du 1^{er} avril 1906 fixe le prix d'achat entre 0 piastre 16 et 0 piastre 20 le picul.

2. Les prix de vente comprenant : le prix d'achat, les frais d'entrepôt, manutention, déchets, la taxe de consommation, varient de 2 piastres 65 à 3 piastres 25 le picul. Décision du 27 avril 1906.

3. 2 piastres, de 100 à 5.000 kilogrammes. ; 5 piastres, de 5.000 à 10.000 kilogrammes ; 10 piastres 10, de 10.000 à 20.000 kilogrammes ; 40 piastres pour 20.000 et au-dessus.

venance de leurs marchandises à l'aide d'un livret de débiteur, et d'un carnet de vente rédigé en français. Des laissez-passer établis dans les formes prescrites aux articles 22 et 23, couvrent la circulation des sels à l'intérieur des zones de 2 myriamètres autour des centres d'exploitation ; au delà, la production de ces pièces justificatives n'est plus exigée que pour des quantités supérieures à 100 kilogrammes.

Les produits destinés à l'exportation, vendus de gré à gré ou aux enchères publiques, sont exempts de toute taxe de consommation et formalités. L'obligation du laissez-passer, atteint par contre le cabotage.

Enfin les infractions au régime du sel sont l'occasion de nombreuses prescriptions spéciales et pénalités édictées par les articles 28 et suivants de l'arrêté du 8 novembre 1904 et 10 novembre 1905 (1).

Les résultats de cette nouvelle réglementation furent négatifs au point de vue de la contrebande. Elle n'eut d'autre effet que d'augmenter le prix du sel, de dépenses nouvelles, de gêner par une tenue de livres tracassière le commerce et le cabotage du sel. L'arrêté du 18 septembre 1906 eût pour objet de remédier à cet état de choses, et de supprimer la plupart des entraves apportées par cette législation. Il posa le principe de la liberté de circulation et d'échange en dehors de certaines régions délimitées. Les licences et la comptabilité des débiteurs disparurent. Le droit de contrôle et de surveillance se bornèrent à la zone de 2 myriamètres au delà de

1. L'arrêté du 10 novembre 1905, promulgue la loi du 1^{er} mai 1905 relative à la répression des fraudes en matière de douanes et de sel.

laquelle la Régie ne conservait aucune action sur les sels. Le maintien des formalités pour le cabotage se justifia par la crainte d'importations étrangères frauduleuses.

Ces dispositions libérales eurent pour contre-partie de nouvelles mesures destinées à sauvegarder les intérêts du Trésor, et empêcher la matière imposable de fuir l'impôt. L'Administration s'est efforcée de supprimer les petites salines isolées, d'un faible rendement, dont la surveillance était difficile et onéreuse et de concentrer les établissements salicoles sur quelques points de la côte facilement abordables et judicieusement choisis.

Dans ce but elle amena les propriétaires de Roon, Ly hoa, Donghoi, Cua Tung, à abandonner leurs droits d'exploitation moyennant indemnité, elle refusa d'autoriser la création de salines dont la situation paraissait défectueuse ; elle fit appel aux concours des autorités locales pour persuader aux intéressés de grouper leurs industries.

Elle facilita enfin la formation de grands centres de production analogues à ceux de Cochinchine (1). Elle augmenta les prix d'achat sur les points susceptibles d'extension et avantageusement placés pour le but proposé, accorda des avances aux sauniers besogneux. L'installation d'un grand établissement de ce genre fut autorisé à Cam Ranh (2), encouragé à Phu Nghia (3).

On attend de ces diverses améliorations une réduction

1. Baria et Bien Hoa.

2. Province de Nha trang.

3. Phu Nghia. Province de Nghe an.

notable des frais généraux de Régie, et un accroissement de fabrication par suite de l'affaiblissement de la contre-bande (1).

1. Un arrêté du 16 février 1908 ordonne la pose de bornes indicatrices sur les exploitations de salines.

CHAPITRE V

Tabacs. — Huiles minérales. — Allumettes. — Noix d'arec

A partir de 1898 on prit diverses mesures en vue d'augmenter le produit de la taxe de consommation (1) sur les tabacs.

Le 8 novembre 1897 (2) la quotité en était arrêtée à 1 piastre 50 le kilog pour les cigares ; à 0 fr. 75 pour les cigarettes et tabacs européens ; à 0 piastre 50 pour les tabacs chinois et en feuilles. Le nombre des catégories était de quatre le 21 novembre 1899 (3) ; les tabacs indigènes payaient 10 piastres par 30 kilogs, les tabacs étrangers et assimilés, 0 piastre 50 le kilog, les cigarettes 0 piastre 75, les cigares 1 piastre 50.

Les quantités inférieures n'étaient pas taxées ; la circulation des tabacs devait être accompagnée de laissez-passer gratuits.

Les fabriques furent soumises à l'exercice de la Régie, ré-

1. Il serait plus exact de dire taxe de circulation, puisqu'en fait, elle n'atteint que les tabacs voyageant dans l'intérieur du pays et destinés à la consommation locale.

2. Approuvé par décret du 30 déc. 1898.

3. Approuvé par décret le 30 déc. 1898.

glementé à nouveau par l'arrêté du 25 septembre 1900 (1). L'ouverture de ces établissements fait l'objet d'une autorisation accordée par le Directeur des Douanes et Régies. Ces dispositions n'atteignent, cependant, pas la confection des cigarettes indigènes en forme de cornet allongé avec les produits de qualité inférieure (2).

Les tabacs de fabrication locale doivent acquitter les taxes de consommation ; ceux destinés à l'exportation en sont exemptés.

Nouvelles répartitions en catégories plus nombreuses — 5 — les 12 novembre 1901 et 20 décembre 1904 ; application des droits à des quantités de tabac indigène de moins en moins grandes.

L'arrêté du 19 avril 1906 (3) fixe ainsi les tarifs actuels :

Tabacs en feuilles ou coupés, mais non préparés pour être chiqués ou fumés	0	piastre 20	le kilog
Tabacs de qualité inférieure préparés			
en vrac ou ballot de 1 kilog.....	1	30	—
Tabacs dits chinois	0	50	—
Tabacs préparés en boîtes ou paquets sous bandes, ou revêtus d'étiquettes et marques de fabriques.....	0	75	—
Cigares.....	1	50	—

1. L'arrêté du 7 janvier 1909 fixe les heures de travail réglementaire et leur rémunération.

2. Circulaire du Directeur des Douanes et Régies du 8 février 1909.

3. Approuvé par décret du 20 décembre 1906.

Des laissez-passer délivrés gratuitement par le service des Douanes et Régies constatent le paiement des droits et couvrent la circulation des produits en quantité égale ou supérieure à 1 kilog. Les infractions sont punies d'amendes variant de 100 à 2.000 francs.

Afin de faciliter le paiement de l'impôt, on créait le 31 décembre 1907, des bandes vignettes de 0 piastre 30, et 0 piastre 20, que les intéressés purent se procurer à l'avance dans les recettes des Douanes et Régies. Leur apposition sur des paquets de 1 kilog tient lieu de laissez-passer. L'usage des bandes vignettes est facultatif (Circulaire du Directeur des Douanes et Régies, du 31 mars 1907).

Les conditions d'admission à l'entrepôt fictif des tabacs, cigares et cigarettes étrangers importés, sont régies par les prescriptions du 23 février 1900 et 3 avril 1907.

La taxe de consommation sur les **huiles minérales** propres à l'éclairage (1) fut abaissée à 3 francs les 100 kilogs, le 5 septembre 1899. Cette mesure était destinée à atténuer l'augmentation des droits de douane à l'importation, subie en 1898.

Mais en 1906 (2) l'Administration cherchait à compenser les moins-values budgétaires dues à la suppression du droit de circulation sur les noix d'arec, par une élévation de la

1. Le 20 mars 1899 les huiles minérales brutes impropres à l'éclairage et destinées au graissage des machines et au chauffage des bateaux à vapeur, étaient exonérées de la taxe de consommation.

2. App. par déc. du 19 avril 1906.

quotité de la taxe de consommation sur les huiles minérales ; elle fut portée à 6 francs par 100 kilogs (1).

Entre temps, un arrêté du 21 novembre 1900 (2) réglait le commerce des huiles minérales et des matières inflammables et incendiaires ; il fixait les formalités d'importation et de mise en dépôt dans les entrepôts de l'administration ou dans les magasins particuliers construits à cet effet (3) et placés sous la surveillance du service des Douanes et Régies.

Les produits entreposés n'acquittent les droits de douane et la taxe de consommation qu'à la sortie de ces bâtiments pour être livrés à la clientèle locale. Ceux réexportés, sont affranchis de tout droit autre que ceux accessoires de statistique, assurance, magasinage. Le délai d'entrepôt est d'un an au maximum.

Il est prévu par caisse de 30 kilogs une taxe de magasi-

1. Cette mesure n'eut aucune influence sur les prix de vente des huiles minérales au public. Elle fut entièrement supportée par les sociétés importatrices et entrepositaires, aucune d'entre elles n'ayant pris l'initiative d'un changement des cours de l'offre, dans la crainte de voir le marché lui échapper au profit d'un concurrent plus avisé. Celles-ci auraient d'ailleurs eu mauvaise grâce à s'y refuser, car elles seules avaient jusqu'alors, profité d'une augmentation à peu près constante de la valeur de la piastre (0 fr. 70 en moyenne, de 1902 à 1906) et réalise de ce chef des bénéfices importants. (Les ventes à la clientèle indochinoise sont, en effet, effectuées en piastres dont le cours est variable alors que les achats en gros à Batavia et en Amérique sont payés avec de l'or, dont la valeur est à peu près fixe).

2. App. par déc. du 2 avril 1901.

3. Dans un but de sécurité publique les magasins particuliers doivent être acceptés par le service des travaux publics et agréés par l'autorité supérieure locale.

nage de 0 fr. 25 avec supplément de 0 fr. 10, passé le délai de six mois ; et une prime assurance annuelle de 0 fr. 075 pour les huiles et essences minérales. Les autres matières inflammables et incendiaires, paient au même titre, 3 francs par mois, et par mètre cube, ou fraction ; et 0 fr. 25 par 100 kilogs et par an. Enfin il est prélevé en une seule fois et à l'entrée, sur tous les produits entreposés, 0 fr. 15 par 100 kilogs, poids net, pour frais de surveillance.

La circulation et la vente des huiles minérales dans l'intérieur du pays, sont soumises à des règles destinées à prévenir des accidents, et assurer la perception de la taxe de consommation. L'ouverture d'un débit, est autorisée par l'Administration, à charge de se conformer aux prescriptions de sécurité publique, énumérées dans l'article 34, de l'arrêté du 21 novembre 1900. Diverses pénalités répriment les infractions au régime adopté.

La taxe de consommation sur les **allumettes** fixée le 25 juillet 1895 et 1^{er} juin 1897, fut approuvée par décret du 30 décembre 1898, et modifiée le 7 février 1899 (1). Elle était de 1 piastre 015 par paquet de 10 boîtes de 70 allumettes. Les produits importés (2) payaient de plus, sur les mêmes bases, une somme de 0 piastre 01, représentative des frais d'exercice supportés par les produits usinés dans le pays et une taxe d'estampillage de 5 piastres par caisse de

1. Approuvé par décret du 23 juillet 1899.

2. L'importation ne peut avoir lieu que par les ports spécialement désignés.

7.200 boîtes, pour fourniture et apposition de vignettes officielles (1). Les agents des Douanes et Régies ne perçoivent ces divers droits, que sur les allumettes livrées à la consommation locale à leur entrée sur le territoire ou leur sortie des fabriques ou entrepôts.

Les fabrication des allumettes est soumise au régime de l'autorisation préalable. Celle-ci est accordée par l'autorité administrative, après avis conforme du service des Douanes et Régies, à charge de se conformer aux prescriptions, lois, arrêtés et règlements relatifs aux établissements dangereux et insalubres (2).

Les divers locaux affectés à l'industrie sont astreints à l'exercice (3).

1. La taxe d'estampillage fut fixée à 12 piastres le 9 janvier 1905 et ramenée à 3 piastres le 14 janvier 1909. Cette dernière mesure correspondait à une augmentation du droit de douane sur les allumettes étrangères.

2. Tout récemment encore il existait un monopole de fait au Tonkin et dans le Nord-Annam au profit d'une société française. Cette situation avait été l'objet d'un recours devant le Conseil du Contentieux, de l'Annam-Tonkin, appelé à statuer en 1907 sur le rejet d'une demande d'ouverture d'usine au Thanh Hoa, sans autre motif « que la fabrication actuelle suffit aux besoins de la consommation ». La décision de ce tribunal administratif, déboutant le demandeur, fut soumise en appel au Conseil d'Etat. A notre avis, la législation en vigueur ne justifiait le refus d'autorisation, que si le pétitionnaire ne s'engageait pas à remplir, on ne remplissait pas les conditions édictées par la réglementation sur les allumettes (notamment le refus de se soumettre à l'exercice) et par celle concernant les établissements dangereux et insalubres. L'administration est, d'ailleurs, revenue elle-même sur son interprétation de l'arrêté du 7 février 1899 en accordant en 1908 au même industriel l'autorisation sollicitée. (L'instance contentieuse ne subsiste donc plus qu'en ce qui concerne la réparation du dommage causé à l'intéressé par suite de l'immobilisation de son matériel pendant deux ans).

3. L'arrêté du 7 juin 1909 fixe les heures de travail réglementaire, et la rémunération des heures supplémentaires,

L'importation et la circulation en contrebande, la fabrication sans autorisation, la détention, la vente frauduleuse sont passibles de peines édictées dans le titre IV, de l'arrêté du 7 février 1899.

L'arrêté du 16 avril 1906 porte la quotité de la taxe à 0 piastre 025 par paquet de 10 boîtes de 70 allumettes au maximum (1).

La taxe sur les **noix d'arec** sèches exportées fut généralisée le 22 octobre 1899 et étendue à toute la consommation. On en fixa la quotité à 0 piastre 25 les 50 kilogs pour les noix d'arec fraîches, à 0 piastre 25 et 0 piastre 15 les 25 kilogs pour les noix d'arec sèches et les rognures. La circulation faisait l'objet de laissez-passer justificatifs de l'acquit des droits.

Cet impôt très impopulaire et d'un faible rapport, fut supprimé le 16 janvier 1906 ; la consommation et la circulation déclarés libres.

1. Erratum à l'arrêté du 16 avril 1906-13 juin 1909.

CHAPITRE VI

Timbre. — Hypothèque. — Enregistrement.

Droits de greffe

Le régime du **timbre** fut modifié partiellement en 1897 — 1^{er} juin — et entièrement refondu le 13 novembre 1900 (1).

Tout acte civil et judiciaire, toute pièce destinée à être produite en justice et y faire foi, doit être établie sur papier timbré. Cette contribution prend deux formes suivant la nature des actes ; elle est graduée en raison des sommes inscrites, pour les effets négociables, elle est fixe et tarifée à raison de la dimension de la feuille employée pour toutes les autres pièces — grand papier, 0 piastre 36, moyen, 0 piastre 24 ; petit, 0 piastre 12. — De nombreuses exemptions sont déterminées par le texte susvisé et les arrêtés du 20 mai 1901 et 24 octobre 1903 (2).

On éleva le tarif des droits proportionnels le 15 septembre 1904 (3) à 0 piastre 05 par 100 piastres ou 0 piastre 50

1. App. par décret le 2 février 1901.

2. App. par déc. du 10 mars 1904.

3. App. par déc. du 22 novembre 1904.

par 1000. La création de 6 feuilles et 10 timbres mobiles proportionnels, assurent la perception de cet impôt (1).

Les arrêtés du 15 septembre 1904 et du 17 décembre 1906, assujettissent à la contribution les connaissements, les quittances, chèques, affiches et titres d'action ou obligation de sociétés, jusqu'alors exemptés.

L'arrêté du 13 novembre 1900 (2) frappait à des titres divers — droit d'hypothèque proprement dit, droit de transcription, etc., — les actes soumis à la formalité hypothécaire.

Le texte du 17 décembre 1906 unifia cette tarification, et établit un droit proportionnel à 0 piastre 10 o/o sur les mentions de subrogation et radiation; de 0 piastre 25 o/o sur toutes les autres formalités — réduction de moitié pour divers actes spécifiés. — Les droits fixes et de timbre supportés uniformément par les transactions, étaient supprimés. La perception des droits **d'hypothèque** s'effectue par sommes de 10 en 10 piastres sans fractionnement avec un minimum de 0 piastre 20.

Le droit d'**enregistrement** (2) est fixe ou proportionnel. Le droit fixe s'applique aux actes civils, judiciaires ou extra-judiciaires qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, ni collocation ou liquidation de sommes.

1. La vente du papier timbré et des timbres mobiles est effectuée par les soins des divers agents de l'administration auxquels il est attribué une remise de 5 o/o. (Décision du Directeur général des Finances et Compt. du 26 mai 1907). Une décision du secrétaire général du 1^{er} avril 1906 autorisa la constitution de dépôt dans les villages et accorde à ces collectivités une remise de 4 o/o.

2. Arrêté du 13 novembre 1900, app. par décret du 1^{er} février 1901.

et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles.

Le droit proportionnel est établi sur tous les autres actes ; exception faite pour les transmissions par décès ; il suit les sommes et valeurs de 10 en 10 piastres, avec minimum de perception de 0 piastre 20.

La quotité du premier varie de 0 piastre 60 à 60 piastres, celle du second de 0 piastre 10 à 8 piastres 0/0, suivant la nature des documents. L'arrêté du 13 novembre 1900 détermine également les délais d'enregistrement, divers exemptions et enregistrements en débet.

Le 24 octobre 1903 (1) les délais furent augmentés, l'Administration dispensée du paiement des droits pour les actes passés par elle. Enfin le 1^{er} juin 1907, divers lois et règlements métropolitains et locaux sur la matière, furent appliqués dans la colonie (2).

L'enregistrement des actes indigènes fut organisé pour la première fois en Annam le 13 novembre 1900 (3).

1. App. par décret du 10 mars 1904. L'arrêté du 24 octobre 1903 (promulguant le décret du 24 mai 1907, approuvant l'arrêté du 17 décembre 1906) soumet les dommages et intérêts prononcés par les tribunaux de commerce au droit de 2 0/0.

2. L'arrêté du 7 juin 1907, rend exécutoire les textes métropolitains et locaux concernant : 1^o les actions et obligations négociables ; 2^o le droit de transmission (loi du 23 juin 1857) ; 3^o l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (loi du 20 juin 1873) ; 4^o la réglementation des actes régis par la loi française, des actes indigènes ; la fixation des droits d'hypothèque (art. 3 et 4 de la loi du 28 décembre 1880, et art. 8 et 9 de la loi du 28 décembre 1884 assujettissant les congrégations et associations religieuses aux mêmes obligations que les sociétés civiles.)

3. App. par décret du 2 février 1901. L'art. 16 de cet arrêté a subi un changement de pure forme le 17 décembre 1906 (arrêté).

Cette formalité est facultative pour tous les actes non spécifiés et soumis au paiement d'un droit fixe de 1 piastre. Elle est obligatoire dans le délai de deux mois, pour les conventions, transactions, cessions, ventes, donations, transmissions entre vifs de biens meubles et immeubles, et généralement pour les actes de toute nature translatifs de propriété entre indigènes ou Asiatiques assimilés, passés sous l'empire des coutumes locales. La taxe perçue est alors proportionnelle, et fixée à 1 o/o et à 3 o/o pour les ventes, donations, échanges, engagements entre vifs de tous immeubles. Les tribunaux ne peuvent juger que sur pièce enregistrée.

Cette réglementation fut complétée par un arrêté du 17 février 1903, fixant les droits d'enregistrement à percevoir sur les actes judiciaires en matière indigène et un arrêté du 24 octobre 1903 (1). Ce dernier fixe à 2 piastres le minimum de l'amende du double droit pour infraction aux dispositions concernant les délais; spécifie que les règles de prescription, expertise et dissimulation édictées pour l'enregistrement en matière française sont étendues aux indigènes.

Les tarifs des **frais de justice** en vigueur en Cochinchine ont été appliquées en Annam le 14 décembre 1899.

Les jugements rendus en matière de justice de paix et matière indigène faisaient l'objet de dispositions spéciales (2).

Les arrêtés du 12 mars 1901 et 1^{er} juin 1908 simplifièrent et diminuèrent les droits perçus à ces divers titres.

1. App. par décret le 10 mars 1904.

2. Arr. des 9 août 1904 et 17 février 1903.

CHAPITRE VII

Droits forestiers

L'exploitation des forêts en Annam, échappait à toute taxation lorsque le 13 septembre 1899, un arrêté étendit à toute l'Indochine la taxe de flottage perçue au Tonkin sur les bois flottés, les radeaux de bambous ou de bois.

En 1906, l'organisation d'un régime forestier créant des charges nouvelles pour le Protectorat, servit de justification à l'établissement de taxes représentatives du prix de vente des produits, provenant du domaine protégé (1). Elles variaient suivant la valeur des essences et un tableau annexé à l'arrêté. Ces taxes se superposaient aux droits de flottage, et constituaient en réalité, avec ces derniers, des redevances forestières payées par tous les produits exploités. Un arrêté du 23 décembre 1907, consacra cet état de choses, en bloquant les sommes dues à ces deux titres.

1. Le domaine forestier de l'Annam comprend deux parties : un domaine protégé dont l'exploitation est libre, sous réserve de l'obtention d'un permis de coupe et de cartes de bûcheron ; un domaine réservé soumis à une exploitation rationnelle, donnée sous forme de privilège de coupe après marché de gré à gré ou adjudication (régl. édictée par arr. du 19 av. 1906).

Les nouveaux tarifs varient suivant une classification adoptée, et la nature du moyen de transport employé — voie fluviale ou ferrée. — Ils sont de 8 ou 10 o/o *ad valorem* pour les rotins, paillottes, écorces et produits divers ; de 0 piastre 02 à 2 piastres 50 ou de 0 piastre 05 à 3 piastres par mètre cube ou quintal métrique, pour les bois et charbons de bois.

Les bûcherons paient de plus, un droit de 2 piastres pour délivrance d'un permis de coupe, et de cartes d'ouvrier, valables pour 10 pièces de bois.

La vérification et la liquidation des taxes sont opérées par des agents désignés à cet effet ; les sommes perçues sur vu d'un bulletin provisoire de recette, par les caisses du Trésor ou celles des Douanes et Régies.

Les produits forestiers ayant satisfait aux exigences du fisc, circulent en aval des postes de vérification, sous le couvert de laissez-passer remis aux intéressés. L'absence de cette pièce, présume la fraude et autorise la saisie des bois litigieux sans préjudice des poursuites correctionnelles qui peuvent être engagées.

CHAPITRE VIII

Taxes provinciales

Plusieurs grosses agglomérations annamites furent soumises en 1898 à un régime particulier afin de satisfaire à des préoccupations de salubrité et de police. Une Ordonnance royale du 12 juillet 1899, complétait cette organisation préliminaire, dotait les centres de Than Hoa, Vinh Hué, Faifoo Quinhon, Panthiet, de ressources propres ; mettait à leur charge des dépenses urbaines spécifiées.

Les nouveaux budgets étaient alimentés par les recettes locales dont il était fait abandon aux villes — taxes de bouage et vidange, de fourrière, d'abattoir ; ferme des pousses-pousses et autres voitures de louage, monts-de-piété, marchés — et par toutes autres recettes accidentelles, approuvées par le Résident supérieur et le Comat. L'acte organique prévoyait encore un prélèvement possible de droits supplémentaires sur les maisons et les patentes, et des subventions au budget local, en cas d'insuffisance de revenus.

Les heureux résultats obtenus justifiaient la généralisation de ces mesures et leur extension aux provinces elles-mêmes. Les Ordonnances royales du 1^{er} octobre 1903 et 24 juin

1904 (1) consacrèrent cette décentralisation financière. Elles fondaient des budgets urbains dans d'autres plus larges et plus importants créés dans les circonscriptions administratives de l'Annam ; abandonnaient enfin au Gouverneur Général le soin de préciser et de faire connaître les règlements de comptabilité applicables.

Les conditions d'établissement des budgets provinciaux, et leur mode de gestion sont fixés par les arrêtés du 10 décembre 1903 et du 4 décembre. 1906.

Les recettes comprennent :

1. Des prestations, impôt personnel des centres : journées de prestation rachetées et non rachetées (2).

2. Des centièmes additionnels à l'impôt foncier de la province, et un prélèvement de 10 o/o sur le produit des patentes.

3. Une taxe foncière frappant les maisons suivant la nature des matériaux employés à la construction.

4. Des fermes diverses concédées après adjudication, ou de gré à gré, marchés, bacs, abattoirs, pousses-pousses monts-de-piété urbains, bouages et vidanges (3).

1. L'ordonnance du 24 juin 1904 appliquait celle du 1^{er} octobre 1903 aux provinces non comprises dans une première classification et créa des budgets provinciaux au Quang Binh au Quang Tri, au Phu Yen et Phan Rang.

2. Le taux de rachat de la journée de prestation et la quotité des centièmes additionnels sont déterminés annuellement par arrêté du Résident supérieur, après avis du Comat. L'arrêté du 24 juillet 1908 a fixé le prix de la journée de prestation à 0 piastre 50 à Phauthiet ; à 0 piastre 25 dans les autres provinces ; à 80/0, les centièmes additionnels.

3. Arr. du 4 décembre 1907 a créé une taxe de bouages et vidanges à Vinh.

5° Diverses taxes de voirie — demandes d'alignement, de surveillance, d'autorisation de construire ou de réparer ; droit d'usage, d'appointement privé ; d'occupation temporaire de la voie publique, des berges des fleuves, canaux, etc., et d'amarrage suivant la durée.

6° Produit de la fourrière publique par unité et par jour : des amendes de simple police ; de délivrance de livrets de domestique, et cartes de fille publique ; de permis divers — autorisation de battre le tam tam, etc.

7° Laissez-passer délivrés aux indigènes quittant la province.

Des arrêtés spéciaux ont complété ces dispositions, fixé les modes d'assiette et de recouvrement et la quotité des taxes particulières à chaque province.

Les textes sont épars, la réglementation manque d'homogénéité (1), les charges pesant sur la population varient d'une circonscription à l'autre.

1. L'administration du Protectorat a mis à l'étude un projet d'unification de taxes urbaines.

REVENUS DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET DES MARCHÉS

Recettes réalisées en 1907		Prévisions 1909
— piastres		— piastres
1.644.087,72	Impôt foncier indigène.....	1.656.000
918.091,30	Impôt personnel indigène.....	942.000
21.511,60	Impôt des Chau muong du Nghe an.....	14.000
6.749,50	Impôt des Moi.....	8.600
35.563,25	Droits d'immatriculation des Asiatiques étrangers.....	35.000
858,00	Laissez-passer, permis et cartes de circula- tions des Asiatiques étrangers.....	1.000
3.805,00	Passeports des Asiatiques étrangers.....	4.000
2.986,00	Cartes d'immatriculation des Asiatiques étrangers.....	3.700
33.813,64	Impôt des patentés.....	35.000
83.647,69	Produit des marchés.....	100.000

TITRE IV

ÉTUDE CRITIQUE

CHAPITRE PREMIER

Pouvoirs du gouvernement annamite et du protectorat en matière d'impôt

Le traité du 24 juin 1884 a fixé les pouvoirs respectifs des deux contractants en matière d'impôt. Il a abandonné au Protectorat le droit de légiférer en matière de douane et de contribution indirecte, laissé à la cour d'Annam le soin de statuer sur les impôts anciens (1).

L'exercice des droits consentis à l'autorité française restait soumis aux conditions générales du fonctionnement régulier du Protectorat. Celles-ci, déterminées par l'esprit qui avait présidé aux négociations, étaient condensées dans une formule précise « sans s'immiscer dans l'administration locale des provinces ».

La réglementation des taxes indirectes ne put être longtemps contenue dans les limites assignées. Les restrictions

1. La généralité et l'imprécision des termes « impôts anciens » trouvent leur commentaire dans le texte même du traité : par là, il faut entendre ceux en vigueur au moment de la situation de l'accord, et qui n'ont pas fait l'objet d'une disposition spéciale.

nouvelles apportées chaque jour à la liberté individuelle par la législation fiscale nécessitèrent un développement de plus en plus grand du système de surveillance. L'Administration, impuissante à limiter la contrebande, dut faire appel aux autorités indigènes. Celles-ci furent invitées à relever les contraventions aux dispositions édictées, astreintes aux réquisitions. Les notables des villages durent acquitter les amendes prononcées contre leurs administrés insolvable ; ils furent rendus pécuniairement responsables des fraudes anonymes commises sur le territoire (1) de leurs communes. Ils devinrent les auxiliaires obligés de la Régie. La peur du contrebandier leur causait les préoccupations les plus justifiées, modifiait parfois la nature des fonctions de quelques-uns d'entre eux ; des *ly truong* ne furent plus que des agents salariés par les villages chargés de satisfaire des exigences nouvelles.

Ces premières dérogations aux principes posés en 1884 furent suivies en 1898, d'une disposition dont les conséquences immédiates transformèrent le caractère intrinsèque de notre établissement en Annam.

L'Ordonnance royale du 15 août 1898, abandonnait au budget local et au budget général de l'Indochine les divers revenus jusqu'alors réservés à la cour de Hué et consacrait la main mise de l'autorité française sur les ressources du royaume. Elle plaçait en fait l'organisation financière, et partant, l'organisation politique indigène toute entière sous

1. Arrêté du 5 juin 1903.

la dépendance du Résident supérieur et de ses représentants dans les provinces. Il n'y avait plus dès lors deux administrations, mais une seule, suivant l'expression énergique d'un Résident supérieur (M. Boulloche).

Le traité de 1884 était donc devenu dans la réalité, la façade trompeuse d'un système entièrement renouvelé. Il restait pourtant le seul texte légal de l'exercice du Protectorat, car, il n'appartenait pas plus à l'empereur d'Annam qu'à nos représentants dans la colonie d'apporter seuls des changements aux dispositions arrêtées entre Tu Duc et le gouvernement de la République. La ratification par les autorités compétentes était nécessaire pour justifier en droit les nouvelles décisions prises à cet égard. Il conviendrait de faire consacrer par les Chambres françaises le nouvel état de choses, et lui donner ainsi la forme régulière qui lui manque actuellement.

Le gouvernement annamite use de ses droits conformément aux usages séculaires et aux prescriptions arrêtées en 1884 et 1897. Les projets financiers sont étudiés par le ministre des Finances et le délégué européen compétent, examinés par le Comat (1) et soumis à la sanction du roi. Ils deviennent exécutoires après approbation du Résident supérieur et du Gouverneur Général. Le représentant du Protectorat est, le plus souvent, chargé de déterminer les règles d'application des nouvelles mesures, il y pourvoit par arrêtés et circulaires adressés aux Résidents chefs de provinces.

1. Conseil de régence. Voir note page 80.

L'exercice des pouvoirs conférés aux autorités françaises est régi par deux textes fondamentaux, la loi du 11 janvier 1892 et le décret du 31 juillet 1898.

Le Parlement décide souverainement en matière de législation douanière, des décrets rendus en forme d'administration publique sur le rapport du Ministre des colonies et après avis des Conseils généraux et Conseils d'administration de l'Indochine arrêtent les modifications aux dispositions générales qu'il édicte. Il est statué dans les mêmes formes sur délibérations demandant des exceptions au tarif général prises au nom de l'Annam par le Conseil du Protectorat et le Conseil Supérieur de l'Indochine.

Les autres taxes et contributions indirectes sont établies par le gouvernement général au Conseil Supérieur de l'Indochine.

Le mode d'assiette et les règles de perception doivent être approuvés par décret (1). Les arrêtés pris pour l'autorité locale à cet égard ne sont pas exécutoires par provision ; ils peuvent faire l'objet d'un recours contentieux et les droits perçus, à ce titre, d'une répétition devant les tribunaux civils. La colonie reste maîtresse de ses tarifs sur les bases fixées par les décrets, le gouvernement général statue sur la proposition du Directeur des Douanes et Régies, le conseil supérieur entendu.

1. Article 3. Décret du 31 juillet 1898. — Le décret approuvant le projet de budget général, contenant les nouvelles taxes suffit-il ? ou bien l'approbation de ces dernières doit-elle faire l'objet d'un décret spécial Les deux théories ont été admises successivement par le Département en 1899 (M. Trouillot) et en 1903 (M. Doumergue). Nous penchons pour la solution la plus libérale, car elle satisfait aux exigences de l'article 3 du décret du 31 janvier 1898, et réduit au strict minimum les formalités, délais et écritures.

CHAPITRE II

Impôts directs

Les impôts personnel et foncier sont en droit des impôts de quotité. Le premier est assis sur l'individu remplissant certaines conditions d'âge et de situation fixées par les usages ancestraux. Le second est basé sur le mau (1) de superficie, la nature et la qualité des cultures (2). Le classement des rizières et terrains entre les diverses catégories a été déterminé en 1898 par le régime « dû à la bienveillance des ancêtres » : autrement dit les errements antérieurs ont été maintenus ; la classification reste empirique, irrationnelle et injuste. Des rizières d'un rapport très différent sont soumises au même taux, la gradation des tarifs ne suit en rien celle des valeurs des terrains.

Ces impôts sont perçus sur rôles, établis par les Résidents, de concert avec les mandarins provinciaux les autorités locales et communales, et approuvés par le Comat (3) et le Résident supérieur. En réalité ces documents ne font qu'enregistrer les déclarations des notables des villages ; l'absence de cadastre et d'état civil rend impossible un contrôle efficace. Les rôles nouveaux se contentent le plus souvent de reproduire les indications fournies par les travaux exécu-

1. 49 ares 70 mq. 25 dmq.

2. Voir *suprà*, page 86 et suivantes.

3. Conseil de Régence, voir note, page 80.

tés sous les anciens empereurs Gia Long et Minh Mang. Ils sont inexact, couvrent de nombreuses dissimulations, consacrent de profondes inégalités.

Les taxes personnelle et foncière sont en fait des impôts de répartition. On en a évalué le produit total en 1898 à l'aide des renseignements fournis par le gouvernement annamite sur ses ressources particulières. Le Résident supérieur fit connaître à ses subordonnés (1) la somme à percevoir dans chacune des provinces. Ceux-ci, d'accord avec les autorités locales, en partagèrent le montant entre les villages. La contribution de chacun d'eux arrêtée, on a calculé la superficie des rizières et terrains, le nombre des individus à inscrire dans chaque classe et catégorie ; ces chiffres ont formé les rôles personnel et foncier des communes. Ils ne correspondaient à rien d'exact, ils étaient de simples coefficients d'impôts. Les *Dia* et *Dinh Bo* anciens servaient de fil d'Ariane dans ces diverses opérations.

L'action administrative s'arrêtant à la commune, les notables procédèrent eux-mêmes à la répartition des charges entre les divers contribuables ; les résultats furent le plus souvent, à l'insu de l'autorité supérieure, fort différents de ceux officiellement constatés.

Depuis lors, les nouveaux rôles sont copiés plus ou moins exactement sur les anciens ; les majorations de recettes ont été réparties de la même façon entre les diverses collectivités municipales. On augmente l'un des coefficients de

1. Circulaire du 24 août 1898 du Résident supérieur en Annam.

l'impôt ; on porte des terrains à une catégorie plus taxée ; on élève le chiffre des superficies ou des inscrits. Le Protectorat se montre, toutefois, très circonspect à cet égard ; il ne recourt à ces moyens qu'à bon escient, et sous l'empire de la nécessité.

La perception des impôts personnel et foncier est assurée par les soins des autorités communales, comme autrefois (1). La recette en est effectuée par l'Administration européenne, au lieu et place des mandarins annamites. Les villages sont les seuls débiteurs responsables vis-à-vis du Trésor des sommes dues par leurs habitants. Aux époques fixées par le Résident de concert avec l'autorité provinciale, leurs notables sont tenus de verser en numéraire aux caisses de la colonie le montant des rôles.

Le régime de ces impôts et notamment les opérations d'établissement des rôles et du recouvrement ont donné lieu à des critiques justifiées.

Des intermédiaires coûteux (2) se sont glissés entre l'administration et le contribuable, ont alourdi la charge supportée par chacun d'eux. La collaboration de nombreux indigènes a permis bien des abus ; la perception échappe dans ces derniers éléments à tout contrôle efficace.

Les efforts du Protectorat se sont heurtés partout à des habitudes profondément enracinées, à une organisation vicieuse. Il lui a fallu pourvoir aux besoins, chaque jour

1. Voir *supra*, pages 21 et suivantes.

2. Scribes des chefs d'arrondissement, notables collecteurs qui demandent aux autres ce que eux-mêmes ne versent pas.

grandissant, de notre établissement avec les seuls éléments dont il pouvait disposer ; il n'avait pas le droit d'être très éclectique dans le choix des instruments. Il ne pouvait, d'autre part, sans craindre de bouleverser profondément l'édifice annamite, faire table rase des institutions et des mœurs administratives rencontrées. Celles-ci, d'ailleurs, présentaient des avantages précieux, facilitaient considérablement la tâche de nos représentants ; elles avaient le mérite inappréciable d'être consacrées par des usages séculaires et coulées dans le moule de la société indigène.

Le maintien de la plupart des pratiques anciennes s'imposait donc. Il convenait d'y apporter progressivement les modifications suscitées par l'expérience. L'Administration française est entrée dans cette voie en 1898 ; elle supprima la perception de nature, unifia et simplifia les tarifs ; sa surveillance s'est étendue à tous les degrés sur les agents européens et indigènes. L'on peut enfin envisager dès aujourd'hui la réalisation des diverses réformes susceptibles d'amener une amélioration sensible dans la situation des contribuables.

La classification légale des indigènes en inscrits et non inscrits, au point de vue financier, correspond à une survivance dessuette d'habitudes administratives que rien ne justifie plus. Dans la réalité la somme à payer par le village au titre d'impôt personnel est répartie entre les habitants par les notables. Tous les administrés concourent, suivant les estimations plus ou moins arbitraires de ces derniers, aux charges communales. La qualité d'inscrit n'assure plus aux intéressés que quelques avantages matériels et moraux d'un

ordre tout différent (1). Leur nombre est un simple coefficient d'impôt servant à déterminer le chiffre global de la dette de la collectivité. Cette terminologie fiscale est donc inutile. Elle n'offre que des inconvénients ; elle complique le régime de l'impôt, facilite les fraudes et les dissimulations, couvre les abus des autorités diverses. Sa suppression n'entraînerait aucun trouble dans l'organisation en vigueur ; elle se recommande par les avantages immédiats qu'elle présente (2).

Un nombre considérable d'individus actuellement compris dans le vocable « non inscrits » viendrait augmenter le chiffre officiel des contribuables et rendrait possible une réduction proportionnelle de la quotité de l'impôt. La différence des taux payés par les *tràng hàng* (3) et les *miens diêu* s'atténuerait ; la suppression du régime de faveur de ces derniers serait rendu possible. Leur situation serait, il est vrai, aggravée en droit, sinon en fait ; mais le bénéfice douteux qu'on retire un petit nombre d'intéressés ne saurait être un obstacle à une étape importante vers l'allègement des charges de la majorité des indigènes et la suppression d'abus nombreux.

La création d'une taxe unique(4) due par tout homme valide,

1. Préséances, prérogatives diverses notamment dans les cérémonies religieuses du village.

2. La suppression de cette terminologie fiscale n'entraînerait pas nécessairement la disparition des inscrits proprement dits, ceux-ci pourraient subsister avec leurs privilèges matériels et moraux. Ils ne perdraient leur statut qu'au point de vue de l'impôt.

3. Voir *supra*, page 80.

4. L'institution préconisée n'est d'ailleurs pas nouvelle, elle a été établie en Cochinchine par arrêté du 15 décembre 1897, et donne d'excellents résultats.

âgé de dix-huit à soixante ans, sauf rares exceptions prévues, rendrait à l'impôt personnel son véritable caractère d'impôt de quotité. Elle ferait disparaître les répartitions et les catégories, mettrait le contribuable à l'abri des exactions dont elles sont le prétexte. Elle permettrait enfin, à chaque individu, de connaître exactement l'étendue de ses charges, empêcherait des majorations, atténuations ou exonérations arbitraires.

L'établissement d'une carte-quittance nominale par les soins de l'autorité provinciale faciliterait la recherche des exemptions injustifiées. Elle rendrait efficace le contrôle de toutes les opérations fiscales. La quotité de la taxe pourrait être abaissée progressivement et proportionnellement au nombre des nouveaux imposés sans que le résultat global ne soit atteint. Le plus grand nombre des indigènes profiterait ainsi d'un dégrèvement sensible.

Si des considérations politiques motivent le maintien momentané des exemptions prévues pour les Chuc Sac (1), Mien Saï (1), etc., il est cependant désirable d'en voir limiter, dès maintenant, l'application aux seuls individus pour lesquels ce traitement de faveur est justifié. La vérification des titres des intéressés ne devrait d'ailleurs être considérée que comme le préliminaire d'une réforme plus radicale, mais encore très lointaine ; la disparition complète des traitements spéciaux, l'unification et la simplification du

1. Voir *supra*, p. 80.

régime de l'impôt personnel pour tous les sujets de l'Empire.

Les améliorations à apporter au régime de l'impôt foncier soulèvent plus de difficultés. La diminution du nombre des catégories de terrains et rizières simplifierait, certes, l'application des tarifs, faciliterait, peut-être, la perception ; mais il est permis de douter de l'efficacité de ces résultats, les moyens d'un contrôle indispensable au succès de semblables mesures faisant défaut dans l'état actuel des choses. Seule la confection d'un cadastre saurait y pourvoir. Celui-ci pourrait être communal ; il fixerait les limites précises des villages et des catégories de culture dans chacun d'eux, répondrait ainsi aux besoins les plus pressants, rendrait possible plus particulièrement une meilleure répartition des charges fiscales. Son exécution (1) serait, d'autre part, de beaucoup moins onéreuse que l'établissement d'un plan parcellaire, et d'un entretien plus facile. Les rôles d'impôt y trouveraient une base réelle et précise, offriraient, par suite, des garanties très sérieuses de régularité et d'exactitude. Cette institution aiderait enfin à l'accomplissement de toute innovation heureuse, notamment au remplacement du mode

2. L'établissement du cadastre devrait être obligatoire pour tous les villages ; il pourrait être assuré à l'entreprise ou en régie. Les communes rembourseraient par faibles annuités les sommes avancées à cet effet par l'Administration ou des particuliers.

d'assiette actuel de la taxe foncière par celui plus équitable de la valeur locative (1).

Mais ces réformes sont œuvre de longue haleine, elles heurtent des situations acquises, des mœurs administratives qu'il faut ménager. Elles n'ont encore fait l'objet d'aucune préparation ; prématurées, elles risquent de compromettre l'équilibre du monde annamite.

Ces considérations ne sauraient, toutefois, justifier un désintéressement complet. Le Protectorat se doit d'apporter au régime de l'impôt foncier les améliorations de détail reconnues indispensables, de supprimer les intermédiaires inutiles ; de rechercher et réprimer sévèrement les abus signalés. Il doit tendre à serrer la vérité d'un peu plus près dans les rôles, s'efforcer d'apporter un peu plus de justice dans la répartition des charges fiscales. Ainsi, les villages pourraient être invités à renouveler leurs déclarations concernant la propriété immobilière, dans des formes et conditions déterminées à l'avance. Quelques-unes seraient soumises à une vérification inopinée, opérée par une commission mixte. Celles reconnues inexactes entraîneraient pour les coupables des sanctions sévères. A l'aide des éléments fournis par ce premier travail, il serait possible de procéder à une classification nou-

1. Cette réforme serait heureusement assurée par l'extension obligatoire de la formalité de l'enregistrement à tous les actes indigènes portant mutation d'immeubles (l'application de l'arrêté du 13 novembre 1900 étant dans la pratique réduite aux seuls chefs-lieux de province et leurs alentours immédiats). L'administration y puiserait des renseignements précieux et trouverait ainsi dans ses bureaux de nombreux éléments d'appréciation de la valeur locative des propriétés sans être obligée de recourir à des déclarations ou des évaluations vexatoires. Cette formalité assurerait, d'autre part, aux titres de propriété une stabilité plus grande que celle qu'ils ont actuellement. Mais il conviendrait de garder à la mesure proposée son caractère véritable, en diminuant la quotité du droit proportionnel d'enregistrement afin de ne pas aggraver les charges fiscales des intéressés.

velle des terres, basée sur la nature des cultures et leur rendement moyen et partant plus équitable que celle « due à la bienveillance des ancêtres ». Un fractionnement de l'échéance, la recette de l'impôt aux chefs-lieux des Phu et Huyen par un fonctionnaire européen, allégeraient sensiblement les charges des contribuables ; ils feraient disparaître les emprunts usuraires nécessités pour parfaire les sommes dues par les villages, les déplacements et séjours prolongés des notables dans un centre souvent très éloigné de leurs communes.

Ce programme nécessite un remaniement des habitudes actuelles. Il faudrait décharger l'administration locale d'une paperasserie souvent inutile et qui nécessite la présence d'un nombreux personnel de bureau ; tenir les fonctionnaires français en contact direct et constant avec la population. Les chefs de province et leurs adjoints pourraient alors multiplier les tournées dans l'intérieur du pays, examiner sur place les desiderata des indigènes. Les délégués européens administratifs devraient être plus nombreux dans les provinces, et chargés plus spécialement de tout ce qui touche à l'impôt. Maintenus à demeure pendant de longs mois, rappelés dans le même poste à leur retour de congé, ceux-ci apprendraient à connaître les circonscriptions où ils résident et les divers agents indigènes concourant à leur administration. Ils pourraient notamment commencer et poursuivre un travail de revision des rôles, assurer un contrôle plus étroit sur les agissements de tous les intéressés (1).

1. Les fonctionnaires des services civils rendus disponibles par une simplification du travail de bureau suffiraient à ces nouveaux besoins.

Le maintien des **prestations** permet d'assurer à peu de frais le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire à de nombreux travaux d'intérêt local. Le rachat facultatif de quelques journées atténue dans une faible mesure la rigueur des obligations imposées aux villages et aux particuliers à cet égard. Le rachat obligatoire cache en fait une augmentation de l'impôt personnel au profit des budgets provinciaux.

La réorganisation et le contrôle par le Protectorat du régime des prestations ont été impuissants à supprimer de nombreux abus. Les défauts de surveillance inhérents au système lui-même ont laissé subsister des aggravations ou des exemptions arbitraires. L'augmentation au détriment des villages du nombre des journées dues à l'Etat, l'extension en 1897 de l'obligation du rachat, ont provoqué un mécontentement général de la population.

L'administration locale, justement préoccupée de cette situation, est revenue sur ses décisions. Elle a réduit ses exigences (1), établi une comptabilité pour suivre dans les cantons et les arrondissements l'emploi de la main-d'œuvre prestataire. Quelques Résidents chefs de province, ont même poussé le souci d'éviter les abus, jusqu'à organiser à côté un contrôle communal, ils ont fait remettre à chaque village une carte destinée à recevoir l'inscription journalière des prestations accomplies, et permettre ainsi aux notables et à leurs administrés de constater à tout moment la situation du *làng* (2) à ce point de vue.

1. Réduction du nombre des journées dues à l'Etat (5 au lieu de 8) et de celles obligatoirement rachetables (2 au lieu de 6).

2. Village.

Cependant le maintien de l'assiette ancienne de la prestation vicie tout le système. La classification des indigènes en inscrits et non inscrits reste artificielle et injustifiée, sa suppression offrirait des résultats aussi heureux qu'en matière d'impôt personnel.

Marchés

Le régime de l'exploitation des marchés communaux dans les provinces a fait de mauvais débuts, il a soulevé les protestations les plus légitimes.

Les adjudicataires, tous annamites, mais le plus souvent étrangers aux villages, ont été plus préoccupés de faire de rapides et gros bénéfices que d'exécuter leurs contrats. Les perceptions abusives ont entraîné des risques entre leurs agents et la population, provoqué des réclamations nombreuses. L'autorité provinciale s'est efforcée de remédier, dans la mesure de ses moyens, à ces agissements délictueux ; elle a recherché les responsabilités, veillé à l'exécution des obligations des intéressés.

Le Protectorat pensa trouver un remède dans le remplacement aussi souvent que possible des adjudicataires actuels par des collectivités communales.

On s'est demandé si ces palliatifs parviendraient à supprimer les abus et les vices inhérents au système. Les avis se sont partagés (1) ; quelques hauts mandarins, justement réputés par leur expérience, ont conclu à la suppression de

1. Voir *supra* p. 97 note.

l'affermage et au remplacement des taxes des marchés ruraux par des centièmes additionnels à l'impôt personnel. L'administration locale, craignant d'instaurer un précédent fâcheux par la substitution d'un impôt direct, acquitté par tous, à une taxe indirecte payée par quelques-uns, a hésité à entrer dans cette voie. La proposition méritait cependant un meilleur sort, car si les taxes des marchés représentent le prix de location d'une place à un marchand, en réalité elle vient majorer le prix de vente des objets et denrées exposés et retombe sur la population entière en raison même de l'unanimité de la consommation de ces produits (1). Cette solution présenterait, d'autre part, l'immense avantage de laisser les marchés francs, et de réaliser un vœu à peu près général (2). Le contribuable indigène ne trouverait sans doute pas trop cher de payer pour l'obtenir la somme minime de 0 piastre 10 par inscrit et par an, représentant approximativement le produit de l'affermage actuel.

1. Il n'en est pas de même en ce qui concerne la consommation de l'alcool, de l'opium, du tabac, etc., avec laquelle on pourrait être tenté de faire une assimilation facile.

2. Ces nouvelles charges restent en effet imparfaitement justifiées aux yeux des habitants. La taxe des marchés est essentiellement représentative d'un service rendu ; le produit doit en être employé sur place à l'amélioration des bâtiments, l'entretien et la police des marchés et alentours. En réalité, les recettes sont absorbées par le budget local et concourent à des dépenses d'un intérêt plus général. Elles ressemblent étrangement à celles des autres impôts locaux ; la population les considère comme telles, et voit en elles une aggravation des charges fiscales.

CHAPITRE III

Régime douanier

L'application de la loi du 11 janvier 1892 en Indochine était destinée à réserver ce marché au commerce et à l'industrie de la Métropole et permettre ainsi à cette dernière de récupérer en partie les avances consenties pour la conquête.

Si le commerce français augmenta rapidement à l'abri des tarifs protecteurs, il ne put cependant évincer les nombreux concurrents étrangers et arrêter le développement de leur négoce. En réalité, la clientèle indochinoise a supporté à peu près seule tout le poids de cette mesure. Elle dut faire venir de loin et payer fort cher les marchandises qu'elle aurait pu se procurer à proximité, et à bon marché; souvent même les produits achetés furent mal adaptés aux besoins locaux. Il en résulta un renchérissement général de l'existence, pesant lourdement sur les populations indigènes, arrêtant l'essor de nouvelles possibilités économiques.

Cette législation douanière était d'ailleurs profondément illogique et injuste. Elle soumettait à un même régime deux mondes vivant aux antipodes, gravitant dans une arbitre différente, ayant des besoins et des nécessités parfois contradictoires. Elle sacrifiait, sans compensation acceptable, les inté-

rêts de l'un à ceux bien ou mal entendus de l'autre. Elle consacrait une unification et une centralisation systématiques que l'expérience a depuis montrée irréalisables. Il a fallu, en effet, y apporter des tempéraments, soumettre à un régime spécial les produits d'origine chinoise.

Ce système a déterminé des plaintes amères et des critiques légitimées. Il a été reconnu « inutile et nuisible aux intérêts solidaires de la Métropole et ses possessions » (1). Son remplacement par un autre plus rationnel s'impose. Il conviendrait de laisser le soin à l'autorité locale d'édicter et de faire sanctionner par le Département les mesures et les taxes qu'elle jugerait les plus favorables à la prospérité du pays. L'autonomie douanière (2) dans ces conditions, et sous réserve de tarifs différentiels en faveur des produits français, assurerait un juste équilibre entre les intérêts de la Métropole et de la Colonie. Elle ferait disparaître quelques-uns des obstacles, et non des moindres, qui s'opposent encore au développement économique de l'Indochine (3).

Les droits de sortie ont conservé un caractère nettement fiscal, en dépit des apparences données. Ils gênent la production et le commerce sans protéger une industrie inexis-

1. Congrès des anciennes colonies, 1909.

2. Un passé concluant, recommande l'autonomie douanière en Indochine. Le commerce de la Cochinchine avait pris un essor rapide sous ce régime appliqué jusqu'en 1887 ; la vitesse acquise lui a permis de supporter plus aisément que l'Annam et le Tonkin, tard venus à ces dispositions bienfaisantes, les charges imposées à l'unité en 1887 et 1892.

3. Nous ne nous étendons pas sur ce point en raison du caractère général que prend la question douanière et des nombreuses études approfondies dont elle a été l'objet depuis longtemps.

tante, sans sauvegarder efficacement (1) les indigènes contre les dangers d'une raréfaction des produits indispensables à leur existence. Ils sont condamnés par la pratique, et les projets de création ou de relèvement accueillis avec défaveur par le Département et le Conseil d'Etat. Ce caractère est plus particulièrement marqué dans la taxe de sortie sur les riz ; celle-ci se superpose à des droits d'exportation, et représente un impôt foncier déjà existant ; elle constitue en réalité une aggravation des charges pesant sur l'agriculture locale.

1. L'administration locale a pris l'initiative de pourvoir elle-même au défaut de législation à cet égard. Dès que la situation l'exige, elle prohibe par simple arrêté, l'exportation des riz et paddys, des buffles, bœufs ou chevaux.

Cette procédure est d'ailleurs d'une légalité contestable, car le fait même que ces produits figurent au tableau annexé au décret du 20 décembre 1898, implique que leur sortie de l'Indochine reste autorisée, et seul un acte établi dans les mêmes formes que ce décret peut changer en droit cette réglementation. Aussi l'autorité locale est-elle embarrassée pour motiver ses prescriptions sur ce point et prend-elle soin de déclarer que la mesure est provisoire (bien qu'en cette matière, elle n'ait pas plus d'attributions dans le provisoire que dans le définitif). Peut-être pouvait-elle cependant justifier ses décisions en invoquant le texte des vieilles ordonnances royales de 1827 et 1828 en ce qui concerne les pouvoirs de gouverneur des colonies. « Le gouverneur se fait rendre compte des approvisionnements et prend d'urgence les mesures nécessaires pour parer à une disette. »

CHAPITRE IV

Régies de l'alcool et du sel

L'accroissement considérable pris par les divers services de la colonie a déterminé de très bonne heure une augmentation rapide de ses besoins. Le Protectorat fut dans la nécessité d'y pourvoir en organisant et développant un système fiscal à peu près inconnu de l'ancien Empire. Il transforma successivement les diverses fermes annamites, créa les impôts indirects sur des objets de consommation courante, édicta une réglementation chaque jour plus restrictive des droits des individus (1). Ce système fiscal et plus particulièrement les régies monopolisées de l'alcool et du sel ont soulevé les critiques les plus vives de la part des contribuables indigènes et créé en Indochine une atmosphère préjudiciable aux intérêts de cette colonie.

L'arrêté du 20 décembre 1902 et les contrats de 1902 (2) et 1903 ont organisé dans le Tonkin et dans le Nord-Annam un monopole effectif de fabrication et de vente de l'alcool

1. Les étapes de cette évolution se retrouvent encore aujourd'hui dans la variété même de la législation : taxes de consommation sur les allumettes, huiles minérales, tabacs, régies de l'alcool, du sel et de l'opium.

2. Le contrat de 1902 a été dénoncé récemment par l'administration supérieure de l'Indochine ; il ne sera pas renouvelé à expiration.

indigène au profit de personnalités juridiques. Deux sociétés françaises distillent la totalité des produits livrés à la consommation, aux prix officiels, par l'intermédiaire de la Compagnie générale du Tonkin et Nord-Annam. La perception des taxes s'effectue aisément par la simple constatation du mouvement des entrées et sorties dans les magasins du débitant général.

Le monopole de fabrication a été établi sur les ruines d'une industrie autrefois assez prospère. L'institution de la Régie avait condamné la production familiale de l'alcool trop dispersée, et concentré les alambics dans des enceintes facilement soumises à l'exercice. De nombreux bouilleurs de cru avaient dû abandonner les maigres bénéfices d'une distillation empirique et céder la place à des groupements indigènes constitués pour satisfaire aux exigences du fisc. Ces derniers ne tardèrent pas à être éliminés eux-mêmes au profit de deux concurrents plus heureux. Depuis 1903 le régime légal de l'autorisation ne fonctionne plus au Tonkin et dans le Nord-Annam.

Le produit fourni par les deux contractants de 1903, présente des qualités de pureté et de force alcoolique inconnues des anciens résultats d'une fabrication moins scientifique ; il a cependant le grave inconvénient de n'offrir aucun des bouquets empyreumatiques réclamés par la clientèle indigène. Celle-ci lui préfère un alcool plus nocif, peut-être, mais certes mieux adapté à ses goûts traditionnels.

Le monopole de vente succéda à la ferme chinoise (1). Il

1. Voir *supra* page 108.

en a aggravé le fond par des mesures destinées à réserver au concessionnaire l'usage et le bénéfice de son privilège.

Ce système de fabrication et de vente ne pouvait vivre sans un régime de prohibitions et de surveillance très étroit. Le commerce de l'alcool fut astreint à la licence et soumis à l'exercice constant des agents de la Régie et du débitant général. Les marchands ne purent s'approvisionner qu'aux entrepôts désignés ; ils durent tenir une comptabilité courante de leurs opérations. La circulation fut hérissée de formalités et de difficultés — laissez-passer, délais, récipients, etc. — la vente au détail ne put s'effectuer que par quantités fixées à l'avance et dans des bouteilles cachetées et cautionnées. Les visites et perquisitions domiciliaires et personnelles sévirent sur la population indigène et asiatique, entraînant avec elles un cortège d'abus et d'exactions. La poursuite de la contrebande d'alcool introduisit les agents de la Régie et du débitant général dans les habitations particulières. L'indicateur indigène parut ; il dénonça par cupidité la victime indocile de ses extorsions. La découverte, à propos de riz en macération sur un terrain clos ou non, permit de satisfaire les plus basses vengeances.

La législation pénale de la Régie s'est enflée démesurément ; la fabrication clandestine, la détention de matières en fermentation ou d'objets pouvant éveiller l'idée de l'un des anciens alambics familial constituent des délits punis avec sévérité d'amende et de prison. Le Nha Quê (1) répond

1. Paysan annamite.

des contraventions anonymes relevées sur sa propriété éloignée de sa demeure ; les autorités des villages furent longtemps suspectées de négligence et de connivence, responsables pécuniairement des amendes infligées à leurs administrés (1). La nomenclature des infractions au régime est des plus variée. Le faiblissement du degré alcoolique, la mise en vidange d'une bouteille, la circulation de l'alcool en dehors de la voie ou des délais indiqués par le laissez-passer, la cession en cours de route, le transport sans pièces officielles, le moindre incident en un mot, est prétexte à procès-verbal.

Les rigueurs de la surveillance suivent les fluctuations du commerce des alcools. La vente du produit officiel est-elle moins élevée ? l'action des agents sur la matière imposable se fait aussitôt plus étroite. La consommation ne peut diminuer, elle doit augmenter ou au pis-aller rester la même ; une baisse ne peut correspondre qu'à un accroissement de la contrebande.

Le Centre et Sud Annam ont échappé aux rigueurs du monopole. La fabrication de l'alcool y est restée libre sous certaines réserves. Elle est soumise à une autorisation préalable et à l'exercice des agents de la régie. Elle doit satis-

1. La rigueur de cette mesure a depuis peu de temps attiré l'attention de l'administration ; la responsabilité des villages a été supprimée par arrêtés du 1^{er} novembre 1907 et 12 novembre 1908 sauf le cas de connivence reconnue. Les perquisitions ont été réduites au strict minimum et subordonnées à l'avis de l'autorité administrative, on a mis fin à l'initiative des préposés plus zélés qu'adroits en cette matière, hormis le cas de flagrant délit.

faire aux conditions édictées par la législation en vigueur et les règlements particuliers à chaque établissement.

Les distillateurs européens, chinois et indigènes pourvoient eux mêmes aux besoins de la consommation locale. La perception des taxes s'opère à la sortie des produits de leurs entrepôts, également exercés. La vente et le débit de l'alcool sont effectués par les soins de marchands munis de licence.

La surveillance de la Régie, échappant ici aux étreintes d'un monopole, se montre plus large et plus bienveillante. Si la contrebande s'exerce avec plus de sécurité, elle n'est cependant pas beaucoup plus développée que dans le Nord-Annam. La présence d'un alcool officiel à peu près adapté au goût de la clientèle annamite supprime l'un de ses éléments les plus tentants.

La Régie des sels fut destinée à pourvoir au remplacement d'un droit de circulation sur le commerce intérieur de ce produit, par une taxe de consommation sur tous les sels employés dans le Protectorat. Elle a créé, à cet effet, un monopole de vente au profit de l'Administration et, comme corollaire, imposer aux sauniers l'obligation de livrer tous les produits de leur fabrication à ces entrepôts (1). Les sels emmagasinés sont ensuite livrés aux particuliers et aux mar-

1 L'administration confia l'exploitation de son monopole à la compagnie générale du Tonkin et du Nord-Annam pour les provinces de Thanh Hoa, Vinh, Hatinh. (Contrat du 1^{er} avril 1900).

chands du prix d'achat, majoré du montant de la taxe et des divers frais de manutention, déchets, sacs, etc.

Cette organisation offre plusieurs avantages. Elle débarasse les sauniers de toute la partie commerciale de leur industrie, assure à leurs produits un débouché certain et des prix rémunérateurs. Il permet de soustraire la clientèle éloignée des centres de production au lourd tribut payé autrefois au commerçant chinois; il en facilite l'approvisionnement par l'administration ou ses représentants. Enfin la perception de l'impôt s'effectue sans grande difficulté.

Mais ce régime est complété par un service de surveillance, restreinte, il est vrai, à des zones autour des salines. La fabrication est contrôlée, la circulation suivie et soumise à l'obligation de laissez-passer.

Il aurait cependant soulevé peu de protestations par lui-même, si l'accroissement rapide de la taxe de consommation n'avait majoré le prix du sel dans des proportions excessives (1). Les industries de la pêche et de la saumure furent gravement atteintes, la population côtière dut payer fort cher un produit de première nécessité et de faible valeur qu'elle s'était jusqu'alors procuré à très bon marché.

La tentation était trop forte ; la contrebande redoubla,

1. Le prix de vente du sel au détail à la consommation est de 0 piastre 04 le kilogramme (0 piastre 002 le kilogramme, prix moyen d'achat au saunier). Il reste, certes, très inférieur à celui de France ; mais il faut se garder d'un rapprochement trop facile entre deux pays dont le développement économique et la prospérité sont si différents. On risque d'oublier l'une des données des problèmes, et le résultat menace d'être inexact.

la surveillance se fit plus stricte, la répression plus dure. On verbalise contre le saunier coupable d'avoir distrait un panier de sel de sa production pour ses besoins personnels, et n'avoir point consenti à acheter à la Régie 3 piastres 50 les 100 kilogrammes ce qu'il lui avait vendus 0 piastre 20. On traîne devant le juge, l'individu exploitant sa saline sans auto isation, ou en dehors des heures de contrôle, on poursuit le retard de livraison, le colportage sans laissez-passer réglementaire. Les procès-verbaux se multiplient ; les contraventions du sel occupent la majeure partie des audiences de la plupart des justices de paix à compétence étendue. Les pénalités s'échelonnent de 50 à 2.000 francs d'amende et de cinq jours à six mois de prison avec aggravation en cas de récidive.

Ainsi exercées, les Régies monopolisées de l'alcool et du sel ont provoqué dans le Protectorat un mécontentement à peu près général ; les abus et les vexations auxquelles elles ont donné lieu ont soulevé une opinion publique autorisée. Ce régime est devenu pour beaucoup synonyme d'odieux. Destiné à remplir les caisses de la colonie il a, d'ailleurs, imparfaitement répondu à cette attente, nécessité des dépenses considérables, un personnel nombreux et coûteux (1).

Leur suppression radicale présente toutefois de trop graves

1. Le coût de perception des taxes de consommation du sel et de l'alcool indigène a dépassé de beaucoup celui des plus mauvais impôts.

difficultés budgétaires (1) pour être envisagée sérieusement. Il convient de s'en tenir pour l'heure à des modifications de détails suscitées par la pratique.

L'extension du régime de l'alcool du sud et du centre de l'Annam aux trois provinces de Thanh Hoa, Vinh et Hatinh, serait un premier pas fait dans cette voie. Le dégrèvement des sels destinés à la fabrication de la saumure et la salaison du poisson rendrait la prospérité à ces deux industries qui font vivre la majeure partie de la population annamite. La diminution de la taxe de consommation du sel atténuerait l'impopularité de cet impôt. Le groupement des ouvriers salicoles permettait la constitution de sortes de coopératives de production, faciliterait une organisation de l'exercice plus conforme aux traditions et au vœu des sauniers. Ces associations seraient autorisées à exploiter les salines, et s'engageraient, en échange, à livrer aux entrepôts officiels une quantité de sel fixée par année d'après les besoins de la consommation locale et les possibilités moyennes de fabrication. Jusqu'à concurrence du minimum convenu, les produits seraient achetés au tarif actuel ; au delà, ils seraient payés à des prix plus élevés, suivant une échelle progressive. Les associés de chaque groupe auraient ainsi intérêt à atteindre le plus tôt possible l'ère des livraisons à gros bénéfices et exerceraient les uns sur les autres un contrôle d'autant plus efficace qu'il serait plus étroit. Les producteurs seraient par contre à l'abri des multiples petites formalités de l'exercice individuel qui les

1. L'administration française a pris des engagements et accepté des charges considérables auxquelles elle ne peut se soustraire sans faillir à son passé et sa loyauté.

découragent et exigent un personnel nombreux. La surveillance s'élargirait à toute une région, au lieu de s'énervier sur chaque plateau salifère. La Régie aurait affaire à des collectivités (commune ou canton) et non plus à des particuliers.

Supprimer les rigueurs inutiles de la répression et de la procédure fiscale, rendre le tribunal à son véritable rôle de juge et d'arbitre, constitueraient des améliorations heureuses de la situation des contribuables.

Le retour à la liberté complète de fabrication et du commerce de l'alcool (1) et du sel (2), constitue certes un vœu respectable, mais sa réalisation reste encore improbable, pour le moins lointaine.

1. La question du monopole de l'alcool en Indochine et en France se présente sous un aspect très différent.

Ici le bouilleur de cru est l'exception ; là il reste la généralité malgré les mesures prohibitives édictées par la législation. La possession d'un panier de *lua nép* (riz employé pour la fabrication de l'alcool) et d'un alambic rudimentaire reste à la portée de toutes les bourses indigènes ; la distillation en pays annamite est sommaire, familiale ; elle se soustrait aisément à tout contrôle. L'action du fisc sur l'individu, très étroite dans la métropole, est à peu près inexistante dans la colonie, la matière imposable peut échapper ici plus aisément que là, aux mailles d'un monopole. D'autre part, la consommation de l'alcool en France est accessoire, de luxe même, elle se substitue à celle des vins, bières, cidres, etc... En Indochine, rien de semblable ; ces boissons hygiéniques sont encore aujourd'hui à peu près inconnues de la population. L'usage du *ru'o'u nép* (alcool de riz) est unique, traditionnel, il accompagne la célébration de toutes les cérémonies religieuses, présente de ce chef, un caractère rituel très accusé.

2. Afin de pourvoir aux moins-values budgétaires entraînées par la suppression de la régie des sels on peut concevoir l'établissement d'une taxe foncière sur les salines, proportionnelle à leur valeur locative et leur étendue. Sa quotité serait obtenue au moyen d'une répartition du produit net de la contribution en vigueur sur toutes les exploitations actuelles.

CHAPITRE V

Régie de l'opium. — Taxes diverses Droits forestiers

Les mesures prohibitives de l'usage de l'opium édictées par le gouvernement chinois le 3 septembre 1906 ont mis le Département et la Colonie dans la nécessité d'envisager pour un avenir plus ou moins prochain la suppression de la consommation de cette drogue en Indochine.

Une commission a été réunie à l'effet de proposer les mesures susceptibles d'y parvenir, de rechercher les moyens propres à suppléer aux moins-values budgétaires entraînées par cette réforme, de prévoir enfin les dispositions répressives destinées à assurer l'exercice de la réglementation à intervenir. Le résultat de ses travaux fut consigné dans un rapport annexé au rapport général de M. Beau, sur la situation de l'Indochine, 1902-1907.

Ce document fait un rapide examen de la législation chinoise et des résultats pratiques obtenus, examine les conditions actuelles de la consommation de l'opium dans la colonie. Il considère comme un « bienfait toute mesure pouvant enrayer cette funeste habitude qui tend à s'implanter dans la population indigène ». Diverses propositions susceptibles

de conduire progressivement vers le résultat cherché ont été faites. Ce sont : la majoration du prix de vente de l'opium manufacturé, l'interdiction de la vente du dross, la réglementation de la vente dans les débits. On attend des conséquences heureuses du développement de la propagande contre l'usage de la drogue, de l'interdiction aux fumeurs de l'accès aux fonctions publiques et au mandarinat.

Le choix des ressources propres à parer au déficit budgétaire a attiré plus spécialement l'attention de la commission. Après bien des flottements, elle s'est arrêtée : 1° à un relèvement des droits de douane à l'importation sur certains articles de consommation asiatique ; 2° une augmentation des taxes de consommation sur les huiles minérales et les abacs ; 3° des droits de sortie sur les riz. Elle a accepté enfin le principe d'une grande loterie d'Etat, à défaut d'autres ressources, et écarta comme trop dangereuse la ferme des jeux.

Les taxes de consommation sur les allumettes, le tabac, les huiles minérales soulèvent encore peu de difficultés. Elles n'ont pas atteint leur maximum d'imposition, et constituent des réserves destinées à pourvoir aux besoins futurs du budget général.

Les droits forestiers sont essentiellement des redevances payées par des particuliers à l'administration propriétaire pour l'exploitation de divers produits dont ils représentent les prix d'achat. En réalité, le système de perception et les tarifs élevés en vigueur ont profondément modifié leur carac-

tère ; ils sont devenus des taxes purement fiscales. Ainsi, les produits forestiers ne peuvent circuler que sous le couvert de laissez-passer, après acquis des droits ; ceux-ci, liquidés sur place ou à proximité par les postes de surveillance sont payables dans les caisses de la Douane ou du Trésor situés le plus souvent fort en aval ; d'où un voyage aller et retour parfois très long, très coûteux et inutile. En possession des laissez-passer, l'intéressé n'a d'autre ressource que de conduire son chargement au plus prochain poste forestier, sans pouvoir le vendre en tout ou en partie en cours de route ; car, le laissez-passer deviendrait inapplicable et les bois seraient considérés comme circulant en fraude. Enfin la quotité de la taxe de 10 0/0 *ad valorem* sur les produits divers est excessive ; elle a absorbé et dépassé même le bénéfice fait par le négoce sur quelques uns, tels que la gomme laque, le stick laque, le caoutchouc, et supprime radicalement un commerce jusqu'alors prospère.

Ces taxes sont, d'autre part, d'autant plus mal venues et vexatoires, qu'elles n'ont pas pour contre-partie une bonne gestion du domaine forestier du Protectorat. Il serait impossible de citer en Annam une seule tentative de repeuplement ou de réglementation des coupes ; tout au plus essaie-t-on sur quelques points de délimiter des réserves. Encore, ces mesures restent-elles sans conséquences pratiques, car le personnel forestier absorbé par la perception des droits sur les radeaux ne peut veiller au respect des prescriptions édictées.

Il importe donc de redresser ces errements, de rendre notamment les agents forestiers à leur rôle technique de

contrôleurs de l'abattage des bois et des repeuplements. Il convient d'apporter des modifications indispensables à la tarification en vigueur, de substituer par exemple au système actuel celui de la concession par adjudication, de coupes préalablement déterminées et réglementées.

CHAPITRE VI

Conclusion

Le système fiscal du Protectorat a absorbé progressivement tous les revenus de l'ancien empire d'Annam. Quelques-uns ont été modifiés, la plupart entièrement refondus,

Les résultats furent tout particulièrement féconds en matière d'impôts indirects. Aucune organisation précise, rigoureuse ne gênait l'exercice des droits consentis à l'autorité française à cet égard par le traité de 1884 et les conventions ultérieures ; leur réglementation fut renouvelée.

Les retouches concernant les taxes personnelles et foncières ont été plus timides, moins efficaces. Elles se heurtaient à des institutions archaïques puissamment enracinées dans le monde indigène. Il convenait d'être très circonspect dans la crainte de troubler profondément un organisme perfectionné et indispensable. Il appartenait d'ailleurs à la Cour de Hué seule de décider sur ce point, l'action de Protectorat ne pouvant en droit se manifester directement.

Le souci d'adapter le régime fiscal ancien à une conception moderne de l'impôt présidait à toutes ces réformes. La suppression de la perception en nature, l'unification de la

simplification des tarifs étaient un acheminement vers un allègement et une répartition équitable des taxes directes. La multiplication des droits sur les matières de première nécessité permettait de faire supporter la majeure partie des charges publiques par un nombre d'individus de plus en plus grand. *L'impôt devenait la contribution obligatoire de tous les protégés aux frais généraux de la société annamite.*

Les conséquences logiques de ce principe nouveau amenèrent bientôt l'autorité française à introduire des représentants de la population dans les divers Conseils d'administration, chargés de donner un avis autorisé sur l'établissement et l'emploi des ressources de la Colonie. Dès 1898 (1) des commissions consultatives provinciales de notables indigènes (2) furent de plus appelées au Tonkin à émettre des vœux sur les questions de cette espèce. La création d'assemblées analogues en Annam a été tout récemment envisagée par le Protectorat (Conseil supérieur de 1907). Ces mesures libérales constituent une première étape vers un but inéluctable et déjà rapproché de nous ; la participation des contribuables indigènes à la gestion des deniers publiés.

Après de longs siècles de contemplation ancestrale et de resserrement sur lui-même « le pays d'Annam » est entré brusquement dans un monde nouveau. La France a pris l'initiative en 1862 et 1884 de le tirer de l'isolement où il se

1. Arrêté du 31 mars 1898 modifié le 1^{er} mai 1907, 5 novembre 1907, 17 novembre 1908.

2. Un arrêté du 4 mai 1907 a créé de plus au Tonkin une Chambre consultative indigène appelée à émettre des vœux notamment en matière fiscale. Cette assemblée fut réorganisée le 2 octobre 1908.

cantonnait avec âpreté ; elle n'a pas su ou pas pu conserver intact le moule dans lequel il était figé. Les institutions transmises de génération en génération se sont effritées au contact d'une civilisation plus réaliste, plus moderne ; le respect des traditions s'est affaibli ; des aspirations nouvelles se sont fait jour ; l'édifice antique, subissant à son tour la grande loi d'évolution historique, a craqué de toutes parts.

La France conserve la responsabilité des résultats de son intervention en Indochine. Elle a assumé la charge de conduire le peuple annamite dans une voie qui lui était inconnue. Il lui appartient d'adoucir les heurts de deux mondes parfois antagonistes, de faciliter l'enfantement et l'éducation d'une société nouvelle.

Il importe à sa réputation et son honneur de ne point faiblir dans la délicate mission qu'elle s'est imposée.

Vu : le Président de la thèse

PERREAU

Vu : le Doyen

LYON-CAEN

Vu, et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD

APPENDICE

Considérations sur l'organisation financière de l'Indochine

Une critique plus superficielle que bien avisée a jeté le discrédit sur ce régime fiscal, sans se préoccuper des nécessités budgétaires de notre établissement en Indochine. Dans son désir de convaincre elle a oublié les charges considérables, auxquelles celui-ci doit faire face, elle a proposé des ruines, négligé une reconstruction trop difficile.

L'autorité locale ne peut cependant renoncer aux ressources des impôts existants avant d'avoir amorti les emprunts contractés (340.000.000 de francs) achevé l'outillage économique et la défense de la colonie. Elle ne peut songer à les remplacer par des taxes nouvelles, dont le revenu serait incertain et qui ne tarderait pas, d'ailleurs, à présenter les mêmes inconvénients. Elle doit s'en tenir pour l'heure à l'amélioration des procédés de perception en vigueur, et rechercher si une refonte de l'organisation financière actuelle ne permettrait pas l'acquittement des engagements pris, sans nécessiter notamment l'emploi d'instruments fiscaux aussi impopulaires que l'exercice et les monopoles.

Le décret organique du 30 juillet 1898 a réparti la plupart des charges et des ressources de l'Indochine entre divers budgets locaux et un budget général. Ce dernier doit assurer le service de la Dette, de la contribution militaire, des grands travaux publics (1), avec les seules recettes des impôts indirects. Autrement dit, il doit pourvoir à des dépenses obligatoires dont le montant est fixé, avec des taxes dont le produit est incertain, puisque dépendant d'actes volontaires des contribuables. Aussi ses ordonnateurs ont-ils une tendance à rendre le régime rigoureux afin de prévenir les surprises possibles.

Par contre, les budgets locaux disposent du revenu des impôts directs, qui, en Indochine, présente une remarquable fixité; ils l'emploie à des œuvres d'une incontestable utilité mais dont le caractère est en quelque sorte facultatif et dont la réalisation pourrait à la rigueur n'être que progressive (assistance médicale, instruction publique, police, agriculture, travaux d'intérêt local, etc.).

Les principes posés en 1898 ne doivent pas être tenus pour immuables, et on peut concevoir une réforme qui aurait pour objet d'incorporer les recettes les plus sûres dans le budget général, ou de faire participer les budgets locaux aux aléas d'un régime de contributions indirectes mieux approprié aux habitudes indigènes que celui en vigueur, c'est-à-dire plus bénin. Le problème pourrait être posé ainsi : *Unité financière complète de l'Indochine* réalisée

1. Les grands travaux publics font le plus souvent l'objet de marchés échelonnés sur plusieurs exercices.

par la suppression ou la réduction des budgets locaux, ou *Fédéralisme financier* obtenu par la disparition du budget général ou plutôt sa réduction aux propositions modestes de celui de 1888 (1).

1. La discussion d'un pareil sujet sortirait du cadre de cette thèse, si nous y faisons allusion c'est que nous estimons qu'elle s'imposera un jour aux dirigeants de notre colonie.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

Arnanne. — La monnaie, le crédit et le change.

Artaud et Meray. — Organisation administrative judiciaire, politique et financière des colonies françaises.

Clercq. — Recueil des traités de paix, années 1872-1874.

De Lanessan. — Principes de colonisation.

Dislère. — Précis de législation coloniale.

Fallot. — L'avenir colonial de la France.

Girault (Arthur). — Principes de colonisation et de législation coloniale.

Leroy-Beaulieu. — La colonisation chez les peuples modernes.

— Précis de science financière.

Perreau. — Régime commercial des colonies françaises.

Petit. — Organisation des colonies françaises.

Ouvrages spéciaux

Annuaire de l'Indochine.

Aubaret. — Code annamite.

Aymonnier. — Notes sur l'Annam.

Ajalbert. — Les destinées de l'Indochine.

- Beau.* — Situation de l'Indochine, 1902-1907.
- Bernard* (Cap.). — L'Indochine.
- Bonhoure.* — L'Indochine.
- Bouinais et Paulus.* — Le Royaume d'Annam.
- Budget du « Protectorat de l'Annam-Tonkin ».
- Budget général de l'Indochine.
- Budget local de l'Annam.
- Budget provincial du Nghe an.
- Bulletin officiel du « Protectorat de l'Annam-Tonkin ».
- Bulletin officiel de l'Indochine française.
- Bulletin administratif de l'Annam.
- Dauphinot.* — Rapport sur le mouvement commercial de l'Indochine en 1905.
- De'loustal.* — Recueil des Ordonnances royales.
- De Lannessan.* — L'Indochine française.
- Demorgny.* — Les principales réformes financières en Indochine de 1897 à 1899.
- Denjoy.* — Etude pratique de la législation civile annamite.
- Doumer.* — Situation de l'Indochine de 1897 à 1901.
- Dutreuil de Rhins.* — Le Royaume d'Annam.
- Ganter.* — Recueil des lois, décrets en vigueur en Annam et au Tonkin.
- Grenard* (Jules). — Etude sur l'organisation budgétaire de l'Indochine française.
- Hoi Dien.* — Recueil des statuts et règlements administratifs de l'empire d'Annam, 1802-1861.
- Jobbe Duval.* — La commune annamite.
- Journal officiel de l'Indochine française.

Journal officiel de la République française. Chambre des députés.

Landes. — La commune annamite.

La question des douanes en Cochinchine, 1888. Publication de la France commerciale. Annales économiques.

Launay. — Histoire de l'Annam.

Livre Jaune sur l'affaire du Tonkin.

Luro. — Cours d'administration annamite.

— « Le pays d'Annam ».

Maitre. — Les régions moï du sud indochinois.

Michel. — Code judiciaire de l'Indochine française.

— Recueil des circulaires et instructions.

Moniteur du Protectorat de l'Annam-Tonkin, 1895-1886.

Ory. — La commune annamite au Tonkin.

Pasquier. — L'Annam d'autrefois.

Philastre. — Code annamite.

Pinabel. — Notes sur quelques sauvages dépendant du Tongking.

Recueil général permanent des actes relatifs à l'organisation et à la réglementation de l'Indochine.

Régime commercial de l'Indochine française. Publication de l'Union coloniale française, 1894.

Revue indochinoise.

Reinach (L. de). — Recueil des traités conclus par la France en Extrême-Orient.

Schreiner. — Les Institutions annamites en Basse-Cochinchine avant la conquête française.

Sombsthay. — Cours de législation et d'administration annamite.

Sylvestre. — L'empire d'Annam et le peuple annamite.

Tour du Monde, année 1885. Voyages en Indochine.

Truong Vink ky. — Cours d'histoire annamite.

Vitry. — Etude sur le système financier de l'empire d'Annam.

Voyages et missions du père Alexandre de Rhodes.

Voyage du yacht hollandais *Grol* du Japon au Tonkin,
31 janvier 1637-8 août 1637.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

Le système fiscal du « Pays d'Annam » avant l'intervention française

	Pages
CHAPITRE I. — Aperçu historique. — Organisation politique et administrative. — Décentralisation communale.....	I
CHAPITRE II. — Régime financier.....	10
CHAPITRE III. — Etude critique.....	40.

LIVRE SECOND

Système fiscal de l'Annam après l'intervention française

TITRE I. — Protectorat de l'Annam (1884-1897)...	50
CHAPITRE I. — Régime douanier.....	50
CHAPITRE II. — Taxes diverses.....	64
TITRE II. — Protectorat de l'Annam (1897-1910)...	75
CHAPITRE I. — Charges personnelles et foncières des indigènes	75

CHAPITRE II. — Charges spéciales aux Asiatiques étrangers. — Patentes.	90
CHAPITRE II. — Marchés. — Divers.	96
TITRE III. — Protectorat de l'Annam de 1897- 1910.	99
CHAPITRE I. — Régime douanier.	99
CHAPITRE II. — Alcools européens et alcools indigè- nes.	107
CHAPITRE III. — Opium.	117
CHAPITRE IV. — Sel.	120
CHAPITRE V. — Tabacs. — Huiles minérales. — Allu- mettes. — Noix d'arec.	129
CHAPITRE VI. — Timbre. — Hypothèque. — Enre- gistrement. — Droits de greffe.	136
CHAPITRE VII. — Droits forestiers.	140
CHAPITRE VIII. — Taxes provinciales ...	142
TITRE IV. — Etude critique.	145
CHAPITRE I. — Pouvoirs du Gouvernement annamite et du Protectorat en matière d'impôt.	145
CHAPITRE II. — Impôts directs.	149
CHAPITRE III. — Régime douanier.	161
CHAPITRE IV. — Régies de l'alcool et du sel.	165
CHAPITRE V. — Régies de l'opium. — Taxes diver- ses. — Droits forestiers.	173
CHAPITRE VI. — Conclusion.	177
APPENDICE. — Considérations sur l'organisation financière de l'Indochine.	180
BIBLIOGRAPHIE.	183

